

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - Nº 13676 - 6 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 15-LUNDI 16 JANVIER 1989

Epreuve de force au Mexique

L'arrestation des dirigeants du Syndicat des tra-vailleurs du pétrole a stupéfié le Mexique. Son « parrain », M. Hernandez Galicia (« La Quina »), n'était-il pas considéré comme l'homme le plus puissant du pays après le président jusqu'à ce 10 janvier où un commando militaire a forcé au bazooka la porte de sa rési-dence ? Et le STPRM, la plus puissante organisation de travailleurs de toute l'Amérique latine, n'avait-il pas la réputation d'être un « État dans l'État » un des piliers, de surcroît, du Parti révolutionneire institutiondepuis soixente ans ?

C'est de façon très légale, en effet, que le syndicat touche un pétrole de la PEMEX, et qu'il se voit réserver près de la moitié des contrats de sous-traitance de la compagnie nationale. Il est naturei, dès lors, que le STPRM soit aussi un empire financier avec ses entreprises, sa flotte ses avions, et un considérable parc immobilier. En ce sens, le coup de filet du 10 janvier rencontre une approbation qui

Far-delà même l'appréciation positive formulés vendredi 13 janvier dans une letl'écrivain Octavio Paz ou le peintre Tamayo, une partie de l'opi-nion pourrait bien de réjouir en silence : la situation privilégiée des quelque cent mille affiliés du STPRM n'insultait-elle pas à la majorità d'une population frappée par une crise économique L'enjeu est bien autre. Que la direction du syndicat ait, ou non, accumulé des armes en vue de défendre la PEMEX contre une privatisation partielle envisagée per le gouvernement demeure à démontrer par la justica. Mais le chef de l'Etat a choisi, guarante jours après son investiture, de livrer une épreuve de force.

P-12

Il entend tout d'abord démontrer, avec l'aide de l'armée, que, à l'instar de ses prédécesseurs, il est bien le « patron », en dépit d'une élection sans gloire : M. Salinas, en effet, n'a recueilli que 51 % des suffrages de ses concitoyens — un score ridi-cule pour le candidat du PRI, et contasté de surcroît par les oppositions, singulièrement celle de la gauche unie, dont le portedrapeau, M. Cuzohtemoc Cardenas, estime avoir été privé de sa victoire par une fraude éhon-

M. Salinas, un jeune technocrate formé aux Etats-Unis, pense en outre qu'aucune restructuration d'une PEMEX inefficace et corrompue, symbole et pilier de l'économie publique, n'aurait été possible sans une mise au pas de son syndicat. Il y voit un préalable à la renégociation de l'abyssale dette

L'opposition, muselés depuis des décennies et désormais consciente de représenter la moitié au moins du pays, ne peut pas, capendant, ne pas se sentir agressée par le coup de force du 10 janvier. M. Cardenas, fils du président qui, en nationalisant le pétrole en 1938, a tellement satisfait le nationalisme exacerbé des Mexicains, suit qu'il touche une corde sensible en appelant désormsis à « l'insurrection civique contre le



L'affaire de l'usine chimique libyenne

Bonn va renforcer son contrôle sur les ventes de technologie

Le gouvernement de Bonn savait depuis plus de trois mois, par ses propres services de renseignement, que des firmes ouest-allemandes étaient soupçonnées de participer à la construction de l'usine chimique libyenne de Rabta. Ces révélations mettent dans l'embarras le chancelier Helmut Kohl, qui, voici une semaine, niait toute implication d'entreprises de la RFA dans l'affaire. Elles vont conduire les autorités fédérales à contrôler davantage les exportations de technologies sensibles.





Lire page 3 l'article de LUC ROSENZWEIG

Tout en tirant la leçon des difficultés rencontrées

Le gouvernement est résolu à poursuivre le « dénoyautage » des sociétés privatisées

En dépit des rebondissements de la polémique autour de la Société générale, le gouvernement maintient sa volonté de démanteler le réseau mis en place par M. Edouard Balladur, ministre du gouvernement de M. Jacques Chirac, dans le cadre de sa politique de « noyaux durs ». Pour continuer le « dénoyautage », un projet de loi pourrait être déposé, rendant

leur liberté aux actionnaires de ces « noyaux durs ». La décision définitive devrait être prise dans les semaines qui viennent, au vu des expertises juridiques en cours. Néanmoins, le gouvernement entend tirer les leçons des difficultés rencontrées ces derniers mois et tenir compte de la force des oppositions soulevées par

Le piège de l'argent

La Société générale et Pechiney sout-elles deux affaires qui n'en font qu'une? Oui, assure la droite, qui, par la voix de M. Charles Pasqua - moraliste s'il en est, - a tôt fait de ficeler un paquet cadeau d'où il ressort que les hommes politiques au pouvoir font des affaires, et que les affairistes se mêlent de politique.

Non, assure la gauche, pour qui faut clairement dissocier l'une et l'autre. La Société générale est le point d'application contesté et l'illustration contestable d'une

politique de dénoyautage dûment annoncée et validée par le suffrage universel. L'affaire Pechiney, en revanche, porte avec elle de graves sonpçons qui, s'ils se transformaient en preuves, obligeraient le pouvoir à se défaire de quelques-uns de ses serviteurs (1).

Cette distinction est-elle autre chose qu'une intelligente ligne de défense : et celle-ci résistera-t-elle longtemps? A l'évidence, l'intervention de M. Roger Fauroux

dans ce débat l'a déjà fait éclater. A lui seul, le ministre de l'industrie, qui est aussi, à travers la Fondation Saint-Simon qu'il anime, et par les fonctions qu'il a occupées dans le passé, notamment à la tête de Saint-Gobain. l'un des fleurons de l'establishment politicofinancier, a donné crédit, dans l'opinion, à tous les soupcons qui commençaient à ternir l'image du

JEAN-MARIE COLOMBANI. (Lire la suite page 6 et nos informations pages 6 et 7.)

Angoisse des francophones, colère des anglophones

Passions linguistiques au Québec

Pour la quatrième fois en Rabais sur livres/discount vingt-cinq ans, le Québec vit une nouvelle guerre linguistique. La minorité anglophone moins de 15% des 6,3 millions d'habitants de la province) et la majorité francophone sont à couteaux tirés depuis la mi-décembre, date à laquelle la Cour suprême du Canada a invalidé plusieurs articles de la loi dite 101, qui a fait du français la seule langue officielle de la province.

MONTRÉAL de notre correspondante

Stephen Nowell est en colère. Il ajoute posément qu'il se sent humilié et trahi. Il n'est pas le seul. Les quelque 900 000 anglophones de la minorité linguistique du Québec dont il fait partie partagent tout à fait ses sentiments. Lorsqu'il a cloué son enseigne

- Librairie Magnus Bookshop —

books » sur le petit magasin qu'il a ouvert en 1983 rue Sherbrooke à Westmount, le quartier chic nellement les anglophones de la anglophone de Montréal, il se montrait parfaitement respectueux de la loi 101, adoptée en 1977 par le Parti québécois (indépendantiste), un an après son arrivée au pouvoir. Le texte imposait le français comme seule langue officielle de l'enseignement, de la justice, de l'administration et des affaires (et donc de l'affichage), mais tolérait quelques exceptions, en particulier pour les petits commercants indépendants.

Stephen Nowell, qui ne vend que des livres en anglais, était loin de penser qu'il serait un jour tenu de supprimer l'anglais de son

M. Robert Bourassa, l'actuel premier ministre libéral de la province, n'avait-il pas promis, durant sa campagne électorale en 1985, le retour du bilinguisme à tous les commerçants anglophones: petits et gros? Le libraire avait voté pour le Parti libéral, comme le font traditionprovince. Il ne s'était pas inquiété outre-mesure d'une autre promesse, tout à fait contradictoire : devant ses électeurs francophones, M. Bourassa s'était engagé à défendre et à promouvoir l'usage du français.

Stephan Nowell pensait que, de toute façon, les juges sauraient trancher là où le nouveau premier ministre semblait tergiverser. Soutenus par la communauté tout entière, six autres commerçants anglophones, parmi lesquels un chausseur, un fleuriste, un tailleur et un papetier, avaient décidé de contester jusque devant la Cour suprême les articles de la loi 101 interdisant l'usage de leur langue sur leurs affiches et enseignes. Tous ont eu de quoi se réjouir le 15 décembre dernier.

> MARTINE JACOT. (Lire la suite page 3.)

Un colloque inédit à Paris

Premier dialogue indirect entre des députés israéliens et des officiels de l'OLP PAGE 5

La répression en Somalie

Représailles contre les civils dans les zones de rébellion

Reclassement dans l'électronique

Convoité par Siemens, le britannique GEC passe des accords avec l'américain General Electric PAGE 13

Huit morts dans un accident de téléphérique

Une cabine s'est décrochée pendant des essais

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Chevènement invité dimanche, à 18 h 15

Le sommaire complet se trouve page 16

Le limogeage de Daniel Barenboïm

Redéfinir l'Opéra

La crise de l'Opéra Bastille teur artistique à deux ans, à Il a ajouté qu'« il n'était pas est dénouée vendredi 13 jan-moins qu'il n'accepte de partager sain qu'un directeur musical s'est dénouée vendredi 13 janvier à midi : Daniel Barenboim a refusé les conditions fixées par M. Pierre Berge, président de l'Association des Théâtres de l'Opéra de Paris. Le poste de directeur musical est donc vacant. Nul ne sait si l'ouverture du nouvel Opéra se fera bien le 10 janvier 1990, après une inauguration officielle qui aura lieu de toute manière le 13 juil-

Daniel Barenbolm, à vrai dire, n'avait plus guère le choix. Fort de l'appui du président de la République, semble-t-il, M. Pierre Bergé lui avait adressé un véritable ultimatum, réduisant sa rémunération annuelle de moi-

ses responsabilités, ce qu'il a tou-jours refusé obstinément.

Daniel Barenboïm a simplement répondu, vendredi, que le contrat signé par le gouvernement Chirac (considéré par l'autre partie comme un simple · protocole d'accord » était parfaitement valable et qu'il en demanderait raison devant les tri-

Au cours d'une conférence de presse vendredi après-midi au palais Garnier, M. Bergé a dit qu'il regrettait d'avoir dû prendre a la décision la plus grave de sa carrière » à l'égard d'un homme - dont il admire le talent et qu'il respecte », mais qui n'a pas voulu comprendre que la Bastille devait être, selon le projet du président de la République, « un Opéra

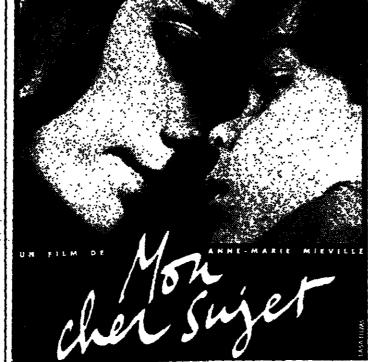
s'arroge tous les pouvoirs, la politique d'un théâtre devant être l'œuvre d'une cellule créatrice, même si le directeur musical y joue naturellement un rôle de premier plan ».

M. Bergé espère que la pro-grammation initiale pourra être maintenue, sans trop y croire, semble-t-il. Au passage, il regrette que Patrice Chéreau (chargé de l'ouverture en janvier 1990 et ardent désenseur de Barenboim) n'ait travaillé que deux fois pour l'Opéra de Paris, ct qu'ail n'ait donné que sept fois Lulu avant de s'opposer à la reprise de sa mise en scène : nous n'avons pas de leçon à recevoir

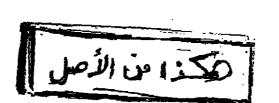
> JACQUES LONCHAMPT. (Lire la suite page 9.)

moderne et populaire ». tié et sa responsabilité de direc-A L-ÉTRANGER: Algéria, 4,50 DA; Marso, 6 dir.; Turkire, 700 sta.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 1,95 S; Antrice/Réunion, 7,20 F; Che-d'hoire, 315 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espegne, 175 pes., G.-B., 80 p.

Color, 150 dr.; Iranda, 90 p.; Italia, 2 000 L.; Lidya, 0,400 DL; Lucembourg, 40 f.; Horvège, 13 tr.; Paye-Bas, 2,50 ft.; Portugal, 140 esc.; Sérigal, 336 F CFA; Suide, 14 cs.; Suide, 14 cs.; Suide, 1,50 ft.; USA (NY), 1,50 ft.



MERCREDI



let 1989.

E 22 janvier 1919, le Dr Camescas

heurs qu'il y eut des jours où je n'ai pas lu les communiqués qui annonçaient les victoires remportées par nos soldats.

Médecin de campagne, j'ai perdu en cinq semaines plus de jeunes mères que je n'en avais vu mourir pendant les dix années

précédentes : médecin d'hôpital, j'ai vu

mourir cinq de mes infirmières sur les

Dès le 23 octobre 1918, la commission

d'hygiène publique de la Chambre des députés avait tenu, sous la présidence du D' Doizy, député des Ardennes, une séance essentiellement consacrée à « La grippe espagnole », sur la base notamment d'une enquête réalisée dans la région de Biarritz. Ce même jour, M. Merlin,

député de Roanne, et M. Poirier de Nar-

çay, député du quatorzième arrondissement de Paris, se plaignent de la pénurie de médicaments. La commission devait aborder le même sujet le 6 novembre. Elle ne le fera qu'après avoir entendu le président Doizy prononcer l'éloge funèbre de M. Poirier de Narçay, emporté en quel-

La grippe espagnole devait faire à travers le monde plus de victimes que la Grande Guerre finissante. Elle s'était abattue en France à l'automne 1918,

jalonnant de noms illustres la liste de ses milliers de victimes. Du lycée Buffon transformé en hopital militaire et où il expire, Pierre Margaritis griffonne le 30 octobre à son ami Roger Martin du

Gard: « Cher vieux, je suis rétamé. Je te

donne ma bague. Fais brûler toutes mes

œuvres ... > Il est mort seul, affreusement

seul, sa femme et sa mère étaient alitées à

Versailles, écrit quelques jours plus tard

Martin du Gard à Jacques Copeau et Gas-

Quinze millions

de morts

Le 13 novembre dans la matinée, un

cortège sunèbre qui quitte l'église Saint-

Thomas-d'Aquin en direction du Père-

Lachaise se trouve noyé, boulevard Saint-

Germain, dans une foule en liesse qui fête

l'armistice signé l'avant-veille et conspue

l'empereur d'Allemagne qui vient d'abdi-

quer : - A bas Guillaume ! - Mais c'est un

autre Guillaume que ses amis accompa-

gnent au cimetière, Guillaume Apolli-

naire, emporté à trente-huit ans par la

grippe espagnole et que pleurent en sui-

vant son corps Blaise Cendrars, Jean Coc-

teau, Mac Orlan, Paul Fort, Picasso et

aussi Max Jacob qui, pendant l'agonie,

écrivait à René Fauchois : « Je veille cha-

Fin novembre, François Mauriac rega-

gne son appartement de la rue de la

Pompe. Il raconte à Jacques-Emile Blan-

che: « La grippe nous attendait dans la

maison. A peine arrivés, ma petite fille et

la cuisinière ont été prises, tandis qu'au-

dessous une jeune femme agonisalt et mourait. (...) Des odeurs d'éther mon-taient par les placards. >

La grippe de cet hiver 1918-1919 fut « la plus destructrice de toute l'histoire »,

écrit l'Encyclopaedia britannica, qui indi-

que notamment que, dès l'automne, « une

bonne partie de l'hémisphère nord sui

atteinte en un mois .. Dans une étude réa-

lisée en 1959 pour l'Organisation mon-diale de la santé, le D Payne, rapporteur,

écrit de son côté : « Beaucoup de lecteurs

se rappelleront la terrifiante soudaineté

avec laquelle [la grippe] se répandit et la

vanité des efforts faits pour l'arrêter. Elle

paralysa des villes entières, des pays

entiers. Elle tua plus de quinze millions

de personnes. On ignore si un tel désastre risque de se renouveler car nul ne sait

quel concours de circonstances le provo-

que nuit ce qui reste de lui... >

ques jours par la terrible maladie.

dix-neuf qui étaient malades. »

médecin de l'hôpital d'enfants de Forges-les-Bains, raconte devant les membres de la Société de médecine publique qu'il vient de vivre en cet hiver 1918-1919 la période la plus dure de sa vie de praticien. « Pendant le mois d'octobre, relate-t-il, J'ai dû faire face à tant de mal-

Dates

Le Monde

75427 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 850 572 F álácopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde

Hubert Beure-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social: 620 000 F

Société civile · Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du *Monde*

> Rédacteur en chef : Daniel Vernet.



Tilex MONDPUB 206 136 F

sauf accord avec l'administratio

nmission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037 Renseignements sur les microfilms et index du Monde su (1) 42-47-89-61

Ae Allonde

TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-98-72

Tacif	FRANCE		SUESSE	PAYS				
3	365 F	399 F	594 F	798 F				
6	720 F	762 F	972 F	1 400 F				
,	1 030 F	1889 F	1 464 F	2040 F				
i=	1 300 F	1 380 F	1 890 F	2 650 F				
	ÉTDANCED -							

ETRANGER: Par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonnes RENVOYEZ CE BULLETT

accompagné de votre règlement . à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 3615 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE: Pour tous renseignements: tél.: 05-04-03-21 (numéro vert)

ivant leur départ. Joi<u>nan</u> bande d'anvoi à toute corres

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 6 mois 9 mois

Nom

Prénom Adresse:

Code postai :_ Localité:

Pays: Vestillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Il y a soixante-dix ans

La grippe espagnole



qua. - Quinze millions de morts, c'est également le chiffre qu'avance B. Fauconnier, chef de laboratoire à l'Institut Pasteur, dans l'édition 1968 de l'Encyclopaedia Universalis. Aucun des cinq continents ne fut épargné. . L'épidémie actuelle, lisait-on déjà dans The Lancet du 16 novembre 1918, est en fait mondiale, sans distinction de race, d'agglomération ou d'occupation. •

Plutôt que d'épidémie, on préférait parler d'une « pandémie » qui s'étendait à la planète entière. D'où venait-elle? De l'est vers l'ouest ou l'inverse? De Russie, affirmaient certains. Mais alors, pourquoi espagnole ... sinon tout simplement parce qu'en 1580 une grippe qui sévissait outre-Rhin y avait été baptisée Spanische Ziep et que ce nom lui était resté. Virus instable? Virus non encore découvert? En réalité, on se trouvait . en face d'un ennemi dont on ne connaissait pas grandchose ., avouaient les membres du Royal College of Physicians de Londres. Une seule certitude : ce n'était pas la peste...

Comment lutter? On savait que les voies réceptrices étaient le nez et la gorge, que l'incubation durait quarante-huit heures, et que la maladie, extrêmement contagieuse, se propageait à une vitesse foudroyante. Il fallait se coucher immédiatement. Mais après ? Un vaccin avec du séram provenant de sujets déjà atteints? Des médecins prirent le risque pour eux-mêmes. Ainsi le professeur Duiarric de La Rivière se fit inoculer le « filtrat » d'un mélange de sang prélevé sur quatre malades gravement atteints. Après avoir étudié sur lui-même pendant sept jours l'évolution de la maladie, il répéta l'expérience sous une autre forme. Il en réchappa, mais nombre de ses confrères demeurèrent sceptiques et

L'opinion se répandit, notamment à Paris, que le rhum était le remède souverain. On se rua donc sur le rhum et les mercantis en profitèrent... On tombait parfois dans la pure sorcellerie. - La grippe espagnole, je l'ai eue, nous a raconté une vieille Savoyarde. Le médecin? Il n'y en avait qu'un sur 7 kilomètres de vallée. Mais mon père m'a soigné avec du sang de bouquetin. On n'avait pas le

déconseillèrent le vaccin.

droit d'en tuer, n'est-ce pas, mais mon père était boucher, alors! Il fallait prendre le sang dans le cœur, le faire sécher et en faire des boulettes grosses comme un grain de mais. D'abord un grand bol de vin chaud avec cannelle et clou de girofle. puis la boulette et pour finir une tasse de café très chaud. Ah! Si on transpirait! Le lendemain, j'étais guérie. »

Il y avait aussi de bien troublantes énigmes. Comme celle que décrivait dans le British Medical Journal du 17 avril 1919 le Dr Shufflebokhann. Il avait fait une enquête dans vingt établissements où étaient fabriqués, pendant les hostilités, des gaz asphyxiants. . Dans une grande ville très éprouvée par la grippe espagnole, racontait-il, sur vingt-sept ouvriers travaillant dans un même atelier, un seul fut porté malade, sans gravité. » Dans une autre usine, sur deux cents employés hommes et femmes, deux cas seulement... La mort abdiquait dans les lieux mêmes où se fabriquait la mort.

La tragédie du « Mozambique »

En France, la grippe exerça ses ravages autant en province qu'à Paris. Octobre et novembre furent les mois les plus meurtriers dans la capitale. On y compta deux fois plus de décès qu'en temps normal. Les salles d'hôpital étant combles, on contraignit bientôt les gens à rester chez eux : et s'il n'y a qu'une chambre à coucher, qu'on isole le lit du malade avec des paravents ou avec des draps tendus sur des cordes. >

En banlieue, la grippe semblait avoir une prédilection pour les bords de la Marne. « A Noisiel, raconte un témoin, comme il n'y avait qu'un corbillard, on utilisa les voitures de service de la grande chocolaterie locale. Des voisins ont perdu la même semaine leur fils et leur fille. »

A Bordeaux, relate le Journal médical français de janvier 1919. - le malade succombait d'une façon tellement rapide que les prévisions les plus pessimistes en étalent déconcertées ». A Marseille, la mortalité monta jusqu'à près de 10 % des grippés. A Yenne, dans le Bugey, une habitante raconte: - Des Parisiens étaient

venus ici pour se mettre à l'abri de la grosse Bertha », le canon qui tirait sur Paris. La grippe les a pris. La mère et les deux filles sont mortes... Seule la troisième fille a réchappé.»

La situation n'était pas meilleure dans l'armée. Du 1º mai 1918 au 30 avril 1919. 408 180 cas dans l'armée de terre, 30 382 décès. A Brest, dans la marine, la grippe fit surtout des victimes parmi les engagés de la classe 20, des garçons de dix-huit ans. La responsabilité du commandement fut gravement mise en cause par le député du Finistère, M. Lancien : - Les casernes construites pour recevoir i 500 hommes en contiennent actuellement 4000 et n'ont fait l'objet d'aucune désinfection. Pris de panique devant le nombre des décès, le commandement a fait évacuer plusieurs centaines de matelots, sans que ces « permissionnaires », renvoyés chez eux, aient fait l'objet d'aucune précaution sanitaire. (...) Quant aux hommes déjà atteints et qu'il était impossible de licencier, on s'en est débarrassé en les envoyant dans une caserne située au fond de la rade, dans des locaux sans vitres. >

Later of

^{to}rte **s**us congec

10 mg

Page 1

the programme of the contract

The state of the second second

At Harden

Material & Indian

The same

*** #5.4

5 ± 3 **\$**\$

THE BOOK SAME

er er sæste 🐞

Au-delà de l'Europe, c'est une hécatombe que provoqua la grippe espagnole : 6 millions de victimes en Inde, 21 millions de malades et 246 000 morts au Japon. Mais comment oublier des tragédies comme celle du paquebot Mozambique. Il avait appareillé de Lourenço-Marquès avec 952 soldats du corps expéditionnaire portugais. Il relacha au Cap, sans que ses officiers aient en apparemment connaissance de l'épidémie qui sévissait dans le port. Les dockers qui vinrent livrer le charbon, à dos d'homme, étaient déjà contaminés. A peine le Mozambique avait-il repris la mer que l'épidémie se déclara à bord. Et quand le paquebot arriva à Lisbonne, 199 hommes - un cinquième du contingent - étaient morts en route.

Vers quelque secteur de la planète qu'on se tourne, on ne trouve que de sinistres références à ce sséau que sut, il y a soixante-dix ans, la grippe espagnole. Seul un point, un tout petit point de la planète, échappa totalement au fléau : au milieu de l'Atlantique, l'île de Sainte-Hélène.

YVES GROSRICHARD.

	CODAND HIDVE	DTI (P. 917)	
		RTL-Le Mond	E .
	diman	che 18 h 15	en direct sur
N-PIE	RRE	animé par Olivier MAZEROLLE	
EVEN	EMENT	avec André PASSERON et Jacques ISNARD (Le Monde) Dominique PENNEQUIN et Pierre-Marie CHRISTIN (RTL)	

Etranger

URSS: les «survivants» de Leninakan

Miracle et fausse nouvelle

décidement plus ce qu'elle était. Loin est le tamps où les informations qu'elle donnait devaient être considérées comme établies, puisque les faits annoncés bénéficialent par définition d'une garantie cofficielle ». Que croire et qui croire désormais quand la découverte de six hommes miraculeusement rescapés du trem-(le Monde du 14 janvier), objet, ieudi 12 janvier, de multiples dépêches et reportages, est Bujourd'hui mise en doute, sinon cerrément démentie ?

Les izvesties ont été les premières, vendredi, à manif leur scepticisme. L'envoyé spé-cial du journal en Arménie s'est en effet rendu sur place à Leninakan, et a eu la surprise de constater que personne ne semblait y être au courant de la miraculeuse découverte. Aucune trace, de plus, des cinq autres «survivents» qui, en compagnie de Aikaz Akopian, montré jeudi soir à la télévision, étaient consés être restés trente-cinq iours emmurés dans une cave.

L'agence Tass, auteur du premier flash annonçant la découverte des rescapés, commençait alors à faire marche arrière. Elle s'était fondée, expliquait-elle, sur une information transmise per l'agence arménienne Armenpress, qui disait la tenir de médecins qui soignaient Akopien à Erevan. Nouvelle visite à ce dernier, qui confirme ce qu'il avait raconté jeudi soir à la télévision, admet qu' «il y a beaucoup de même» et ajoute un nouveau détail à son récit : «Avant de le ramener du sous-soi à la surface. les gens qui l'ont sauvé lui ont bandé les yeux et c'est avec ce bandeau qu'il est arrivé à l'hôpi-

La télévision, enfin, interroge vendredi soir un responsable du PC à Leninakan, M. S. Chiroïan,

que. Non seulement il affirme que personne n'est au courant, dans la ville, de ce sauvetage inespéré, et s'étonne qu'Akopian « soudainement retrouvé à Erevana, mais son avis est formel: « La seule conclusion qui s'impose est qu'une telle chose n'a pas pu se produire. Cela n'aurait jamais pu arriver. Il n'y a

Un désir

L'agence Tass, pourtant, ne s'en tient pas là. Elle cite une Arménienne qui connaît Akopian et se trouve actuellement dans le même hôpital que lui. Elle a rantandu dère » le 9 ianvier que « des gans vivants se trouvaient encore dans le sous-sol de la maison où habitait Akopian ».

« Nous, journalistes. écrivent les envoyés spéciaux des izvestias, sommes confrontés à une situation difficile. L'expérience des demiers jours nous a enseiané au'il existe un immense désir sister à un miracle. »

On s'orienterait maintenant vers un nouvel examen psychiatrique d'Alkaz Akopian.

• L'aide française à la reconstruction. - M. Gérard Renom, secrétaire d'Etat français chargé de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs, a présenté vendredi 13 janvier, au vice-premier ministre soviétique, M. Boris Tcherbina, un programme d'aides et de propositions commerciales pour participer à la reconstruction des zones d'Arménie détruites par le séisme du 7 décembre. M. Renom dirige une délégation d'experts et d'industriels français qui sont partis vendredi soir pour Erevan. — (AFP.) RFA: l'affaire de l'usine chimique libyenne

Un faux pas du chancelier Kohl

13 janvier, une information judiciaire contre la société Imheusen Chemie, soupconnée d'avoir parti-cipé à la construction de l'usine chimique Pharma 150 à Rabta, en Libye. Un porte-parole du gouvernement de Bonn, M. Friedbelm Ost, a indiqué jeuvernement de Duni, IV. Priement Ost, a monque le même jour que les services de renseignement ouest-affemands (BND) avaient communiqué dès le 30 septembre 1988 aux autorités fédérales des infor-mations « à prendre au sérieux » concernant l'impli-

de notre correspondant

Quei changement de ton en l'espace d'une semaine ! Au début de ce mois le chancelier Kohl et quelques-uns de ses coryphées se permettaient, avec une arrogance jamais vue depuis la fin de la guerre, de faire la leçon à l'allié et protecteur américain. Le secrétaire d'Etat George Shultz et la presse d'outre-Atlantique étaient accusés de moner une campagne calomnieuse, sur le thème de la livraison par des firmes allemandes à la Libye d'équipements permettant de produire ces armes chimiques, dont la Conférence de Paris vient de proposer le bannisse-

Un peu trop certain que l'adage « pas vu, pas pris » allait s'appliquer en la circonstance, peut-être mal informé par ses services de renscignement, le chancelier faisait parvenir ses remon-trances à la Maison Blanche, demandant au gouvernement américain qu'il fasse cesser la campagne antiallemande qui prenait de l'ampleur dans les medias. Un chevan-léger du parti chrétien démocrate, M. Volker Rühe, vice-président du groupe CDU au Bundestag, allait même jusqu'à évoquer le fermeture des instituts culturels allemands aux Etats-Unis s'il n'était pas mis un terme à cette campagne, qui ne manquait pas de rappe-ier aux Allemands quelques vérités élémentaires sur leur lourd passé en matière d'assassinat chimique. Au milieu de cette tourmente, seul M. Hans Dietrich Genscher, le ministre des affaires étrangères, gardait son calme, se tenant prudemment à l'écart de la polémique et maintenant le contact avec George Shultz en marge de la conférence de Paris.

cation de firmes de RFA dans cette affaire. Le BND disposerait par ailleurs de renseignements incontes-tables montrant que l'usine, destinée selon Tripoli à produire des médicaments, est en réalité une fabrique d'armes chimiques. Ces nouvelles informations mettent dans une position inconfortable le gouvernemen de Bonn, qui avait récemment reproché aux Etats-Unis d'accuser « sans preuve » diverses entreprises

cherchent-ils pas à se donner des prétextes pour châtier la Libye, en représailles à l'attentat terroriste contre l'avion de la Pan Am qui s'était écrasé à Lockerbie? Lorsque, le 5 janvier dernier, le directeur des services fis-caux de Fribourg blanchissait totale-ment la firme Imhausen-Chemie de toute participation directe ou indirecte à la construction de l'usine de Rabta, la cause semblait entendue. Le chancelier avait bien raison, estimait-on, de protéger ses concitoyens des agressions injustes. Le directeur du Spiegel, Rudolf Augstein, pourtant pen suspect de complaisance envers l'actuel gouvernement, lanceit dans son hebdoma daire une longue philippique contre les Américains, à qui il reprochait « d'instrumentaliser Auschwitz », en référence à un article du New York Times traitant l'usine de Rabta « D'Ausch-witz des sables ».

Marche

Une semaine plus tard, comme dans un manvais drame de boulevard. la situation se renverse. Le voile se lève peu à peu sur les agissements d'Imhausen Chemie et de quelques autres entreprises réunies sous la boulette de l'homme d'affaires d'origine iraquienne Ishan Barbouti. Par des chemins tortueux, utilisant des firmes écrans à Hongkong et à Anvers, les industriels ouest-allemands avaient bel et bien participé à la construction de l'usine du colonel Kadhafi. Les natis inspecteurs des impôts de Fribourg s'étaient laissé berner par des hommes d'affaires sans scrupules. Le gouvernement ouest-allemand est alors L'aplomb du chancelier avait contraint d'effectuer en toute hâte un ébranle plus d'un observateur de la repli en plus ou moins bon ordre. Il ne

scène politique ouest-allemande. Les s'agit plus de clouer les Américains au Américains ne se sont-ils pas four-pilori mais de les prier humblement de tournir aux automés ouest-allemandes des « preuves utilisables en justice » contre les firmes se livrant à des exportations illicites

La colère « calculée » du chancelies contre Washington, qui devait lui faire marquer des points dans une opinion publique de plus en plus avide de nale, se termine donc par un fiasco.« Cet épisode ne témoigne ni de la grandeur ni de l'habileté de la politique extérieure de Bonn», écrit la Süddeutsche Zeitung, qui exhorte le gouvernement ouest-allemend à conjuguer puissance et responsabilité. L'affaire de Rabta est loin d'être la

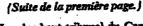
seule qui mette en cause des firmes quest-allemandes : qu'il s'agisse de fourniture de technologie nucléaire à des pays qui n'ont pas signé le traité de non-prolifération, comme l'Inde et le Pakistan, on de la participation à la construction de l'usine de Samarra, en Irak, où out vraisemblablement été produits les gaz de combat utilisés dans la guerre du Golfe et contre les Kurdes, on retrouve à chaque fois le savoir-faire d'outre-Rhin. Deux logiques se heurtent, qui mettent aujourd'hui le gouvernement de Bonn en difficulté : celle selon laquelle, pour des raisons historiques la RFA s'interdit la possession d'armes nucléaires et chimiques, et celle du commerce extérieur, « vache sacrée » de l'Allemagne du renouveau économique. Le gouvernement, pressé de toutes parts, semble déterminé à mettre un peu d'ordre dans la furie exportatrice peu regardante de ses capitaines d'industrie. Le faux pas du chancelier Kohl le contraint à opérer à chaud, ce qui fait

LUC ROSENZWEIG.

Amériques

Angoisse des francophones, colère des anglophones

Passions linguistiques au Québec



Le plus haut tribunal du Canada a estimé que la liberté d'expression de ses citoyens, garantie par la Constitution du pays et par les chartes canadienne et québécoise des droits et libertés, était bafouée. La loi québécoise pouvait exiger que a la langue française prédomine nettement - dans l'affichage commercial mais ne pouvait pas, selon les magistrats, imposer l'usage exclusif du francais.

La satisfaction des angiophones a été de courte durée : trois jours après ce verdict, M. Bourassa annonçait comment il entendait se conformer au jugement et donner suite du même coup à ses deux imprudentes promesses. Le bilin-guisme, avec « prédominance du français », sera bien autorisé à l'intérieur des commerces mais pas à l'extérieur. Le Québec conservera un « visage exclusivement français » en invoquant une clause dérogatoire qui permet à une province de se soustraire aux articles des chartes fédérales sur les libertés fondamen-

Désobéissance civile

Committee of the second

Ce curieux compromis a mécontenté tout le monde, anglophones et francophones. M. Robert Bourassa, qui souhai-tait apaiser les tensions aucestrales entre les deux communautés, n'a pour le moment réussi qu'à exacerber les passions. Trois ministres anglophones sur les quatre que comptaient son cabinet ont démissionné. Le calme Stephen Nowell, outré d'avoir à cacher sa langue comme un secret honteux, a opposé sur sa vitrine une invitation à la « désobéissance civile ». « Cest, dit-il, le seul moyen non violent de riposter à la trahison de Robert Bourassa. » Sa vitrine a presque aussitôt été barbouillée de peinture

Les francophones se sont mobilisés dès le lendemain du jugement de la Cour suprême. Plus de



15 000 manifestants, parmi lesonels beaucoup de jeunes, se sont rassemblés à Montréal. Les organisateurs - le Parti québécois, les syndicats et divers mouvements nationalistes - n'avaient pas réuni une telle foule depuis 1988, année du référendum sur la souveraineté-association du Québec avec le reste du Canada (repoussée par 60 % des voix).

Comme ils l'avaient fait à cette époque, les artistes, de la chanteuse Pauline Julien à l'écrivain Michel Tremblay, ont repris la parole. Le poète Gaston Miron a été le plus direct : « Il est anormal qu'un peuple étranger dispose du statut de notre langue. Le français n'aura de pérennité que dans un Québec maître chez lui », a-t-il proclamé.

La solution « intérieurextérieur » retenue par Robert Bourassa a rendu furieux les nationalistes. Pis, la grande majorité des francophones - 60 % selon un sondage - désapprouve le compromis que le gouvernement, fort de sa majorité à l'Assemblée nationale du Québec, a fait entériner sans tarder fin décembre. Voilà le français, disent les éditorialistes, relégués

au rang de « langue de façade ». alors que les choses sérieuses: acheter, vendre, bref, les affaires, penvent se faire en anglais, à l'intérieur des commerces. Voilà le bilinguisme, ajoutent-ils, qui obtient officiellement droit de cité dans l'affichage. Comment ne pas redouter que le reste suive?

Il avait fallu deux siècles de lutte et de résistance aux francophones pour imposer leur langue. Pour eux, les décisions de décembre constituent une lourde défaite qui s'ajoute aux précédentes. A deux reprises déjà, des chapitres entiers de la loi 101, contestée des En 1979, la Cour suprême a estimé qu'en vertu de la Constitution canadienne de 1867, le francais ne pouvait être décrété seule langue officielle de la législation et de la justice dans la province.

En 1984, les mêmes juges se sont appuyés sur la nouvelle Constitution du Canada, bien que le Québec ne l'ait pas ratifiée, pour déclarer illégale l'obligation faite aux parents venant des autres provinces canadiennes d'inscrire leurs enfants dans les écoles francophones du Québec.

Le dépôt, fin 1986, de deux projets de lois du gouvernement de M. Bourassa, modifiant la loi lol dans un sens plus favorable à la minorité - qui disposait déjà depuis des lustres de ses propres écoles et universités ainsi qu'un système social particulier ~ a mis le feu aux poudres, les pancartes « Touchez pas à la loi 101 - ont fleuri sur les balcons et des cocktails Molotov out fait voler en éclats les vitrines de commercants contrevenants, à un moment où l'anglais faisait un retour en force sur les enseignes des rues de Montréal, en toute impunité.

Le gouvernement a eu beau retirer les deux textes incriminés. la loi 101 (ou ce qu'il en restait) est devenu sacro-sainte. Elle est depuis considérée comme l'ultime rempart susceptible de protéger le Québec contre l'envahissement de l'angiais, l'idiome si répandu et si séduisant pour les immigrants dont la province a tant besoin.

Bouter Panglais...

Autrefois champion de la natalité, le Québec n'a aujourd'hui plus assez d'enfants pour assurer sa survie. Les démographes prédisent le déclin de sa population aux alentours de l'an 2000, si le taux sa promulgation, ont été invalidés. de fécondité reste à son niveau actuel, (1,37 enfant par femme), l'un des plus bas des pays occiden-

> A ce déficit des naissances, s'ajoutent les départs. Depuis 1967, le Québec a perdu entre 5 000 et 10 000 personnes par an au profit d'autres provinces canadiennes. Parmi ces émigrants figurent les anglophones que l'arrivée du Parti québécois au pouvoir puis l'adoption de la loi 101 ont fait fuir. Il y a aussi les immigrants, qui ont préféré refaire lours valises pour s'installer ailleurs, en Ontario (angio-

phone) surtout. Ceux qui restent ne s'intègrent que difficilement à la majorité : leurs enfants, tenus de fréquenter l'école francophone, parlent anglais entre eux dès que la cloche a sonné.

Devant l'addition de tous ces

facteurs, les francophones, majo-

ritaires au Québec mais large-

ment minoritaires au Canada (moins de 25 % de la population), sont de nouveau en proie à ce que les sociologues appellent « l'angoisse de la survivance ». Dans ce climat d'insécurité, la question de l'affichage est symbolique. « Les mots sont devenus les gardiens de nos murs », résume le chanteur Gilles Vigneault. « Le bilinguisme est notre plus grand ennemi », enchaîne l'écrivain Yves Beauchemin. Ils pensent que deux langues ne peuvent cohabiter sans que l'anglais ne prenne à terme le dessus sur l'autre, comme en Louisiane, l'exemple si souvent cité.

A la colère de Stephen Nowell, les nationalistes répondent que les anglophones doivent enfin apprendre à se comporter comme une minorité au Québec. Le Parti québécois, qui espère trouver dans l'actuel débat l'occasion de regonfler ses troupes, invite les francophones à une « résistance pacifique et démocratique de tous les instants - pour bouter l'anglais hors des affiches.

Les appels au calme des porteparole des deux communautés n'ont apparemment pas dissuadé les extrêmistes. Le siège montréaiais du mouvement angiophone modéré Alliance Québec a été ravagé par un incendie d'origine criminelle à la veille du Jour de

Devant tant d'agitation, M. Bourassa a choisi de temporiser en reportant à plus tard les décrets d'application de son compromis législatif. Il n'a d'ailleurs pas exclu que des élections soient organisées d'ici là.

MARTINE JACOT.

ESPAGNE

Le gouvernement limoge la directrice de la radio-télévision publique

MADRID

de notre correspondant Le conseil des ministres du

vendredi 13 janvier a annoncé la destitution de la directrica cenérale de la Radio-Télévision espagnote (RTVE), Mrs Pilar Miro, et son remplacement par M. Luis Solana.

Cinéaste conque en Espagna Mr= Miro avait été nommée à la tête de la RTVE en novembre 1986. Un poste délicat dans ce pays où l'opposition et la presse rouges sur la télévision publique. Mª Miro devait, en outre, faire face aux réticences d'une partie des apparatchiks de sa propre formation (PS) qui craignaient que la nouvelle directrice ne se montre trop indépendante par rapport au gouvernement socia-

Une crainte pourtant sans fondement, ainsi qu'on allait s'en apercevoir, lorsque Mo Miro limogea le présentateur du jour-nal télévisé du soir. Malgré ses injonctions, il s'était refusé à consacrer les deux tiers du journal à une conférence de presse du président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, M^{me} Miro allait ainsi s'attier les foudres de l'opposition sans pour autant conquérir son propre parti.

Aussi se retrouva-t-elle isolée lorsque le scandale éclata : en octobre dernier, la presse révélait que la directrice avait payé une partie de sa garde-robe avac l'argent de la RTVE. Loin de nier, Mm Miro confirma qu'elle n'avait nullement l'intention de consacrer son salaire, pourtant substantiel, à acheter des vêtements qu'elle n'utilisait que pour ses fonctions de représentation...

Le tollé fut général. L'affaire éclatait au pire moment pour les socialistes, déià accusés par les syndicats de se comporter comme des « nouveaux riches ». Les services d'inspection du ministère des finances ordonnaient à la directrice de restituer les sommes dépensées au budget de la RTVE. L'opposition portait plainte contre Mm Miro pour malversation financière. Les socialistes eux-mêmes la critiquaient de plus en plus ouvertement, « La télévision est devenue un monstre irrationnel réservé de la culture, M. Jorge Semprun, résumant l'impression de la

Mais Me Miro n'en refusait pas moins de démissionner. c C'est au gouvernement qui m'a nommée, affirmait-elle, qu'il appartient de me destituer. »

THIERRY MALINIAK.

Le nouveau patron de la RTVE M. Solana

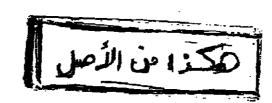
un socialiste non-conformiste ∢ il appartient aux socialistes de faire la révolution bourgeoise en Espagne. > Cette phrase

qu'affectionne M. Luis Solana résume bien l'homme : c'est un non-conformiste, un polémiste brillant mais conflictuel qui accède à la tête de la RTVE. Technocrate et gestionnaire qualifié, originaire des milieux bancaires, M. Solana symbolise parfaitement ces e nouveaux socialistes » modérés contre les-

quels tempêtent aujourd'hui les syndicats. Une ligne de modéraion qu'il fut l'un des premiers à défendre su sein de son parti : ne se proclemait-il pas déjà socialdémocrate lorsque ses compagnons rejetaient encore avec dédain une telle qualification ? Après la victoire électorale, il

fut nommé, en décembre 1982, président de la Compagnie espagnole des Téléphones, le z déant > des télécommunications espagnoles. Il la lança hardiment sur la voie de la révolution technologique, lui assurant l'accès aux techniques les plus modernes par le bisis d'ambitieux accords de 🛭 joint-venture 🕨 avec les grandes sociétés mon-diales comme ATT et Fujitsu. Une politique qui a contribué à lancer l'Espagne des télécommunications sur la voie du XXIº siècle... Mais qui l'a parfois conduite à négliger les tâches plus prossiques du service téléphonique de base complètement dépassé, ces demières années, par l'explosion de la demande.

Th. M.



Europe

Le vingtième anniversaire du sacrifice de l'étudiant tchécoslovaque

Réflexions sur Jan Palach

Pas plus que chez Hus, il ne

ment a-t-il décidé de faire de lui-

même un flambeau vivant

- membre de tout un groupe de

volontaires ? Nous ne possédons

sur ce point aucune certitude

absolue. En fait, tout ce que nous

savons sa trouve dans les lettres

que Palach a envoyées au gou-

vemement, aux journalistes, aux

organisations et à ses amis avant

D'après ces lettres, parmi un

groupe de jeunes décidés à

s'immoler par le feu « pour notre

cause », Jan aurait été désigné

par tirage au sort comme « flam-

beau numéro un »; si les exi-

gences formulées dans la lettre

n'étaient pas satisfaites dans les

cinq jours, ou si le peuple ne

déclarait pas une grave illimitée

pour les soutenir, « d'autres

Protestation bouleversante

morts, mais là deux possibilités

s'offrent à nous : soit ce groupe existait, soit Jan était l'unique

volontaire et a voulu donner plus

rant à un groupe. Car ce que

nous savons est fort contradic-

toire. Aucun autre flambeau ne

se fit connaître et la police fut

incapable d'en découvrir. Qui

plus est, comme l'explique le

journaliste Jin Lederer dans son

manuscrit sur Jan Palach, un

doute plane sur l'interprétation

des demiers mots de Palach, où

il demandait aux autres volon-

taires de ne pas poursuivre

Ce message, l'étudiant Lubos

Holecek et Eva, une amie de Jan,

étaient allés le chercher à l'hôpi-

tal. Les paroles de Jan étaient à

peine compréhensibles, et les

deux amis ont pu leur prêter le

sens voulu, lui faire dire ce qu'ils

auraient tant voulu que Jan dît

avant de mourir et qui répondait aussi aux vœux de l'opinion

publique. Message très dramati-

que proféré quatre heures avant

Il existe capandant d'autres

faits qui sembleraient indiquer que Jan a été affectivement tiré

au sort : l'avant-veille de son

acte, avant de partir à Prague, il

était convenu avec sa maman

qu'elle viendrait le voir en ville...

La mère est effectivement partie

pour aller voir Jan, et c'est dans

le train, en jetant un coup d'œil

sur le journal que lisait un de ses

voisins, qu'elle a appris que son

fusion de Zpravy, publication de

l'occupant soviétique. Parmi les

revendications éliminées, on

trouve la démission de ceux qui

file e'était immolé

Il y a vingt ans, le 16 jan-vier 1969, l'étudiant tchécoslovaque Jan Palach s'immolait par le feu au centre de Prague pour protester contre l'invasion de son pays, au mois d'août 1968, par les forces soviétiques. Des manifestations sont prévues dans la capitale tchécoslovaque, malgré l'interdiction des antorités, pour ce vingtième anniversaire. M= Eva Kanturkova, femme de lettres vivant à Prague et qui reçoit cette année le prix Jan-Palach décerné par la Charte 77, nous livre ici les réflexions que lui inspire le sacrifice du jeune homme.

L'immolation par le feu de Jan Palach - étudient de 21 ans plonge la plupart d'entre nous dans l'angoisse et le désarroi : faut-il vraiment ou'un être aille aussi loin pour défendre sa liberté intérieure et l'honneur de la nation, pour obéir à la voix de

En Bohême, le traumatisme du martyre est partie intégrante de l'idée que nous nous faisons de notre nation. Le symbole de la vaillance tchèque, le prince Vencesias, tué par son frère à la porte de la cathédrale; leur grand-mère, la princesse Ludmila, patronne sainte de Bohême, étranglée; notre saint catholique la plus célèbre, Jan Népomucène, torturé par le roi et nové dans la Vitava.

Dans l'histoire comme dans nos pensees, la mort de Palach trouve un précédent dans la mort de maître Jan Hus au bücher. Les deux noms surgissent côte à côte presque automatiquement. D'après ce que nous savons de l'éducation de Jan. nous sommes certains que chez lui on vénérait Jan Hus et Jan Zizka comme modèles – le précédent n'est donc pas fortuit mais voulu. La maman de Jan emme-Jan lui-même avait l'intention de se faire confirmer, et l'une des demières personnes à qui il a parlé a été le pasteur Jakub Trojan : Jan Palach, étudiant en histoire, avait évoqué devant lui la force de l'exemple des grandes figures de l'histoire tchèque.

C'est peut-être parce que Hus était donné en exemple dans la famille Palach que Jan, malgré sa inesse, a pu concevoir cette haute idée de lui-même et de son

« Plus de lumière »

Les personnes avec qui Jan Palach a parlé ces jours-là se souviennent que, s'agissant de la situation dans le pays, il répétait : « Il faudrait faire quelque chose. » Et ses premiers mots lorsqu'il fut amené, gravement brûlé, dans la selle d'opération ont été : « Je ne suis pes un suicidé, » Dans son appel, il se qualifiait lui-même de flambeau et dans le brouillon de la lettre il dit qu'il croyait que « nos nations n'auront pas beson de plus de lumière »; donc il croyalt que sous l'effet de son acte le peuple passerait à la résistance et qu'il ne serait plus nécessaire que d'autres volontaires se sacrifient. Que Jan ait agi seul ou non, ce qui est certain c'est qu'il se voyait comme une lumière et non point comme un martyr.

Que la décision de Jan Palach de s'immoler par le feu a été prise non pas sous le coup de l'émotion, mais qu'elle a été le fruit d'une réflexion éthique, donc rationnelle, ses demières lettres en apportent la preuve. Il a dû les écrire le matin, au fover universitaire ses camerades en ont retrouvé le brouillon dans la table de nuit. Palach a fait trois rédactions, et la demière, celle que reçurent les destinataires, se distingue du brauillon par son caractère incisif, sa brièveté, l'élimination de toute coloration affective. Palach a hésité sur le nombre de revendications à formuler. Il en a retenu deux comme essentielles : la liberté de la presse et l'interdiction de la difavaient perdu la confiance du peuple, et ici Palach nommait Strougal, Indra, Jakes et Kolder, les futurs piliers de la normalisa-Jan Palach aurait pu se

contenter de participer à la grève des étudiants et se souvenir aujourd'hui encore du courage de sa jeunesse : comme bien d'autres, il aurait ou retomber avec la vague et se sentir satisfait sur le plan moral, car le manque d'éthique était manifeste ment dans l'autre camp, celui

La nature exceptionnelle, l'unicité de l'acte de Jan Palach ont été ressenties par un homme sage et sensible, le poète Jaroslay Seifert. Jan Palach disait mourant à l'hôpital, ses revendications étaient restées lettre morte et on craignait que - s'il en existait vraiment -, d'autres jeunes ne se décident à mourir. Alors, dans une lettre ouverte, Seifert leur demanda : « Si vous ne voulez pas que nous nous tuions tous, ne vous tuez pas. > A une nouvelle mort, seule aurait pu répondre une autre mort et cet enchaînement de suicidés aurait banalisé ce qu'avait accompli la première mort. Ce que Jan Palech a fait suffisait pour tous : comme il s'est sacrifié, kui, d'autres n'ont pas dû le faire. Les grands actes éthiques sont toujours isolés.

EVA KANTURKOVA.

● YOUGOSLAVIE : La démission des dirigeants monténégrins est confirmée. - Le parlement monténégrin a décidé, vendredi 13 janvier, d'organiser des élections extraordinaires après avoir accepté, à l'unanimité, la démission collective de la présidence locale et de ses délégués aux institutions fédérales ·lie Monde du 13 janvier), a rapporté l'agence Tanjug. De son côté, le

comité central monténégrin a entériné la démission du bureau politique.

Ces décisions n'ont néanmoins pas rétabli le calme. Des milliers de personnes ont manifesté vendredi à Bijelo-Polje pour réclamer le limogeage des responsables municipaux, ont rapporté des témoins. - (Reu-

Afrique

SOMALIE

L'armée gouvernementale poursuit ses représailles contre les civils dans les zones de rébellion

NAIROBI correspondance

Selon des informations recueillies auprès de voyageurs de passage à Djibouti, les avions de guerre soma-Djibouti, les avions de guerre soma-liens auraient à nouveau bombardé plusieurs localités du nord-est de la Somalie. Cela aurait été le cas notamment le 7 janvier, à Erigavo. Cette petite ville, située au pied d'une chaîne de montagnes qui la sépare du golfe d'Aden, constitue un carrefour obligé pour les habitants de la région — et par la même, une de la région - et, par là même, une cible privilégiée pour l'armée gouvernementale. Quelques jours auparavant, les 22 et 23 décembre, la bourgade d'El-Asuen, qui se trouve à une soixantaine de kilomètres d'Erigavo, aurait été le théâtre d'opérations militaires très vio-lentes ». Dans un cas comme dans l'autre, on ignore le bilan des victimes et l'ampleur des dégâts maté-

C'est dans cette même région d'Erigavo que l'organisation humanitaire australienne Community Aid Abroad travaillait jusqu'en novem-bre dernier : les conditions de sécurité sont alors devenues trop pré-caires et les excès commis par les soldats gouvernementaux trop fréquents pour que l'organisation puisse continuer de mener à bien son programme d'assistance, ont expli-

qué ses responsables lors d'une conférence de presse tenue à Lon-dres le 6 janvier. Tabassages, tor-tures, massacres et pillages semblent être devenus l'occupation favorite des troupes régulières. L'organisa-tion australienne citait le cas d'une fillette de treize ans, « violée par six soldats -. Et celui d'un habitant qui, tentant de fuir la ville, avait été dévalisé, frappé, puis abattu par les militaires », son cadavre aban-donné devenant » la proie des

Autre région du Nord où les forces armées seraient aujourd'hui concentrées : la région de Borama, en bordure de l'Ethiopie. Si l'on y ajoute les renforts de troupes qui, dit-on, patrouillent désormais - tout au long de la frontière avec Djibouti , on imagine sans peine la détresse des populations civiles qui tentent de fuir leur pays : la plupart des issues vers l'Ethiopie ou vers Diibouti sont désormais counées. L'ethnie des Issags, majoritaire chez les rebelles du MNS (Mouvement national somalien), fait particulière-ment les frais de la « sale guerre » qui ravage depuis bientôt huit ans le nord de la Somalie.

La ville d'Hargeisa, la «capitale du Nord », dévastée par les affronte-ments de ces derniers mois, n'est plus qu'une cité fantôme. Les auto-rités de Mogadiscio admettent elles-

mêmes que la ville est « détruite à 70% » — y compris « les hôpitaux, les écoles, les systèmes d'approvisionnement en eau et les installa-tions électriques ». La population d'Hargeisa, d'origine essentielle-ment issaq, avait commencé à fuir en masse dès le début du mois de juin. C'est à cette date que l'armée gouvernementale avait commencé les représailles destinées à contrer les offensives du MNS du mois de

La phipart des habitants de la région affluaient alors en Ethiopie, « au rythme de 300 personnes par jour pendant la première semaine, puis de 2300 personnes par jour pendant les deux dernières semaines de juin », notait, en juillet, le Haut Commissariat aux réfugiés le Haut Commissariat aux refugies (HCR). Selon les estimations de la délégation de Nairobi (Kenya), le nombre des réfugiés somalieus enregistré en Ethiopie s'élève aujourd'hui à 290000. L'horreur, en cette fin d'amée, a mis les bouchées doubles. Et 1989, on le voit, n'a pas mieux débuté. mieux débuté.

Dans ce contexte, les « bonnes résolutions » annoncées le 11 janvier par le ministre de l'intérieur laissent sceptiques bien des observateurs. C'est la première fois, il est vrai, que les autorités de Mogadiscio évoquent la nécessité d'une « solu-tion politique » au consit du Nord. Elles ont promis, dans la foulée, la

 libération ou l'amnistie de prisonmers politiques » Faut-il y voir une volonté réelle d'apaisement et le pré-lude à des négociations avec le MNS ? Rien n'est moins sur.

Cette déclaration survient au lendemain des menaces à peine voilées lancées le 10 janvier par le ministre britanique des affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe, en visite à Dji-bouti. Celui-ci s'est émm publique-ment des allégations répétées concernant les atrocités commises par l'armée somalienne et il a évoqué la possibilité, pour la Grande-Bretagne, de « reconsidérer » ses relations avec la Somalie.

Ce coup d'éclat a fait mouche. La réponse de Mogadiscio n'en convaincra pas pour autant. Au moment ou la contre-offensive de l'armée battait son plein et où les rescapés fuyaient vers l'Ethiopie, le gouvernemait à qui voulait l'entendre que la situation dans le Nord était « redevenue normale ». Pour que les décla-rations d'aujourd'hui soient prises au sérieux, il fandrait que les actes suivent. Les journalistes étrangers, basés dans les pays voisins, ne seraient pas les derniers à se réjouir d'un tel tournant : depuis le mois de

CATHERINE SIMON.

Regain de tension entre le Zaïre et la Belgique

BRUXELLES

de notre correspondant

Le gouvernement belge devait se réunir en comité restreint le samedi 14 janvier en fin de matinée pour réagir aux décisions annoncées vendredi par les responsables du parti unique zaïrois, le Mouvement populaire de la révolution (MPR), dénonçant notamment les deux principaux traités d'amitié et de coopération signés entre les deux pays. Conséquences directes : le Zaire pourrait suspendre le paiement de sa chercher, soit à se doter lui-même d'installations de raffinage de son cuivre, soit à faire appel à d'autres

pays. Dans son discours clôturant le congrès du parti, le maréchal Mobutu a notamment déclaré : « Dans l'état actuel des choses, la poursuite des relations avec la Belgique n'est plus possible comme avant. Lors de toute renégociation éventuelle, l'accent devra être mis sur le contentieux moral et politique entre les deux pays, car le peu-ple zaīrois a été gravement touché dans son honneur. »

La crise entre Bruxelles et Kinshasa avait, en fait, commencé (le Monde du 2 décembre 1988) au lendemain du voyage que le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, avait effectué au Zaire début novembre. Au cours de ce voyage, incontestablement mal préparé, le premier ministre, au début fraîchement accueilli par le président zal-rois, avait proposé un nouvel échelonnement de la dette de ce pays.

Le geste n'avait pas été du goût de tout le monde en Belgique, et les socialistes, pourtant au pouvoir, n'avaient pas été tendres avec le pre-mier ministre. Le président Mobutu, très irrité aussi par les critiques de la presse belge à son égard, avait alors transmis un message, par l'intermé-diaire de son ministre des affaires étrangères, aux autorités belges en annonçant, notamment, qu'il renon-cerait à l'allégement de la dette zai-

Le roi interviendra-t-il?

gouvernement belge de calmer les esprits, n'allait cesser de monter, et les mesures se multiplièrent à 'encontre de Bruxelles : demande aux étudiants zaïrois de quitter la Belgique à la fin de l'année universibeigique à la fin de l'atmee universi-taire, ordre donné aux ressortissants zairois en Belgique de « liquider ou de transfèrer dans d'autres pays » les biens qu'ils possédaient dans le royaume, suppression de l'autorisa-tion d'atterrir à Kinshasa de certains vols de la Saberse la compagnia vois de la Sabena, la compagnie aérienne belge.

Un nouveau pas vient donc d'être franchi dans l'escalade et on se demande maintenant à Bruxelles quelle attitude adopter. D'autant que l'on craint beauconp ici, en dépit des assurances que M. Michel Rocard aurait lui-même données à M. Wilfried Martens, que la France ne profite de la situation pour s'implanter dans l'ancienne colonie belge. On se demande aussi si le roi, qui, déjà dans le passé, était sorti de sa réserve pour aplanir des diffi-cultés avec Kinshasa, interviendra cette fois-ci dans le conflit.

Diplomatie

En mer Egée

Un incident aérien oppose la Grèce et la Turquie

Un incident a opposé des avions militaires grecs et turcs, jeudi 12 janvier, en mer Egée, audessus du triangle formé par les îles de Lesbos, Chios et Skyros, dans une zone que la Grèce revenindiqué vendredi le ministère grec de la défense.

Cinq formations d'appareils tures armés ont pénétré dans cette zone à l'occasion d'un exercice de recherche et de sauvetage, a précisé le ministère. Les chasseurs grecs sont alors intervenus à deux reprises pour identifier les avions et les reconduire en dehors de cette zone.

Les incidents de ce type survenaient régulièrement dans le passé. Athènes signalait parfois plusieurs « violations » par semaine, en raison du contentieux gréco-turc sur les autorisations de vol en mer Egée. Toutefois, aucun incident ne s'était produit depuis près d'un an, après le rapprochement consécutif à la rencontre de Davos (Suisse) entre le premier ministre grec, M. Andréas Papandréou, et son homologue turc,

La Turquie a proposé vendredi l'ouverture d'un dialogue pour délimiter les zones de responsabilités en matière de recherche et de sauvetage en mer Egée, mais la Grèce a rejeté la demande en soususpens entre les deux pays était celle du plateau continental.

M. Papandréou a rappelé cette position vendredi à Athènes devant le groupe parlementaire du PASOK (parti socialiste), en ajoutant que les récentes initiatives et décisions d'Ankara « sapent » l'esprit de Davos.

De leur côté, les autorités turques estiment qu'à aucun moment l'espace aérien n'a été violé. « La Grèce considère que ses eaux territoriales, et donc son espace aérien. s'étendent à 10 milles marins de ses côtes, tandis que, pour la Turquie, l'espace aérien grec est de 6 milles marins, selon la coutume internationale, d'où la différence d'appréciation sur l'étendue de la souveraineté », a déclaré vendredi le porte-parole du ministère turc des affaires étrangères, M. Inal Batu. -

Asie

AFGHANISTAN

M. Chevardnadze en « visite de travail »

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a quitté Moscou pour Kaboul veudredi 13 janvier pour une « visite de travail », a

annoncé l'agence Tass. Ce vovage non annoncé intervient peu après l'échec des négociations à islamabad entre les groupes de la résistance afghane et le premier vice-ministre soviétique des affaires érrangères. M. Iouli Vorontsov, qui avait laissé entendre, mardi, à Moscou, que l'URSS ne serait peut-être pas en mesure de respecter les délais

de son retrait. De son côté, le vice-ministre soviétique de la défense, le général Vitali Chabanov, a déclaré jeudi à Moscou, que - la deuxième étape du retrait soviétique débutera . bientôt - et que l'URSS a la ferme intention » de respecter les accords de Genève.

Par ailleurs, de violents combats se déroulent depuis plusieurs jours entre les résistants et les troupes gouvernementales afghanes sur la route du tunnel de Salang, l'une des deux voies d'accès à l'URSS à partir de l'Afghanistan, a rapporté vendredi l'agence Tass, sans mentionner la participation de tronpes soviétiques à ces combats. - (AFP.)

CHINE Un vice-ministre vietnamien des affaires étrangères

à Pékin

PÉKIN de notre correspondant

C'est finalement M. Dinh Nho Liem, ancien ambassadeur en Union soviétique, aujourd'hui l'un des trois vice-ministres des affaires étran-gères du Vietnam, qui a été chois pour effectuer la première mission de reconnaissance envoyée par Hanoï auprès des autorités chinoises. M. Liem était attendu en fin de journée, samedi 14 janvier, en provenance de Bangkok, où il était arrivé la veille depuis Hanoï. Il serait chargé, croit-on savoir, d'examiner avec les autorités chimises la miner avec les autorités chinoises la cossibilité d'une rencontre à carac tère plus officiel de son collègue spé-cialement chargé du dossier cam-bodgien, M. Tran Quang Co, également vice-ministre et ancien ambassadeur du Vietnam à Bang-kok, avec son homologue chinois M. Lin Shuring

M. Liu Shuqing. Dans les heures précédant la venue du responsable vietnamien, la Chine s'est réfugiée dans le mutisme qu'elle observe généralement à l'approche d'événements diplomatiques importants : la presse officielle chinoise ne comportait, samedi, pas un seul article consacré à l'Indo-chine.

port de la zone de désarmement et préférerait que cette question ne soit

pas tranchée dans le mandat.

Accord presque complet à la Conférence de Vienne

VIENNE

de notre correspondante

Les trente-cinq pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) réunis à Vienne depuis novembre 1986 se sont mis d'accord vendredi 13 janvier sur le texte d'un docu-ment final, sous réserve d'un accord à conclure sur le mandat des négociations sur les forces armées conventionnelles en Europe. Ce mandat doit compléter le document final et est considéré comme un élément essentiel du texte

Les conversations des vingt-trois pays de l'OTAN et du pacte de Var-sovie sur ce mandat - dont le texte est prêt - achoppent sur un diffé-rend entre la Turquie et la Grèce concernant le port de Mersin, sur la côte sud de la Turquie. Ankara sonhaite exclure la zone portuaire des négociations de désarmement et demande que cette question soit clairement réglée dans le mandat. non pas laissée en suspens comme le prévoyait une formule de compromis proposée à Vienne. Le port de Mersin – sans importance militaire pour les rapport Est-Ouest, selon les sources occidentales - est utilisé par la Turquie comme base logistique pour stationner dans le nord de Chypre. La Grèce refuse d'exclure ce

L'absence d'un accord sur le mandat des négociations de désarmement compromet sérieusement la vue du 17 au 19 janvier en présence des ministres des affaires étran-gères. Le secrétaire d'Etat améri-cain, M. George Shultz, a laissé entendre qu'il ammulerait son voyage à Vienne si le confit présente à Vienne si le conflit gréco-ure n'était pas réglé.

Les délégations occidentales à la CSCE ne cachent pas leur déception devant l'intransigeance de la Turquie et regrettent que cette querelle, qualifiée de « dérisoire » par certains, fasse planer une ombre sur le succès que représentent le document final et ses engagements substan-ciels en matière de droits de

Le texte présenté vendredi par les pays neutres et non alignés, et condipays neutres et non augnes, et condi-tionnellement adopté par les trente-cinq délégations, prévoit au total dix conférences de suivi, dont trois sur les droits de l'homme (Paris, Copen-hague, Moscou), une sur le règle-ment pacifique des différends (Malte), une conférence économique (Bonn), une rencontre consa-crée à l'environnement (Sofia), une réunion sur la Méditerranée (Palma de Majorque), un forum de l'infor-mation (Londres), un colloque sur le patrimoine culturel (Cracovie). conférence sur les mesures de confiance et celle sur le désarmement conventionnel en Europe comptent pour une seule

WALTRAUD BARYLL

Proche-Orient

At ses représaille es de rébellion

Diplomatie

Grice et la lurge

In incident action of the

Accord press

M. Shamir confirme accepter que l'ONU joue un rôle dans une négociation Un Palestinien a été tué et sept autres ont été blessés, vendredi après-midi 13 janvier, par les tirs des soldats israéliens, au cours de vio-

Israël et les territoires occupés

occupés, depuis le début du soulève-

ment en décembre 1987, selon un bilan établi à partir de sources pales-

Dans une interview publiée ven-

dredi par le Jerusalem Post, le pré-

sideut du conseil M. Itzhak Shamir

a déclaré que la décision de

Washington d'ouvrir des discussions avec l'OLP a relancé le soulèvement

palestinien. « Leur récente initiative

avec l'OLP, a-t-il souligné, a causé

un grand tort à la paix et à Israel. Je pense qu'ils oni prolongé l'Inti-fada, en donnant un grand encouro-

gement à des gens qui avaient peut-être atteint un point où ils considéraient un désengagement de

Evoquant son « initiative de paix

au Proche-Orient -, M. Shamir a précisé qu'elle ne revêtirait pas la

forme d'un plan de paix formel ».

Cependant, a-t-il ajouté, il pourrait

exposer « certaines idées, ou même

plus que cela ». lors d'une visite aux

Etats-Unis que, selon les dirigeants

israéliens, il effectuera le plus tôt

possible après l'entrée en fonction

dn président George Bush, le 20 jan-

et à ce genre de choses, a-t-il ajouté

(...), mais si cela peut aider

quelqu'un que ces négociations se

tiennent sous certains auspices for-mels, qu'il s'agisse des superpuis-

sances ou des Nations unies, je n'y

vois pas d'inconvénient, aussi long-

temps que les négociations elles-

mêmes seront directes et que les

parties extérieures n'interviendront

pas dans le contenu des négocia-

< Je ne crois pas aux conférences

irakien par le secréteire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar. · L'essentiel est de négocier (...) Nous voulons aller loin. Nous lents heurts dans les territoires sommes même prêts à prendre ceroccupés. Ce nouveau décès porte à trois cent trente-trois le nombre de Palestiniens tués par des tirs de sol-dats on de colons dans les territoires

Il a cependant ajouté qu'il n'avait qu'une « confiance limitée » à l'égard de l'ONU. « Je ne ferai jamais confiance à une décision prise par l'ONU ou par une institution de l'ONU, parce que nous savons d'avance que tout organisme de l'ONU, quelle que soit sa composition, sera contre nous. »

> Première rencontre OLP-Grande-Bretagne

A Tunis, M. William Walde-grave, secrétaire d'Etat au Foreign Office, s'est entretenu vendredi durant deux heures avec M. Yasser Arafat, nous câble notre correspon-dant, Michel Deuré.

A l'issue de cette première rencontre entre un membre du gouvernement britannique et le ches de l'OLP, M. Waldegrave a déclaré que la discussion avait notamment porté sur les mesures pratiques à prendre pour la réunion « dans les plus brefs délais » d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient, idée à laquelle son pays

A M. Arafat, qui prévoyait que 1989 « serait une année très importante pour la paix », le secrétaire d'Etat britannique a fait écho en ajoutant : « Ce sero une amée cruciale, une occasion étant offerte qui risque de ne pas se représenter. » M. Waldegrave a ajouté : « Notre rencontre représente un développe-ment majeur dans la politique de la Grande-Bretagne, j'espère qu'elle sera comprise par ceux qui, en Israel, veulent comprendre quelque chose comme l'un des signes que le monde est en train de changer. Sinon ils resteront à la traîne. »

Ainsi M. Shamir a-t-il confirmé Le secrétaire d'Etat britannique a dit encore qu'il n'y avait pas de pro-blème à une éventuelle visite à Lonhii-même qu'il ne s'oppose plus à ce que l'ONU jouât un rôle formel dres du président de l'OLP, que dans l'ouverture d'une négociation. Il a fait référence au rôle d'intermé-M. Yasser Arafat n'a pas écartée si, cilié avec lui, parrain du mouvement a-t-il dit, « je reçois une invitation ». « La paix maintenant », ce vétéran diaire joué dans le conflit irano-

A l'occasion d'un colloque à Paris sur le rôle de l'Europe au Proche-Orient

Premier dialogue indirect entre des députés israéliens et des officiels de l'OLP

« Personne ne pourra s'opposer à notre combat pour la paix. Ensemble nous vaincrons », lança l'Israé-lien. Et le Palestinien, quelques minutes plus tard, de renchérir : « Nous prenons devant vous l'engogement de servir la paix. » Ce double rendez-vous avec l'espoir qu'ont fixé vendredi 13 janvier, dans la salle Médicis du Sénat, un député du Mapam, M. Yair Tsaban, et un conseiller de M. Yasser Arafat. M. Nabil Shaath, avait la sincérité d'une profession de foi. Ce fut l'un des temps forts du colloque organisé jeudi et vendredi à Paris par l'asso-ciation Initiative pour la paix au Proche-Orient sur le thème « Comment l'Europe pent-elle contribuer à

un règlement politique du conflit ? » (le Monde du 14 janvier). Les deux hommes, intervenant l'un après l'autre, n'ont, formelle-ment, ni débattu ni dialogué. Chacum gardait à l'esprit - organisa-teurs et participants - la règle du jeu votée en 1986 par la Knesset. Celle-ci proscrit tout contact entre des Israéliens et des membres d'une organisation « terroriste », autroment dit l'OLP. Les quatre députés israéliens venus à Paris - M. Tsa-ban, M= Shulamit Aloni (Ratz), M. Lova Eliav et M Ora Namir (travaillistes) - se conformèrent donc, à contrecœur, à cette loi, qualifiée de « ridicule ». Moyen quoi, leur présence à Paris et leur dialogue indirect avec des officiels palestiniens n'en prirent que plus de

< Assez de lait et de miel »

Pour ces élus israéliens, aucun doute : les temps changent. Le soulèrement dans les territoires occupés, la proclamation d'un Etat palestinien indépendant, la reconnaissance de l'Etat juif par l'OLP, annoncent uie «ère nouvelle». « Arafat a franchi le Rubicon », constate Lova Eliav. Ancien secrétaire général du Parti travailliste, en froid puis récondu socialisme israélien a des airs de prophète. Partisan de longue date de la coexistence de deux Etats - israélien et palestinien, -- il assure qu'e il y a sur notre Terre assez de lait et

de miel pour la partager ». L'attitude de sa collègue travailliste Ora Namir a été plus prudente. Invitée et présente à ce colloque, elle n'a finalement pas ouvert la bouche. Proche de M. Itzhak Rabin, le ministre de la défense, sans partager cependant toutes ses options politiques, cette femme très populaire dans son parti, a préféré ne pas prêter le flanc à la critique à un moment où une épreuve de force oppose en Cisjordanie l'armée aux

Représentante de « La paix maintenant », Mae Yael Tamir n'avait ancune raison, elle, de garder un profil bas. Rappelant aux Palesti-niens à quel point la peur de l'OLP gouverne encore les esprits en Israël, elle a exhorté ces derniers à clarifier sans cesse leur position, à « répéter encore et encore » leur nouvelle ligne sur trois points-clés du conflit : la notion de « droit au retour » des exilés, la solution bi-étatique, la renonciation au terrorisme. Elle a proposé à l'OLP non pas de mettre un terme - à supposer que ce soit concevable - à l'Intifada, mais de proclamer symboliquement une journée de trêve. Ce jour-là, les pacifistes israéliens, a-t-elle dit, se ren-draient en Cisjordanie pour exprimer leur « désir de paix ».

« C'est vrai, a convenu M. Elias Sambar, directeur de la revue Etudes palestiniennes, « les deux peuples auront besoin de garanties mutuelles tant les méfiances restent gigantesques. » Fournir ces garanties de sécurité sera l'une des principales tâches de la conférence internationale de paix. « Pour sormuler notre nouvelle approche, a-t-il poursuivi, nous nous sommes fait une grande violence. Nous sommes allés contre nos sympathies, contre nos pulsions. Cela même doit être la preuve du degré de sincérité du peuple palestinien dans sa volonté de

Et l'Europe - thème de ce colloque - dans tout cela? Que peutelle, que vent-elle et vent-on d'elle? Pour M. Hamadi Essid, ambassadeur de la Ligue arabe à Paris, l'Europe doit, loin de tout masochisme, prendre ses responsabilités politiques et « faire l'histoire » en réactualisant, par exemple, la déclaration de Venise de juin 1980. Avant toute chose, rétorque M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), l'Europe doit · adopter une attitude équilibrée envers les parties en conflit. cesser de faire deux poids deux mesures et encourager la démocratie au Proche-Orient ». Plus sévère encore. mais très minoritaire, M. Jean Thomas Nordmann, député européen, estime que l'Europe n'aura pas

confiance en Israël ». Pour la majorité des orateurs, l'Europe doit répondre présent, mais pas en tant qu'arbitre, à qui reviendrait de dire le droit ou d'élaborer des plans de paix. Il faut que l'Europe soit - plus industrieuse que sentencieuse ». Sa première tâche est tout indiquée : favoriser les contacts israélo-palestiniens, multiplier les occasions de rencontres, maintenir le fil du dialogue. Plus tard, elle aura l'occasion d'aider les deux peuples à réaliser des projets économiques communs, renforcant ainsi la coopération régionale, clé d'une véritable sécurité mutuelle au

grand rôle à jouer tant qu'elle n'aura

pas comblé son . déficit de

L'Europe devra jouer un rôle à la fois très grand et très modeste, a résumé M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures. // nous faut rappeler les principes. montrer que nous sommes disponibles à tout moment, avancer si besoin quelques idées, mais c'est aux peuples concernés de décider. L'important est de leur manifester

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

LIBYE

Le corps d'un pilote américain a été restitué par Tripoli

La Libye a remis vendredi 13 janvier à un représentant du Vatican à Tripoli, Mgr Giovanni Martinelli, le corps d'un pilote américain abattu lors du raid d'avril 1986 sur Tripoli et Benghazi. Transféré à Rome pour y être restitué aux autorités militaires américaines, le corps a été aussitôt transporté à l'Institut de médecine légale pour y être iden-

Un responsable du département de la défense ayant requis l'anonymat a indiqué que, après autopsie, le corps était celui du pilote du F-111, le major Fernando Ribas-Dominicci, et non pas celui du capitaine Paul Lorence, le copilote et officier d'armement, comme l'avaient annoncé les autorités libyennes.

Les Etats-Unis ont, dès le début de l'opération, observé une certaine distance vis-à-vis de la restitution annoncée. Cette extrême prudence est probablement due, d'une part, au désir d'être assuré de l'identité du corps, d'autre part, au sonhait de ne pas donner une trop grande publicité au « geste » libyen.

Un apaisement escompté

Le département d'Etat a ainsi fait savoir que Tripoli n'avait fait que remplir une obligation humanitaire qui lui incombait depuis longtemps. La Libye semblait en escompter un apaisement des tensions qui l'opposent à Washington au sujet de l'usine de Rabta.

Le Vatican a annoncé qu'il avait servi d'intermédiaire dans cette affaire pour des raisons humanitaires et par égard pour la famille du pilote. Tripoli et le Saint-Siège n'entretiennent pas de relations diplomatiques, mais le pape Jean-Paul II a recu le mois dernier en audience privée le numéro deux libyen, Abdel-Salam Jalloud. - (AFP, Reuter.)

LIBAN: les affrontements entre chites

Un attentat à Beyrouth fait un mort et une quarantaine de blessés

BEYROUTH de notre correspondant

Entre les frères ennemis chiltes, Amal et le Hezbollah, c'est la guerre à outrance : une voiture piégée a explosé juste après le passage d'une manifestation du Hezbollah à Roueiss, dans la banlieue sud de Beyrouth-Ouest, faisant un mort et près de quarante blessés, essentielle-ment des femmes et des cufants. Une minute plus tôt, c'eût été le carnage car l'explosion aurait atteint l'arrière de la manifestation, constimé de 200 à 300 femmes, en tcha-

L'attentat a été presque filmé en direct par la télévision, dont les

caméras étaient, à l'instant fatidique, braquées sur le groupe des manifestantes. Après un moment de confusion, les hezbollahis se sont ressaisis et la manifestation, qui comptait déjà près de 2000 personnes, s'est gonflée de quelques centaines de participants supplémentaires et a repris aux cris de « Berri-agent », un leitmotiv scandé avant l'attentat, et en conspuant les e grands satans » américain et soviétique et le « petit satan » fran-

Téhéran. Les services de sécurité du parti intégriste ont annoncé qu'ils avaient repéré une voiture suspecte garée sur le trajet du cortège et demandé à

çais, selon la classification établie à

son conducteur d'y remonter et d'y demeurer jusqu'à la fin du passage de la manifestation. Ce qu'il fit. Mais à peine avait-il ensuite quitté le véhicule pour se mêler à la foule que celui-ci explosait. Le Hezbollah promet « d'identifier, dénoncer et châtier les auteurs de ce carnage ». Plus sarcastique mais tout aussi menaçant, un responsable de la Résistance islamique s'est contenté d'un laconique « cadeau bien reçu, merci ».

De son côté, Amal a tout de suite condamné l'attentat criminel». l'attribuant aux «terroristes liés aux services de renseignement qui cherchent à aviver le conflit inter-

EN BREF

• Les dissidents du Toudeh demandent à M. Gorbatchey de défendre les prisonniers politiques en Iran. - Le Parti démocratique du peuple iranien (dissidems du Toudeh) a demandé, dans une lettre ouverte au numéro un soviétique, M. Mikhail Gorbatchev, d'intervenir auprès du gouvernement iranien pour sants dans les prisons.

 Luenda refuse un transit par l'Angola de l'énergie électrique zaīroise destinée à Pretoria. - Le territoire angolais ne peut être utilisé pour le passage de l'énergie électrique en provenance du Zaîre et desti-née à l'Afrique du Sud, a indiqué vendredi 13 janvier l'agence angolaise

Selon celle-ci, Luanda « continuera de respecter l'embargo économique décrêté contre le régime de Pretoria jusqu'à la liquidation de l'apartheid ».

L'Afrique du Sud avait annoncé récemment que la Société nationale sud-africaine de fourniture d'énergie électrique (ESCOM) était en pourpar-jers avec le Zaire pour l'achat d'électricité qui devrait passer par le terri-toire angolais. — (AFP.)

• Idi Amin Dada de retour à Kinshasa. - L'ancien dictateur ougandais Idi Amin Dada, expulsé jeudi de Kinshasa vers l'Arabie saoudite via Dakar, a regagné son point de départ vendredi 13 janvier à bord de l'apparail qui l'avait amené dans la capitale sénégalaise, a indiqué le ministère zairois des affaires étranAprès la demande française d'extradition

Damas continue à nier la présence d'Aloïs Brunner sur son territoire

DAMAS

de notre envoyée spéciale

Transmise officiellement au ministère syrien des affaires étran-gères, le 27 décembre, par l'ambas-sadeur de France en Syrie, M. Alain Grenier, la demande d'extradition française de Alois Brunner a vrai-semblablement reçu la même réponse faite à maintes reprises et dans des occasions semblables par les autorités syriennes : « Nous ne connaissons pas cet homme. »

- Nous nous étonnons d'autant plus d'une telle demande d'extradi-tion, nous a déclaré pour sa part le ministre syrien de l'information, M. Mohammad Salman, que les autorités françaises savent que les responsables allemands ont déjà fait la même demande et savent que cet homme ne se trouve ni à Damas ni en Syrie. Nous nous étonnons d'autre part que cette demande ait été révélée alors que se déroulait à Paris la conférence sur les armes

Jamais les autorités syriennes n'ont reconnu la présence sur leur territoire de Alois Brunner, et les demandes d'extradition prés par l'Autriche en 1961 et par l'Alle-magne fédérale en 1984 n'ont eu de

ce fait aucune suite. C'est cependant à Damas que le magazine allemand Bunte avait realisé en 1985 une interview du crimi-nel de guerre nazi, qui vivait dans la capitale syrienne sous le nom de George Fisher. Celui-ci avait alors déclaré: « Je suis prêt à me rendre devant un tribunal international pour répondre de mes actes. Seul Israël ne m'aura jamais. Je ne veux pas être un second Eichmann. »

Un départ remontant an mois d'octobre

Enlevé par les services secrets israéliens en Argentine, Adolf Eichmann fut condamné à mort et exécuté à Jérusalem en mai 1962.

Selon des témoignages recueillis à Damas, Alois Brunner, âgé aujourd'hui de soixante-dix-sept ans, résidait jusqu'à une période très récente dans un appartement du centre-ville. Selon certaines rumeurs invérifiables, il aurait cependant quitté la capitale syrienne pour une destination inconnue avant la visite en Syrie du président autrichien, M. Kurt Waldheim, en octobre dernier. Celui-ci avait évoqué la demande autrichienne d'extradition d'Alois Brunner au cours de l'entretien qu'il avait en avec le président syrien Hasez el Assad, sans tontesois donner aucune précision sur la réponse faite par le chef de l'Esat

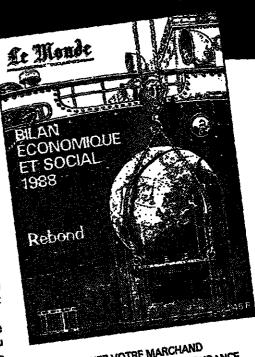
FRANÇOISE CHIPAUX.

Le Monde BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL



La crise financière d'octobre 1987 n'a pas eu les conséquences redoutées. Au lieu de sombrer dans la récession, l'économie mondiale a rebondi : une accélération de la croissance, une reprise des investissements et une inflation contenue. Une heureuse surprise qui ne doit pas occulter les problèmes actuels : une crise de l'emploi durable, une dette difficilement contrôlable et des échanges internationaux déséquilibrés.

Le Bilan économique et social - véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde - rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année, dans leur environnement social et politique.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE. 200 p., 45 F

AU SOMMAIRE

 La situation en France L'embellie de l'économie : une croissance positive, une poussée des investissements et une diminution encourageante du chômage.

 L'environnement international Le mystère américain : de bons résultats économiques, mais un déséquilibre budgétaire persistant et L'évolution de la dette de 1973 à 1988. Son poids dans les grandes régions du monde. Un dossier spécial eh couleurs avec de nombreux graphiques

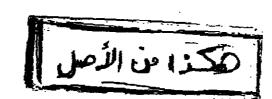
● Cent cinquante pays à la loupe Pays par pays, l'analyse et les commentaires économiques et sociaux des correspondants du Monde.

un commerce extérieur déficitaire.	miques et sociaux des corre	spo
		-
BILAN	ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 19	88

NOMADRESSE	PRÉNOM	
CODE POSTAL	LOCALITÉ	

Nore d'exemplaires ___ X 50 (port inclus) : ___ F Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter. Commande et réglement à retourner à :

Service vente au numéro 7, rue des Italiens 7, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09



Une journée au bord de la crise gouvernementale

Dès qu'il a connaissance, jeudi 13 janvier, de l'entretien accordé par M. Roger Fauroux à l'Express, M. Pierre Bérégovoy téléphone au ministre de l'industrie et à l'hôtel Matignon. Avec M. Fauroux, l'explication n'est pas franchement cordiale. Le ministre de l'économie cordiale. Le ministre de l'économie et des finances fait notamment valoir à son collègue du gouvernement que, en prenant position sur les pouvoirs de la COB, il se mêle de ce qui ne le regarde pas. Le ton monte et il semble que, lors de cette conversation téléphonique, chacun des deux hommes (bien que l'entourage de M. Fauroux, pour sa part, démente) met sa démission dans la balance. La coexistence au sein du gouvernement, qui était déjà diffi-cile, paraît devenir impossible.

Lorsque M. Bérégovoy, passable-ment en colère, téléphone à l'hôtel Matignon, le premier ministre a déjà été mis au courant par ses services. L'hôtel Matignon prend contact avec M. Fauroux, M. Rocard s'entretient lui-même au téléphone s'entretient lui-même au téléphone avec M. François Mitterrand. Prié de s'expliquer – car il n'a jamais saisi, selon les intéressés, ni le pre-mier ministre ni le président de l'accusation qu'il portera dans l'Express, – le ministre de l'indus-trie tente de faire valoir qu'il a été piésé par l'hebdomadaire que ses piégé par l'hebdomadaire, que ses

propos devaient être publiés plus tard, et dans un tout autre contexte.

Matignon ne refuse pas a priori cette explication — d'autant que M. Fauroux, représentant de la société civile » au gouvernement, est plus exposé à ce genre de risques qu'un homme politique chevronné – mais on fait observer à M. Fauroux que, en toute hypothèse, sa déclara-tion est pour le moins inopportune et que, en outre, il s'est exprimé en dehors du champ de ses compétences. Le ministre de l'industrie est invité à rectifier le soir même ses

A Matignon, la soirée se passe en réunions. Avant même l'intervention de M. Fauroux dans le débat, M. Rocard avait l'intention de publier un communiqué de soutien à M. Bérégovoy. Ce rebondissement changera la nature du communiqué, lui donnera plus de solennité.

La démission de l'un des ministres, voire des deux, a-t-elle été envisagée, en dehors de la conversation téléphonique entre les deux hommes? Peut-être, dans le cadre d'un « balayage » de toutes les hypo-thèses de travail. Mais il est vite apparu que les deux resteraient au gouvernement : demander la tête de M. Fauroux aurait accrédité l'idée que le gouvernement voulait enter-rer les affaires. Faire tomber celle de M. Bérégovoy revenait à le désigner du doigt à la vindicte publique, alors que l'on considère qu'il n'a pas démérité.

C'est ini ou moi!

Rue de Rivoli, vendredi, on affir-mait que la démission de M. Bérégovoy n'avait jamais été envisagée Pourtant, il semble bien que le ministre, en tout début de matinée, ait agité cette menace qui, finalecafé en disant en substance : c'est lui ou moi! Tous les vendredis matin, MM. Rocard et Bérégovoy se retrouvent, à 9 h 30, à l'hôtel Matignon. Il suffira d'avancer d'une heure le rendez-vous, de le transfor-mer en petit déjeuner, pour mettre

Pendant son entretien avec le premier ministre, M. Bérégovoy demande ce qui lui semble dû et l'obtient : que le gouvernement conforte publiquement sa position, qu'on annonce pour bientôt, afin de prouver la bonne foi de l'équipe au pouvoir, l'examen au Parlement du projet de loi, que le gouvernement a

dans ses tiroirs, étendant les pou-voirs de la COB.

En outre, assez tôt dans la mati-née, M. Bérégovoy a appris que le président de la République lui apporterait son soutien public pen-dant son déplacement en Bourgogne. Bref, le ministre est « serein ». Il quitte en voiture – et en retard – la Rue de Rivoli vers 12 h 30. Destination: Nevers, la ville dont il est maire, où il doit être à 15 heures. A Paris, les collaborateurs de M. Fan-roux téléphonent à ceux de M. Béré-govoy pour tenter de calmer le jeu.

govoy pour tenter de calmer le jeu.

Pendant ce temps, l'hôtel Matignon, en liaison avec l'Elysée, prépare le communiqué. Annoncé pour le début de l'après-midi, puis pour 16 heures, ce communiqué ne sera finalement diffusé que peu de temps avant les journaux télévisés du soir.

(Quelques minutes avant sa diffusion, M. Rocard l'a lu, au téléphone, à M. Fauroux). Pourtant, le texte a M. Fauroux.) Pourtant, le texte est prêt depuis le début de l'aprèsmidi, mais l'hôtel Matignon veut le soumettre à M. Bérégovoy, un pen difficile à joindre sur la route entre Paris et Nevers. Bien que Matignon s'en défende, peut-être aussi a-t-il été finalement jugé préférable d'attendre le retour de M. Mitterrand à Paris. Vendredi 13, jour de chance pour M. Bérégovoy...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. MITTERRAND: « Quand une politique réussit on s'attaque aux personnes »

CHENOVE de notre envoyée spéciale

Invité, vendredi 13 janvier, à clore les premières rencontres internatio-nales sur la qualité urbaine à Chenôve (Côte-d'Or), M. François Mitterrand a confié, à propos des affaires Pechi-ney et Société générale : « Quand une politique réussit, on s'attaque aux personnes. Y compris à la mienae. Cela ne me dérange guère.

M. Mitterrand a souligné que ces débats étaient « du domaine de la COB et, le cas échéant, de la justice. Qu'elle fasse son travail. Je tiens et je veilleral à ce que les compétences et les moyens des institutions chargées du contrôle des opérations de Bourse solent renforcés ». M. Mitterrand estime toutefois qu'il ne fant pas « confondre ce type de problème, qui est loin d'être négligeable, et ceux qui

ont été utiles et qui le sont soujours pour l'intérèt national et international Ces débats ne doivent pas occulter la réalité, beaucoup plus importante, qui est celle de la France d'aujourd'hui. Dans une seule semaine, je relève, en effet: la réussite de la France avec Roland Dumas à propos de la Corfé-rence internationale sur le désarmement chimique, l'arrestation du serro-riste espagnol sous l'impulsion de Pierre Joxe, la réussite de la politique économique française sous la direc-tion de Pierre Bérégovoy ».

M. Mitterrand a tenu à exprimer particulièrement son « estime » et sa gratitude - à l'intention du ministre de l'économie et des finances - qui est attaqué dans sa personne». Enfin, quatrième source de satisfaction pour le président de la République : « la meilleure tenue de l'emploi ».

Le communiqué de Matignon: « confiance renouvelée »

L'hôtel Matignon a publié, ven-dredi 13 janvier, le communiqué sui-

«Le premier ministre a reçu ce jour Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, et lui a, à cette occasion, apporté son entier soutien en même temps que l'expres-

sion renouvelée de sa confiance. » A la suite de cette conversation, le premier ministre a confirmé sa volonté que le marché financier de Paris soit parfaitement transparent. Il s'agit là, en effet, d'une condition Il s'agit là, en effet, d'une condition nécessaire pour assurer sa réputanécessaire pour assurer sa réputation et son développement. Il invite donc, comme l'a déjà fait M. Pierre Bérégovoy la Commission des opérations de Bourse à poursuivre résolument ses enquêtes dans la recherche d'une totale clarté et à fourair ses conclusions avec célérité.

» Pour favoriser l'action de la Commission des opérations de Bourse, le gouvernement présentera, au Parlement, lors de la prochaine session, un projet de loi étendant sa ses moyens, comme l'a souhaité le

conclusions avec célérité.

pas pris d'initiative suffisante à cette fin, alors que le champ très large des privations et le curactère contestable de certains choix opérés par M. Bal-ladur auraient exigé une transparence totale.

. Le premier ministre réaffirme qu'il ne pent être tolèré qu'un parti se soit emparé directement ou indirectement d'outils économiques constituant le substance vive de la nation. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les interventions des investis-seurs institutionnels sur le marché financier. Il n'est donc aul besoin à cette occasion de réformer les statuts de la Caisse des dépôts.

» Le gouvernement n'entend pas pour autant retirer aux opérateurs privés la responsabilité de la bonne marche des entreprises dont ils assu-

> Tant que les enquêtes n'ont pas abouti, le premier ministre rappelle qu'il est inacceptable de voir dénoncer à des fins politiciennes - personnellement et publi-quement, fût-ce par allusion, et sans ses moyens, comme l'a soubaité le président de la République.

» Le premier ministre rappelle que la majorité précédente n'avait le cadre de leurs fonctions. »

100 F C SE 14 300

Contract of the same to

The second of the second second

Charles and the second

The same of the same of

Company of the party of the par

A CAMP STATE OF THE STATE OF TH

General as as a more as as

21 1 44 A

The second was

Herry 12 a Ten legel Age

2 to 2 2 to 344 44

The state of the s

Carrie Marie Santa Marie

The second secon

The state of the s

-

Aura and a design

And the second s

To be strained with

Le piège de l'argent

(Suite de la première page.) Jusqu'à présent, l'opposition avait pointé le bout de son nez, mais avec une réserve qui tenait sans doute à un passé peu glorieux. N'avait-elle pas marqué son retour au pouvoir par une opération de noyautage des entreprises privatisées qui, comme le soulignait en son temps M. Jean Peyrelevade, professeur à l'Ecole polytechnique, ancien ministre du cabinet de Pierre Mauroy et aujourd'hui PDG de l'UAP, < exprimait une simple solidarité sociologique sans réelle efficacité économique • (2)? Les précau-tions sont désormais inutiles, vue > ? maintenant que, de l'intérieur même du gouvernement, M. Fauroux jette l'opprobre sur l'opération de dénoyautage (mai) menée à la Société générale, donnant à

Comment ne pas, à ce stade, évoquer le déroulement de l'affaire Greenpeace à l'été 1985? Anticipez! avait alors ordonné le pouvoir politique aux militaires, avec les conséquences désastreuses que l'on sait. Dénoyautez! a ordonné le président au ministre des finances, lequel s'est retourné vers ses collaborateurs, avec les conséquences que l'on commence à déceler.

cette affaire une tout autre

dimension et lui imprimant un

rythme infernal.

La recomposition des noyaux durs avait été, pendant la campagne présidentielle, légitimée à la fois par MM. Mitterrand et Barre, et plus discrètement par M. Giscard d'Estaing. Elle l'était pour des raisons politiques, car les familles libérales et socialistes n'acceptaient pas que le paysage financier ait pu être verrouillé pour longtemps au bénéfice du RPR. Elle l'était également pour des raisons économiques, la force à long terme de l'appareil productif français nécessitant des actionnaires davantage préoccupés de développements stratégiques que de docilité politique.

La difficulté pour le gouvernement était contenue dans la démarche présidentielle ellemême, véritable injonction paradoxale: ni nationalisations ni privatisations. En quelque sorte, dénoyautez comme vous pouvez,

avec ce que vous avez et sans le crier sur les toits ! Cette méthode, outre qu'elle n'était guère plus transparente que les opérations de noyautage, a empêché que soit menée une bataille politique claire et a conduit le gouvernement à monter des coups financiers à l'opposé de ses préoccupa-tions industrielles. Le président de la République n'affirmait-il pas dans sa Lettre à tous les Français : « Il est temps que la Bourse redevienne le lieu où l'épargne s'investit pour créer et bâtir et que cesse de triompher une économie de spéculation à courte

Ouel que soit le jugement porté sur la méthode employée par M. Fauroux - ni solidaire ni confraternelle, - force est de constater que le désordre qu'il a semé peut se révéler créateur : le gouvernement a été conduit à trancher, dans la journée de vendredi, le lancinant débat sur le dénoyautage. L'hôtel Matignon, en effet, considérait jusqu'alors qu'il n'était pas possible d'aller plus avant dans cette voie, ne serait-ce que parce que ceux qui ont de l'argent et qui se réclament de la gauche sont peu nombreux, et parmi eux les gens sérieux encore plus rares. Le ministre de l'industrie, quant à lui, plaidait pour de nouvelles privatisations, seules capables à ses yeux de permettre à l'industrie de se développer sur les marchés extérieurs.

Le ministre des finances a donc obtenu gain de cause : les opérations de dénovautage devraient se poursuivre au grand jour et à l'abri d'un projet de loi qui sera déposé à la session de printemps du Parlement, qui aura pour but de rendre leur liberté aux actionnaires stables des entreprises privatisées. Tel n'était peut-être pas, à vrai dire, l'objectif de M. Fau-

La difficulté est que cette clarification politique et cette pro-messe de retour – enfin – à une certaine transparence risquent d'être discréditées par les suites du feuilleton Pechiney.

M. Bérégovoy va répétant qu'il demande dans cette affaire - célérité, sévérité et vérité ». Mais le



piège : que la COB classe l'affaire, faute de preuves, et le gouvernement sera accusé d'avoir protégé ses amis en étouffant le dossier; qu'elle transmette à la justice, et voilà le gouvernement assuré de vivre une longue période douloureuse au rythme de

Décidément, l'argent ne réussit pas aux socialistes! Michel Rocard croyait pourtant que cette question, objet d'un conflit séculaire entre la droite et la gauche sous ses deux aspects - « le partage de l'argent : et « le pouvoir de ceux qui le détiennent . était désormais derrière nous. Elle est bel et bien devant lui!

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) La Commission des opérations de (1) La Commission des opérations de Bourse (la COB) poursuit l'enquête demandée par son homologue américain, la SEC (Securities Exchange Commission) sur d'éventuels délits d'initiés dans l'affaire Pechiney. Dans l'affaire de la Société générale en revanche, après avoir enquêté à la demande de M. Marc Viénot, le président de la banque, sur la régularité des opérations menées par M. Pébereau, la COB ne mène pas actuellement de recherches sur l'existence ou non d'éventuels délits sur l'existence ou non d'éventuels délits d'initiés. Il faudrait pour cela que quelqu'un la saisiste et lui apporte des éléments nouveaux.

M. Pasqua dénonce « le mélange entre l'affairisme et le socialisme »

M. Charles Pasqua, qui présidait vendredi 13 janvier à Marseille un meeting de soutien à M. Guy Teissier. candidat PR à l'élection législative partielle de la sixième circonscription des Bouches-du-Rhône, a vivement pris à partie le gouvernement et le président de la République au sujet des affaires Pechiney et Société générale.

« Les socialistes, a-t-il déclaré, sont arrivés au pouvoir parce qu'ils prétendaient incarner la morale et la vertu et qu'ils nous reprochaient à nous d'être l'inverse. Aujourd'hui, malheureusement pour notre pays et pour son image à l'extérieur, on voit bien qu'il y a de plus en plus de mélange entre l'affairisme et le socialisme. Lorsque les hommes d'affaires font de la politique et les hommes politiques des affaires, on est entré dans un très mauvais système. » Evoquant le « cli-mat de scandale qui commence à régner dans le pays », l'ancien ministre a estimé qu'il était « naturellement du devoir du gouvernement et du président lui-même de faire le ménage », -(Corresp.)

M. PÉBEREAU: il n'y a pas eu d'« opérations délictueuses »

M. Georges Pébereau, principal acteur dans l'affaire de la Société générale, a réagi aux déclarations de M. Fauroux publiées dans l'Express du 13 janvier. Vendredi 13 janvier au soir sur Antenne 2, il a affirmé que « la Caisse des dépôts et consignations a bien acheté ses actions exactement au même prix que chacun des actionnaires de la SIGP (Société immobilière de gestion et de participation) », l'arme de M. Pébereau et de ses alliés pour mener leur offensive sur le capital de la Société générale. M. Pébereau répondait à une question sur d'évenrépondait à une question sur d'éven-tuelles plus-values qu'auraient réali-sées les actionnaires de la SIGP en cédant leurs actions à la Caisse des

M. Fauroux a par ailleurs fait savoir le 13 janvier à M. Pébereau qu'il ne le recevrait pas, estimant qu'il n'avait rien de spécial à lui dire, et que, dans ses déclarations à l'Express, il n'avait porté aucune accusation contre qui que ce soit. La veille, M. Pébereau avait demandé une audience à M. Fauroux pour qu'il lui apporte des « éclairelesse. qu'il lui apporte des « éclaircisse-

M. Pébereau a tenu à publier la lettre qu'il a adressée au ministre. Il y souligne qu'une des déclarations de M. Fauronx » placée dans le contexte de l'interview et de l'article

que des fautes auraient été commises lors de l'acquisition des titres de la Société générale par la SIGP » (...) « vous n'ignorez certainement pas que nous avons fourni au président de la Commission des opérations de Bourse l'ensemble des informations sur les modalités des confertiors actuelles des la CONTRE L'ESTATE DE L'ESTA opérations conduites par la SIGP sans recevoir aucune observation de sa part », ajoute M. Pébereau qui conclut : « Si vous disposez de renseignements concernant des opéra-tions délictueuses qui auraient été tions deutzueuses qui auraient ete commises par des tiers à l'occasion de l'acquisition de ces titres, je sup-pose que vous en avez déjà fait part aux autorités compétentes, mais je vous serais reconnaissant de blen vouloir m'en informer à toutes fins

● PRÉCISION - La société de Bourse Leven-Chaussier dément, ce samedi 14 janvier, de la façon la plus formelle, les affirmations publiées dans le Monde du 14 janvier, et la concernant. L'article incriminé indiquait que, e su cours des derniers mois de 1987 et encore an janvier 1988, la société de Bourse Leven-Chaussier avait messivement acheté des actions » de la Société générale pour le compts de M. Georges Pébe-resu et certains de ses amis, notam-ment M. Gustave Leven.

qui l'accompagne, accrédite l'idée Le tribunal administratif annule des listes électorales

dans trois arrondissements de Paris. Le tribunal administratif de Paris vient d'annuler les tableaux de listes électorales de trois arrondissements (3°, 4° et 8°). Ces annulations sont motivées par l'absence de trois signamotivées par l'absence de trois signa-fures des représentants du préfet, qua-tre des représentants du tribunal de grande instance et une d'un représen-tant du maire de Paris. Dans un com-muniqué, l'Hôtel de Ville observe que la décision du tribunal « ne concerne que la forme et non le contenu des listes électorales ».

La mairie de Paris considère « pour le moins étrange que le préfet repré-sentant le ministre de l'intérieur éga-lement candidat à Paris ait cru devoir déférer ces listes devant la juridiction ministrative » et elle estime que le préset aurait pu demander que les signatures manquantes soient apposécs. Le préfet de la région d'Ile-de-France a déféré auprès du tribunal

administratif à deux reprises un certain nombre de listes électorales de la capitale. Ces premières annulations ne constituent qu'une première série de décisions, le tribunal administratif se prononcera la semaine prochaine sur les listes d'autres arrondissements.

Cette procédure est différente, même si cile relève du même souci de vigilance dans le confréie des listes dectorales parisiennes, de la demande formulée par M. Pierre Jose à l'inspection générale de l'administration de procéder sans délai à une enquête sur les conditions dans lesquelles se sont opérées au cours des dernières semaines les révisions des listes électorales. Cette initiative avait été prise après la perution d'informations sur ce sujet paru dans le Canard enchaîné et dans le Monde (nos éditions du 7 jan-

la revue des grandsévénements de l'année

 POLITIQUE → FAITS DIVERS • SPORT • CULTURE

CHEZ VOTRE MARCHAND

AIX-EN-PROVENCE : la candidature de M. Thierry de Beaucé divise le PS

AIX-EN-PROVENCE de notre correspondant régional

M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères chargé des rela-tions culturelles internationales, a annoncé, vendredi 13 janvier à Aixen-Provence, qu'il sera candidat dans cette ville aux prochaines élec-tions municipales alors que les instances locales du Parti socialiste ont déjà désigné comme tête de liste M. Jean-François Picheral. Il a déclaré : « L'ouverture, c'est une affirmation de la politique gouver-nementale et je suis l'un des ministres qui la représentent. Nous avons toujours travaillé en parfaite liaison avec le PS et j'entends, à Aix, travailler avec M. Picheral et l'ensemble des sections socialistes. Je souhaite constituer une liste autour de la majorité présidentielle

avec des hommes et des femmes venus d'autres horizons politiques. Aix est une ville modérée. Je pense donc qu'une candidature d'ouver-ture et d'ouverture large est bien adaptée au rôle politique de cette

M. de Beaucé a, en outre, estimé qu'il s'agissait d'un « problème per-sonnel du maire », M. De Peretti Della Rocca (UDF), qui « a pris des positions politiques d'extrême droite et qui, surtout, a montré à l'évidence qu'il était incapable de diriger son conseil municipal et de gérer la ville.

Interrogé sur la justification de sa démarche. M. de Beaucé s'est retranché derrière les négociations menées au niveau national entre le PS et l'Association des démocrates. dont il est le vice-président. « Peuton imaginer. a-t-il observé, qu'à deux mois des élections municipales

se présenter dans une ville sans avoir posé la question à l'autorité dont il dépend et aux partis qui soutiennent ce gouvernement? »

M. Picheral, de son côté, a souligné que M. de Beancé était candidat « à titre personnel ». « Il ne repré-sente qu'un petit, petit, petit mor-ceau de la majorité présidentielle. Je pense que, dans huit jours, tout sera réglé et qu'il reviendra à son ministère » » Il estendra à son ministère », a-t-il affirmé. M. Yves Vidal, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, a également rappelé que le PS avait « un candidat et une liste » et qu'il « les maintenait ». « Mais, si des personnalités nationales sont prêtes à mener avec nous le combat contre la droite, nous sommes preneurs », a-t-il précisé.



Politique

et de Pechiney

more de la

MALLY DE LANGE DE LA CONTRACTOR DE LA CO

mounique de Matigne

* configure renounces.

PARENT UNIVERSE

A LANGUA GARAGE

医性线 数数据 \$15 000 000

the second section is a first

A Luxembourg, ces messieurs de Petrusse sont très occupés

LUXEMBOURG de notre envoyé spécial

Il est terrible, le regard ironique que lance l'avocat d'affaires luxembourgeois au journaliste de passage qui cherche à savoir qui se trouve réellement derrière une société holding dont le siège se trouve précisément, comme plus de sept mille d'entre elles, au Grand-Duché, Ironique, car c'est précisément son travail à lui de « monter » de telles sociétés. Et s'il est un bon « avocat », alors personne ne devrait justement pouvoir démêler l'écheveau complexe des hommes de paille, des sociétés-écrans, des boîtes aux lettres fictives, qui cachent le ou les réels détentaurs du pouvoir.

Dans son bureau feutré du centre de Luxambourg, il avoue : « Si vous voulez des Panaméens pour créer un holding, je vous en trouve », et il ajoute : « Si une société française veut créer un holding ici et, par ce biais, acquérir des parts d'une autre société — cela se voit, — aucun problème ! » Souvent même, reconnaît-il, les prâte-noms luxembourgeois ne savent pas eux-mêmes pour qui ils roulent!

Secret bien gardé

Le secret ainsi sera bien gardé. Et d'annoncer gentiment un certain nombre de « trucs » : un nom américain dans le conseil d'administration de ce holding? Allez voir sur place, vous ferez un beeu voyage et vous avez toutes les chances de ne tomber que sur une boîte aux lettres. Aucun nom français dans celuici ? Bizarre, cela veut sans doute dire, justement, qu'il y a des Français dernère. Et puis cette exclamation qui résume tout : € Oui, mais attention, dans le tas, il y a peut-être de vraies

 Luxembourg. Au téléphone, une secrétaire, suave, vous prévient en anglais que ces Messieurs déjeunent. Plus tard, on vous dira que l'un d'entre sux est en voyage et l'autre « pas ici ».

Le quotidien Luxemburger Wort rapporte toutefois qu'un des administrateurs. M. Claude Thill, aurait déclaré que sa société « n'était mêlée en rien à cette histoire », alors qu'un autre, M. Joseph El Gamal, affirmait que se charge avait agi e pour un vieux client qui ne serait ni américain ni français ». Première bizarreria : « un vieux client a alors que Petrusse n'a vu officiellement le jour que le 18 février 1988, comme on peut le vérifier en feuilletant les Annaies du mémorial, sorte de journal officiel des sociétés luxembourgeoises. Réponse d'un connaisseur : « Oui, mais la société existait avant, sous un autre nom. En changeant d'actionnaires, elle a changé de dénomination s.

Le nouvel actionnaire qui entre en février 1988 c'est la Bridgewater International Inc., domiciliée à Wilton, dans le Connecticut, et représentée par M. André Bœsch, un « broker » dont un article du Journal of Commerce affirme qu'il a gagné, en 1987, le championnat américain de trading, une compétition organisée par une association de spéculateurs californiens.

Parti avec 5 000 dollars, il aurait terminé avec 230 000 dollars! Curieusement, ce champion donne sa démission d'administrateur de Petrusse quelques semaines plus tard, le 7 mars 1988. Aujourd'hui encore, pourtant, des articles vantant son flair, sont joints aux prospectus de Petrusse, dont une lettre confidentielle, The Petrusse Report.

« Ce n'est pas énorme »

Selon un spécialiste, cette société serait en fait spécialisée d'abord dans les spéculations sur les matières premières. « Un métier difficile où vous avez toutes les chances de perdre votre capital », ajoute notre interlocuteur. Toujours est-il que Pretusse a bien acheté et revendu au moins dix mille actions de Triangle. « Une belle

opération, cartes, mais finalement, pour une affaire d'initiés, même si 200000 actions au total ont été échangées dans ces conditions, ce qui fait des bénéfices de 7 millions de dollars, ce n'est pas énorme », commente un homme d'affaires.

Quant à M. Yves Mersch, le commissaire du gouvernement auprès de la Bourse de Luxembourg, it n'aime pas voir son pays cité « à tort et à travers ». comme si, explique-t-il, on nous accusait de tous les crimes de la Mafia uniquement parce que, un mafioso avait passé une nuit d'hôtel chez nous ». M. Mersch est formel : dans cette affaire, aucun délit n'a été, en l'état actuel des informations, commis à Luxembourg et aucune société ou acteur local n'a été impliqué dans une affaire pénalsment réoréhensible.

< Les prétextes ne manquent jamais >

D'abord parce que le délit

d'inité n'existe pas au Grand-Duché. Ensuite, parce que les administrateurs de Petrusse, à qui il a demandé certains éclaircissements, lui ont répondu par écrit qu'ils n'avaient pas acheté les actions Triangle pour leur propre compte ni d'ailleurs pour le compte d'un Français, d'un Américain ou d'un Libanais. Qui, alors ? Seule précision : un courant continu d'ordres d'achats et de ventes existerait depuis plusieurs années entre l'heureux spéculateur et PEtrusse. Autre précision, M. Mersch s'est contenté pour le moment des déclarations des responsables de Petrusse. Il pourrait - « les prétextes ne manquent jamais », disent-ils, enquêter plus avant et demander par exemple à la firme d'agents de change d'ouvrir ses

« S'ils s'avère qu'ils ont menti, alors ils ne feront pas de vieux os icie », avertit-il. Employer les méthodes expéditives de la SEC (Securities and Exchange Commission) de New-York serait très mal vu. « En Europe — demande M. Mersch — pourrait-on, dès qu'une société est suspectée, mettre ses responsables sur écoute téléphonique ou payer des gens pour s'emparer de leurs agendas... »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Communication

Un entretien avec M. Jacques Lehn vice-PDG d'Europe 1

« A radios publiques ressources publiques à radios privées recettes privées »

Maintien du leadership de RTL, poursuite du redressement d'Europe 1, confirmation de la baisse d'Inter et de l'ascenssion d'Europe 2 et de France-Info... la publication par Médiamétrie des résultats d'audience de la radio pour les mois de novembre et de décembre 1988 n'a guère révélé de chambardement, tout juste quelques chassés-croisés pour les deuxième et troisième places d'un classement (1) qui s'établit ainsi: RTL [19,9 % d'audience cumulée), Europe 1 (14,1 %), France-Inter (13,7 %), INRJ (11,1 %), RMC (6,3 %), Nostalgie (4,3 %), France-Info (3,4 %) et Europe 2 (3,3 %).

Vice-PDG d'Europe I, M. Jacques Lehn livre ici quelques réflexions sur l'évolution du marché radiophonique.

Dans le chœur des communiqués d'autosatisfaction émanant traditionnellement des radios lors de la publication des soudages, le message d'Europe paraît le plus justifié. Vous croyez donc cette fois au redressement?

Europe I est la seule grande radio dont l'audience augmente pour la deuxième fois de suite. Ce n'est donc pas un aléa statistique mais une vraie tendance, qui s'exprime d'ailleurs sur les trois critères de Médiamétrie : le nombre total d'auditeurs, la durée d'écoute et la part de marché. Un succès d'autent plus satisfaisant qu'il s'accompagne de celui d'Europe 2, notre programme musical en FM qui, en l'espace d'un an, a gagné plus de huit cent mille auditeurs, triplant pratiquement sa part d'audience. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

- Europe 1 a été victime d'une perte d'identité et d'un trouble de son image. Comment définissezvous aujourd'hai la station?

- Par deux valeurs: la qualité et l'optimisme. La qualité, c'est notre label, la marque d'une entreprise dont l'actionnaire principal est profondément engagé dans les secteurs de la culture et de la communication: l'héritage d'une tradition culturelle ancrée aussi bien dans le passé d'Europe, née en 1955, que dans celui d'Hachette, créée en 1826, qui a toujours cru que la qualité était le gage d'un succès durable. Nous ne faisons pas de la radio pour jouer un rôle politique ou pour réaliser des plus-values boursières. C'est un métier et une vocation qui imposent des obligations. Pas de programmes racoleurs, pas de « Roue de la fortune », pas de débauchage à prix d'or de stars télévisuelles... Et pas de piqure de dopage pour gonfler artificiellement une audience.

ler artincellement une audience.

L'optimisme, aussi, est un choix. Toutes les analyses – notamment celles de la COFREMCA – donnent le sentiment de la conjonction, en France, d'un pessimisme collectif et d'un grand optimisme individuel. A cause de sa relation intime avec l'auditeur, la radio se doit donc de véhiculer des valeurs positives allant dans ce sens; afficher du dynamisme et être associé

- La place de deuxième radio de France suscite une lutte sans merci entre les radios. Allez-vous mainte-mant répondre à la publicité de NRJ qui se décernait, il y a peu, ce titre?

- Abusivement! Car, alors que les professionnels utilisent traditionnellement, pour classer les radios, le critère très simple du nombre d'auditeurs - qui nous attribue

MM. Théret et Paretti veulent faire de Pathé un groupe européen

Un mois après avoir racheté Pathé-Cinéma au groupe Rivaud dans des conditions controversées, MM. Max Théret et Giancario Paretti annoncent, dans leur entretien publié par le Figuro daté 14-15 janvier, la constitution prochaine d'un grand groupe « Pathé-Europe ». La compagnie canématographique française devrait, selon eux, reprendre le réseau italien de salles de cinéma appartenant à M. Silvio Berlusconi, les réseaux anglais et néertandais du groupe Cannon (contrôlé par M. Paretti), ainsi que des salles en Allemagne et en Espagne, pour totaliser « près de deux mille écrans ».

Ces rachats se feraient après une très importante augmentation de capital — « il s'agira sans doute de le doubler », assurent-ils, — augmentation à laquelle le contte de Ribes, propriétaire de Rivaud, participeta « personnellement ». M. Bertusconi, ajoutent-ils, pourrait aussi s'y associer « dans les années à venir ».

Interrogé sur l'origine des fonds qui leur ont permis de débourser près d'un milliard de francs pour racheter le groupe cinématographique, M. Paretti précise que le Crédit lyonnais Hollande a « prete 480 millions de francs ». « Le reste a été financé, ajoute-t-il, par la banque Rivaud et, à hauteur de 15 %, par les partenaires de MT Investissements », la société qu'il contrôle avec M. Théret et qui détient aujourd'hui 98 % du capital de Pathé.

invariablement la deuxième place,

NRI, jeune radio turbulente qui a
visiblement besoin de s'affirmer et
de se faire connaître, ne s'est référée, dans une publicité comparative
publiée il y a deux mois, qu'à un
autre critère — la part d'audience —
plus abstrait et faisant intervenir la
durée d'écoute. Une présentation
partielle et donc partiale des résultats de Médiamétrie à propos de
laquelle j'ai failli faire intervenir
diverses instances.

Mais ce sont finalement les audi-

Mais ce sont finalement les auditeurs qui ont tranché puisque cette fois, si l'on observe son critère, NRJ a perdu 9 % de part d'audience, alors qu'Europe en a gagné 16! Nous sommes d'ailleurs second, quels que soient les critères retenus, et je ne suis même pas sûr que NRJ soit toujours rroisième...

— Que pensez-vous de la revendication des grands réseaux FM qui veulent voir reconnaître leur vocation nationale ?

Je n'y vois pas d'objection... à condition qu'on applique cette logique jusqu'au bout et qu'on en tire les conséquences. On ne peut pas vouloir à la fois le beurre et l'argent du beurre. On ne peut pas revendiquer une couverture et une envergure une couverture et une envergure nationales et démarcher le marché de la publicité locale. La recounaissance de leur nature de réseau national devrait, me semble-t-il, contraindre les réseaux à renoncer au marché publicitaire local. N'ont-ils pas déjà, pour beaucoup, renoncé à la fabrication de programmes locaux?

 Vous souhaiteriez plus de rigueur dans l'organisation du marché publicitaire?

- Je souhaiterais plus de logique. Prenons le cas du service public auquel la loi, sekon un principe que je respecte, donne une priorité absolue dans l'obtention de fréquences. Trouvez-vous normal que Radio-France, qui dispose de quatre cents fréquences FM et d'un budget de l'ordre de trois à quatre fois celui d'Europe I, investisse le terrain des radios commerciales et, sous couvert de sponsoring ou de communication institutionnelle, se lance dans la publicité commerciale? Ses mis-

sions de service public ne justifient tout de même pas cette situation d'inégalité et ce cumul d'avantages! Ne serait-il pas plus sain de répartir rigoureusement droits et obligations et de décider qu'à radios publiques ressources publiques, et à radios privées recettes privées? Faut-il rappoler que les dernières sont gratuites pour les auditeurs et qu'elles contribuent à l'expression du pluralisme? Cela aurait le mérite de structurer plus clairement le paysage radio avec trois types de stations : celles du secteur commercial, celles du secteur associatif.

Les radies périphériques out tour à tour décidé de se lancer dans un deuxième programme destiné à la FM: RMC avec Nostalgie, Europe 1 avec Europe 2, RTL avec Aventure FM... La législation vous paraît-elle encore appropriée?

- Un dispositif anticoncentration est récessaire, indisponsable même.

- Un dispositif anticoncentration est nécessaire, indispensable même, à la sauvegarde du pluralisme des médias. Et il ne saureit être question d'en remettre en cause le principe. Mais il me semble qu'un dispositif plus simple, s'inspirant de la législation sur la presse, devrait mienx prendre en compte les réalités du paysage radiophonique, et notamment le phénomène de la segmentation croissante du marché.

Les périphériques se doivent d'élargir leur offre et d'aller à la rencontre des auditeurs qui ont quitté les programmes ondes longues et choisi la FM. Aussi une limitation en termes de seuil d'audience et non plus en nombre de stations ou en bassins de population, me paraîtrait plus judicieuse. Elle préserverait la diversité du paysage et n'entraverait pas le dynamisme des entreprises de communication. Cela dit, permettez-moi d'attirer enfin l'attention sur la différence de nature entre Europe 2 – fournisseur de programmes à des stations de radio indépendantes – et Nostalgie ou Aventure FM, qui sont de vrais réseaux...

Propos recueiflis par ANNICK COJEAN

(1) 1 % = 440 000 personnes.

Rires: 1989, la relance!

Et puis un homme qui déteste à ce point le pont de l'île de Ré mérite sans discussion notre affection et notre soutien vigilant.

Michel BRAUDEAU
LE MONDE

LES MARIS, LES FEMMES, LES AMANTS est une perle rare dans le cinéma comique d'aujourd'hui.

Louella INTERIM LIBÉRATION

La première bonne surprise de l'année.

Michèle STOUVENOT LE JOURNAL DU DIMANCHE

LE JOURNAL DU DIMANCHE

Une comédie sentimentale, drôlissime et tendre.

STUDIO

Le film le plus réussi, le plus drôle et le plus abouti
de l'auteur des "2020s" et "CONFIDENCES POUR

Dominique RABOURDIN L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

Un plaisir rare.

CONFIDENCES".

Jean-Claude LOISEAU PREMIÈRE

UN FILM DE PASCAL THOMAS

LES MARIS
LES FEMMES
LES AMANTS

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens -

E droit de parler sa langue, celle que l'on a apprise en même temps que l'usage de la parole, n'est pes, il s'en faut, le mieux reconnu. Droit personnel, il ne peut s'exercer, comme le droit d'association, que collectivement. A ce titre il est éminemment politique. Institutionnaliser une langue, la normaliser, sont des actes du pouvoir.

« Dès que l'enfant entre à l'école, il est sujet d'un rapport de pouvoir politique : la langue qu'on va lui apprendre à lire et à écrire, la langue que ve lui parlar le maître pour lui ensaigner dépend de règles établies par les décisies des pouvoir de la commune ou du corps politique fédéré (canton, province ou Etat) ou de l'Etat central selon que le régime est plus proche du modèle dédérait ou du modèle unitaire », écrit Jean-William Lapierre dans un ouvrage intitulé : le Pouvoir politique et les Langues.

Langues.

Ce travail est d'abord une vaste enquête sur les problèmes linguistiques qui se posent, avec plus ou moins de virulence, dans le monde, du Canada à Sri-Lanka, en passant par la Belgique, l'Afrique, la Suisse et l'URSS, le Maghen et les Etats-Uris.

Maghreb et les Etats-Unis.
L'auteur s'arrête sur quelques situations qui lui paraissent exemplaires et examine, tour à tour, la question linguistique dans le modèle de l'Etat fédératif et dans celui de l'Etat unitaire. La Confédération helvétique illustre le premier, la France le second. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit

Parler et entendre

d'étudier l'attitude du pouvoir dans le maniement de cet instrument qu'est la langue, ou les langues. L'Europe fournit des exemples d'« Etat-nation » qui, dans leur quête d'unité, n'ont pas emprunté les mêmes voies. Jean-William Lapierre observe qu'un Etat unitaire peut institutionnaliser le plurilinguisme dans certaines parties de son territoire, comme le prouvent l'Italie et l'Espagne. « Au rigide modèle jacobin français d'unité par l'uniformité, les deux autres démocraties latines, après les dictatures nationalistes de Mussolini et, Franco, ont préféré la pratique souple de l'union dans la diversité », écrit-il, en reconnaissa que tous les conflits n'ont pas été évités pour autant.

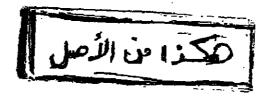
évités pour autant.

La France, où le français n'était d'un usage courant que dans une quinzaine de départements du centre en 1794, a opté pour le centralisme linguistique. Si l'on découvre aujourd'hui les méntes de la société multiculturelle, la tendance de fond n'a guère changé et, selon l'auteur. « le modèle de l'Etat-nation unitaire tient hon a.

Dans d'autres cas, la langue est enjeu de pouvoir et les conflits traduisent les rapports de forces de communautés différentes vivant dans le même espace géographique. Comme le note Jean-William Lapierre : e Il n'y a pas de conflits « purement » linguisti-ques, quand bien même la revendication de l'usage légitime de la langue « matemelle » est princiale dans le mouvement social et l'action politique. » « Il nous est apparu, ajoute-t-il, que l'enjeu de la langue est en général lié à des repports de domination économique et politique. 3

L'auteur plaide pour le respect des minorités et le droit de parler sa langue, mais pas seulement celle-là. Il envisage une Europe fédéraliste et répète qu'un Etat fédéral « n'est pas une tour de Babel ». Cependant, il avertit les Européens, et notamment les Français : « Le multilinguisme d'une Fédération exige, pour la comprehension mutuelle, le plurilinguisme des citoyens et la réciprocité dans la communication interethnique. Des Etats-Unis d'Europe - ou mieux : une Union des pauples d'Europe — où les communautés linguistiques se développeraient dans l'autonomie culturelle sont impossibles si les Européens ne font pas l'effort de devenir au moins trilinaues... » Parier sa langue, oui, mais aussi parler celle des autres : c'est le prix de la communication.

★ Le Pouvoir politique et les Langues. de Jean-William Lapierre, PUF, 297 p., 148 F.



JUSTICE

Les assassins de Georges Besse devant les assises de Paris

L'avocat général requiert la réclusion à perpétuité contre les quatre accusés

ce qu'elles appellent un symbole. »

En demandant à la cour d'assises de Paris de condamner Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani à la réclusion criminelle à perpétuité assortie de la peine de sûreté de dixhuit ans qui leur interdira, durant cette période, tout espoir de libéra-tion, l'avocat général, M. Raymond Galiber d'Auque, n'a assurér vendredi 13 janvier, pas causé de surprise. On devait savoir dans le courant de la journée de samedi si les sept magistrats constituant cette cour d'assises spécialement composée allaient ou non suivre ces réquisi tions. Ils avaient auparavant à écounons. Ils avaient auparavant à écou-ter les défenseurs, qui devaient commencer de plaider dans la mati-née de samedi, les quatre accusés paraissant disposés à se montrer de nouveau pour entendre leurs avocats, ce qui n'excluait pas de leur part quelque déclaration complé-

C'est qu'en effet ils avaient eu vent, à ce moment, de propos de l'avocat général tout à fait susceptibles de leur inspirer un désir de réplique. Car M. Galiber d'Auque, en dépit de leur absence, ne s'est pas contenté de démontrer la façon dont fut préparé l'assassinat de Georges Besse, ni celle dont il fut réalisé. Il ne s'est pas contenté non plus de dire pourquoi Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron lui apparaissaient, à la lecture du dossier, avoir été, sans aucun doute possible, les auteurs principaux, la complicité active de Rouillan et de Cipriani ne pouvant elle non plus être discutée, pas plus que les circonstances aggravantes de préméditation et de guet-apens.

< Un crime reste un crime >

Le représentant du ministère public entendait aussi donner une réponse au discours d'Action directe. Il le fit en conclusion d'un propos rigoureux mais sobre dans le fond comme dans la forme et sous lequel on pouvait déceler une certaine émotion. *« Je sais bien*, dit-il. que le remords est impossible pour eux. Ce serait une facon inaccepta-ble de démobiliser les sympathi-sants. Je sais aussi qu'à leurs yeux l'exécution politique ne serait pas un crime car les mobiles seraient purs, même si on ne les approuve pas. Mais tuer un homme comme le fut Georges Besse ou lancer une hombe dans une rue de manière aveuale, tout cela est de même nature. C'est pourquoi la société bourgeoise, comme ils disent, ne rendant plus aujourd'hui la mon-naie de sa pièce, la réclusion criminelle à perpétuité reste le seul châtiment convenable que vous appliquerez et que vous assortirez de cette peine incompressible de dix-huit ans pour ceux qui ont clairement promis de recommencer à la

Sur quoi M. Galiber d'Auque enchaîna en ces termes sa véritable

· Vous vous souvenez de la phrase lancée par Nathalie Ménigon: « Nous ne sommes pas, vous a-t-elle dit, des citoyens de votre

comme démuni, désarçonné devant ce qu'il a appelé . un crime volontairement spectaculaire qui entrainera un effet de surprise et de peur tel que de nombreux témoins du drame en seront, dans l'instant, figés de stupeur, comme immobilisés dans un arrêt sur image ». Pour lui comme pour tant d'autres, « le plus horrible, le plus choquant, c'est que les tueurs soient des tueuses, deux jeunes femmes pas-

 Le plus horrible, le plus choquant, dira l'avocat général, c'est que les tueurs soient des tueuses, deux jeunes femmes passionnées, déterminées, en apparence insensibles, et qui n'ont pas agi pour des raisons personnelles. mais uniquement pour abattre

Il n'en reste pas moins que je veux m'adresser à eux. Ces juges que vous vilipendez montrent à votre égard une patience qu'aucune de ces démocraties dont vous rêvez ne vous consentirait. Vous êtes-vous aussi demandé pourquoi ce pays dont vous dites qu'il est un repaire d'exploiteurs et de tortionnaires est tenu par tous les exploités du monde entier comme un repaire de liberté? Vous parlez sans cesse des contradictions du capitalisme, de celles de la bourgeoisie sans voir ce que tous les autres voient, à savoir que vous êtes vous-mêmes un tissu de contradictions. Car vous profitez, ô combien! de toutes ces

conquêtes du capitalisme que vous dénoncez. Vous vivez dans l'opu-lence des voleurs en prêchant la misère pour tous. Apprenez à relati-viser vos certitudes. Ecoutez le monde au lieu de vous enfermer dans votre univers manichéen et retenez qu'un crime reste un crime neaux dont on l'habille. C'est cela la seule leçon de ce procès. Voyezvous, au-delà de la nécessaire justice, mon seul souhait serait que ce drame dont on se demande si vous en avez été des acteurs conscients ou des funambules vous conduise à une révision déchirante de votre culture politique, pour ne pas dire de votre

Telle fut donc la réplique aux propos de ceux qui entendaient, le premier jour, justifier un acte de droit commun par des raisons dites politiques.

confirmé, avec l'aide de son coéqui-

pier suédois Bruno Berglund, toutes

ses qualités. Un bon pilote, au volant

d'un bolide qui a fait ses preuves, et

une équipe de professionnels for-ment un cocktail sans surprise. A

preuve, la deuxième 405 turbo 16 confiée à Jacky Ickx aurait pu gagner... si la fameuse pièce de

10 francs était tombée sur l'autre

Il suffit donc d'écrire que Peugeon

a, une nouvelle fois, remporté

l'épreuve. Comme lors des deux pré-

cédentes éditions. Trois participa-

tions, trois victoires et point final,

Un vieux

comple

plus serrée. L'Italien Franco Picco,

le barbu à la Yamaha Belgarda, a

disputé jusqu'au bout le privilège

d'afficher son nom an palmarès. Mais son adversaire de toutes les

étapes, le Français Gilles Lalay, a

1988, il ne me manque plus qu'une

première place et je la veux pour

1989 », affirmait avant le départ de

Paris le pilote de la Honda Roth-

mans. Une ambition qui l'animait tout au long des 10 831 kilomètres

de l'épreuve. Elle l'a soutenu dans

les moments difficiles - comme son

« Second en 1986 et troisième en

mis un terme à ce rêve.

Pour les deux rones, la lutte a été

cette compétition.

culture tout court. >

insensibles et qui n'ont pas agi pour des raisons personnelles mais uni-quement pour abattre ce qu'elles appellent un symbole ».

Cette façon de tuer comme on efface un homme tenu pour « une pièce du système capitaliste » c'est cela encore qui « apparait effrayant » au représentant du ministère public. Il dira encore, après avoir retracé l'histoire du mouvement Action directe depuis ses origines et énuméré les attentats et les crimes antérieurs, que l'on peut se demander, à la lecture du dossier, si la date fixée pour l'assassinat de Georges Besse n'avait pas pour objet d'intimider les jurés qui devaient être appelés, quinze jours plus tard, à juger Régis Schleicher et les frères Halfen, qui avaient alors à répondre de la fusillade mortelle de l'avenue Trudaine. Il devait effectivement apparaître que ces jurés, menacés d'ailleurs ouverteduisirent, les uns après les autres, des certificats médicaux pour justi-fier leurs départs successifs au point que l'on se trouva dans l'impossibilité de poursuivre le procès.

Une réprobation unanime

La première partie de cette cinquième journée avait été occupée par le propos de Mª François Sarda au nom de M= Françoise Besse et de ses cinq enfants, ainsi qu'au nom de la régie Renault, représentée par

M. Raymond Lévy, et constitué partie civile les uns et les autres.

· C'est que, dit Mª Sarda, il y a une totale solidarité entre la famille de Georges Besse et la Régie. Certes, si Georges Besse n'avoit été que mari et père il n'aurait certainement pas été assassiné, mais parce qu'il était le PDG de Renault les cusés se sont aussi arrogé le droit de tuer le mari et le père. »

Ce qu'entendait d'abord mettre en évidence l'avocat, c'est l'unani-mité de la réprobation soulevée par le crime du 17 novembre 1986. Elle fut exprimée aussi bien par la CGT que par FO et la CFDT, par M. André Sainjon que par MM. André Bergeron et Edmond Maire. De même, du côté des « poli-tiques », M. Philippe Séguin, alors ministre des affaires sociales, rejoignait dans la dénonciation sans équi-voque MM. Laurent Fabius, Michel Rocard ou Jean-Pierre Chevène-

M° Sarda avait ensuite parlé de la carrière d'un homme aux origines modestes, « fils d'un monteur de lignes des PTT, pur produit des écoles de la République ». C'est cet homme, dit encore M° Sarda, que calvait en la grant des des constants de consta saluait, voici plus de vingt ans à Pierrelatte, pour lui remettre les insignes de chevalier de la Légion d'honneur, le général de Gaulle, qui voyait en lui « l'un des auteurs de réalisations qui permettent de montrer ce dont un peuple est capable », tandis que sa mort fera dire à M. François Mitterrand : « La France perd un de ses « numéro

Pour définir les accusés, Me Sarda aura cette formule : « Des exterminateurs au nom d'un prolé tariat qui ne les a pas mandatés, marginaux enfermés dans un romantisme noir mais qui ne vien-nent pas du chômage et ne négligent pas le confort, comme l'a montré la découverte, à Vitry-aux-Loges, d'un million de francs en devises de toutes sortes. >

Quelle sera la défense, s'est enfin demandé l'avocat de la partie civile : t-on contester les faits? Chercher à faire naître le doute pour l'un ou pour l'autre? Entendrons-nous une défense de justification comme elle semble s'être dessinée? Nous parlera-t-on d'un accident de parcours politique?

A l'heure actuelle. Me Sarda sait à quoi s'en tenir. En tout cas, il restera toujours, après ce procès, ce qu'il a appelé l'amertume laissée par une mort vaine et absurde donnée par de faux justiciers orgueil-

leux ». JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

RAID-MARATHON: le onzième Paris-Dakar

Victoires sans lendemain

La onzième édition du raid-marathon Paris-Dakar a pris fin,

vendredi 13 janvier, sur les victoires du Finlandais Ari Vatanea

(Pengeot 405 turbo 16) et du Français Gilles Lalay (Honda), Après

l'arrivée. Après trois succès consécutifs, Peugeot, écarté des raids-marathons en 1990 par les règlements de la Fédération internatio-

nale du sport automobile, a fait ses adieux au Dakar, tout comme

ne course assez terne, l'ambiance n'était pas vraiment à la fête à

DAKAR de notre envoyé spécial

SPORTS

Foule habituelle, invités en nombre et concurrents enfin détendus, le raliye joue son final sur les bords du lac Rose. Dakar a ensuite droit à sa fête annuelle. La capitale du Sénégal recoit vainqueurs et finalistes avec la même fièvre.

Sur la place de l'Indépendance, onnes de la chambre de commerce et la façade du ministère des affaires extérieures, les banderoles publicitaires flottent au vent. Ce vent, fidèle compagnon de l'éprenve depuis qu'elle a débarqué sur le continent africain, vient rendre un ultime hommage. Il souffle une dernière fois sur ces hommes qu'il a sans doute pris en amitié à force de les côtoyer. Il les a vus déjouer les pièges des pistes et se sortir des pires difficultés d'un parcours sans concession.

Alors, pour le meilleur d'entre eux, il était logique qu'il embouche ses trompes. Dans cette onzième édition du rallye, le motard classé premier l'emporte d'une longueur d'avance sur le gagnant de la catégo-rie automobile. Non que les prouesses du Finlandais Ari Vatanen soient en cause, mais la méthode employée par l'écurie Peugeot pour choisir son vainqueur a quelque peu diminué l'éclat de son exploit.

• SKI ALPIN : Coupe du monde. Le Luxembourgeois Marc Girardelli a remporté la première descente de Coupe du monde de sa carrière, vendredi 13 janvier à Kitzbühel (Autriche). Il a devancé l'Italien Mair et l'Autrichien Rupp. Denis Rey, le premier français, a terminé vingtcinquième. La Suissesse Michela Figini a gagné la deuxième descente de Grindelwald (Suisse) devant la Française Carole Merle et sa compe-triote Meria Walliser. erreur de navigation dans le

Honda, qui a remporté cinq victoires, dont quatre consécutives. Vatanen, devenu après ses deux Ténéré, - qui lui a fait perdre une victoires le « roi de l'Afrique », a

Gilles Lalay et la moto forment déià un vieux couple. « Ce sont des copains de la région parisienne qui m'ont transmis le virus alors que je n'avais encore qu'une Mobylette bleue », assure le grand jeune homme. Dès l'adolescence, il particine à des épreuves d'endurance et gagne son premier titre de champion de France junior à dix-sept ans. La voie est tracée pour l'enfant un peu timide. « Mes parents ne se sont pas opposés à mes choix puisque je n'avais pas d'accident -. Fort de cette confiance, il décide alors de continuer à affronter les parcours glissants, à avaler les buttes et à foucer dans les ravines. Rapidement leader du tout-terrain, il giane des titres en Europe et dans les rallyes africains. Mais, à vingt-six ans, il

n'avait pas encore triomphé du plus célèbre d'entre eux. A Pevrat-le-Château, dans le nord du département de la Haute-Vienne, où il vit avec sa semme et sa fille, le pilote se prépare alors à mettre un terme à ce manque. Il veut oublier ses places an bas du podium et surtout cet épisode de 1987 où il avait été disqualissé pour avoir franchi la ligne d'arrivée de l'étape d'Agadès en poussant sa machine, dont le moteur défaillait : « Mon plus mau-

vais souvenir. » • Je sais partie des anciens de l'épreuve tout en figurant parmi les plus jeunes engagés « aime à répéter ce pilote. Son expérience alliée aux performances du bicylindre Honda a

eu raison des embûches. Gilles a gagné le kart promis par son directeur sportif. « Ca tombe bien, j'aime tous les jouets », assure ce pas-sionné des balades dans son « pays

Il affirme avoir en peur dans cette épreuve, mais conclut : « Je dois être présent l'an prochain; j'y suis moralement obligé ». Un pari peut-être difficile à tenir puisque la marque Honda a annoncé qu'elle allait se retirer du rallye. « Si je ne réussis pas à trouver un guidon d'usine je serat obligé de courir avec les pilotes privés ». dit Gilles Lalay, le champion qui refuse d'être considéré comme une star.

SERGE BOLLOCH.

Classement final

• Autos. — 1. Vatanen-Berglund
(Fin-Sué. Peugeot 405 turbo 16), 26 h
25 min 40 s; 2. Ickx-Tarin (Bel., Peugeot 405 turbo 16) à 3 min
44 s; 3. Tambay-Lemoyne (Fra., Mitsubishi Pajero) à 3 h 55 sec 34 s;
4. Fréqueim- Fenouil > (Fra., Peugeot 205 turbo 16) à 5 h 43 min 44 s;
5. Meike et Kees Tijsterman (P.B., Mirsubishi Pajero) à 6 h 33 min
13 s; 6. Shinozuka-Magne (Jap.-Fra., Mitsubishi Pajero) à 7 h 5 min;
7. Fomenay-Musmara (Fra., Mitsubishi Pajero) à 8 h 29 min 22 s;
8. Wambergue-Gueheanec (Fra., Peugeon 8. Wambergue-Guehennec (Fra., Peugent 205 turbo 16) à 9 h 2 min 16 s; 9. Soppi-Pelancoli (Ita., Mercodes 600) à 11 h 4 min 23 s; 10. Da Silva-Thomas (Fra., Mitsubishi Pajero) à 13 h 5 min

• Motos. - 1. Lalay (Fra., Honda), 61 h 6 s; 2. Picco (Ita., Yamaha) à 35 min 47 s; 3. Morales (Fra., Honda) à 36 min 12 s; 4. Peterhansel (Fra., Yamaha Sonauto) à 1 h 5 min 58 s; 5. Neveu (Fra., Yamaha) à 3 h 22 min 27 s; 6. Orioli (Ita., Cagiva) à 4 h 4 min 25 s; 7. Mas (Esp., Yamaha) à

4 h 9 min 45 s;
8. Daures (Fra., Honda) à 4 h 43 min
27 s; 9. Marinoni (Ita., Yamaha) à 5 h
46 min 9 s; 10. Bacou (Fra., Ecureil

SCIENCES

Le redémarrage du surgénérateur de Creys-Malville

Le feu nucléaire dans le cœur de Superphénix

CREYS-MALVILLE

de notre envoyé spécial

Un grand pas a été franchi dans la matinée du samedi 14 janvier avec la divergence du réacteur surgénérateur Superphénix, construit sur le Rhône à une cinquantaine de kilomètres en amont de Lyon.

Le feu nucléaire brûle à nouveau dans le cœur de cette centrale. Avec cette opération, préparée dès ven-dredi soir, l'exploitant de la centrale la NERSA (1) – ouvre un non-veau chapitre de l'histoire mouvementée de ce réacteur prototype de 1 300 MW, quarante-huit heures seulement après qu'une autorisation de redémarrage lui a été donnée par les pouvoirs publics. Bien que spectaculaire et impatiemment attendue, cette divergence n'a pas donné lieu sur place à des débordements d'enthousiasme incontrôlés. « Nous alions opérer très calmement», a déclaré le chef de la centrale, M. Pierre Schmitt. D'abord parce qu'il s'agit, comme pour tout réacteur, fut-il surgénérateur comme Superphénix, de procédures délicates à conduire. Ensuite parce que, après l'épisode de la fuite du barilet, apparue en mars 1987 et qui a conduit à un arrêt de l'installation de près de vingt mois, personne ne veut prendre le risque d'avoir à faire face à un incident si minime soit-il.

D'ailleurs, la puissance développée lors de la divergence par l'apparition des premières réactions nucléaires dans le combustible ne dépasse pas quelques centaines de KW : soit, le dix-millième de la puissance nominale du réacteur. De plus, il est prévu qu'au cours des quatre on cinq prochaines semaines cette puissance ne dépasse pas MW. Le te de Superphénix de procéder aux contrôles et aux essais nécessaires à la poursuite de ceux intercompus en mai 1987, du fait de l'arrêt de l'installation, et à la requalification des matériels avant fait l'objet d'interventions particulières pendant cet

Ce n'est qu'après que la puissance montera. Petit à petit, par paliers successifs. 10 % d'abord, puis 30 %, puis 50 % pour enfin atteindre les 1 300 MW. Ces opérations

EDUCATION

 Les syndicats d'enseigna mettent en garde le gouvernement. – Avant même l'ouverture des négociations avec le ministère de l'éducation nationale, le mardi 17 ianvier, sur la revalorisation de la profession, les syndicats d'enseignants mettent en garde le gouvernement. Pour protester contre les propositions sur l'école exprimées par M. Michel Rocard (le Monde du 3 janvier), le Syndicat national de lycées et collèges (SNALC-CSEN) n'exclut pas d'appeler à une grève générale ∢ éventuellement avec d'autres syndicats ». Des contacts ont été établis avec son principal concurrent, le SNES, qui réunira, quant à lui, un conseil national le

DÉFENSE

 Deux morts dans une collision aérienne en Allemagne fédérals. — Un Tornado britannique et deux Alpha-Jet ouest-allemands sont entrés en collision, vendredi 13 janvier, au-dessus du village de Wiesmoor, à 80 km au nord-ouest de Brême (lire nos demières éditions du 14 janvier). Les deux hommes d'équipage du Tomado et l'un des pilotes ouest-aliemands ont été tués. Le pilote du second Alpha-Jet a réussi à poser son avion sur une base sérienne proche. C'est le premier accident d'avions militaires en Allemagne fédérale en 1989, après une année 1988 marquée par une vingtaine d'accidents, dont le plus grave (soxanta-dix morts) a eté provoqué par la chute de trois appareils de voitige itiliens sur la foule des spectateurs au meeting de Ramstein.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde **ÉCONOMIE**

devraient prendre deux mois supplé-

Difficile de faire mieux en effet. D'abord parce que l'installation, qui est un prototype, n'intervient que de facon marginale dans la production nationale d'électricité. Ensuite parce que la centrale n'a pas l'autorisation de fonctionner au-delà du la septembre. Par la suite, une nouvelle autorisation devra être demandée par la NERSA. Cette date-butoir n'est pes vraiment un handicap dans la mesure où de toute façon le combustible du cœur, qui a déjà consu quatre-vingts jours de feu nucléaire (2), doit être réarrangé après quatre-vingts jours de combustion supplémentaire. Sans cette opération, le cœur ne pourrait ensuite fonctionner au mieux de ses possibi-

Satisfaction générale

Tout le monde paraît donc satisfait de la situation. A commencer. par les autorités de sûreté, qui ravpellent toutefois que la détection de la fuite de sodium du barillet en mars 1987 - n'a pas été faite par l'exploitant de façon irréprocha-ble » et que, par deux fois, le Service central de süreté des instaliations nucléaires (SCSIN) est intervenu fermement pour arrêter la centrale en mai 1987 et interdire son redémarrage quelques mois plus tard.

Ces rappels à l'ordre et ces désaccords sont aujourd'hui oublies par les deux parties, qui parzissent désormais travailler dans une meilleure entente. « Ce qui n'empéchera pas nos équipes d'être très présentes sur le site, a déclaré le chef du SCSIN, M. Michel Leveyric. Elles le seront d'autant plus que Superqui oblige à faire « de trente à quorante inspections par an là où cinq seulement sont nécessaires pour un réacteur nucléaire à eau légère et à uranium enrichi ».

En attendant, l'exploitant se prépare à une nouvelle échéance. Il doit en effet se prononcer rapidement sur le fait de savoir si le poste de trans-fert de combustible (PTC) qui remplacera le barillet défaillant prévu pour le chargement et le déchargement du cœur du réacteur se fera ou non à partir de la cave de sécurité de ce même barillet. Une réponse impérative sur ce point est nécessaire avant la fin du mois de juin pour que l'exploitant dispose dans le courant du printemps on de l'été 1991 d'une centrale nucléaire équipée enfin de toutes ses composantes. Fante de quoi, la facture, déjà importante -350 millions de francs, - de cet arrêt prolongé de Superphénix et celle de la construction de cette pièce essentielle pourrait s'alourdir

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) La NERSA regroupe les intérêts l'Electricité de France (51 %) pour la France, d'EMEL avec 33 % pour l'Italie et de SBK pour l'Allemagne avec 16 %. Outre les intérêts allemands de la RWE, SBK regroupe aussi ceux de la Belgi-que, de la Grando-Bretagne et des Pays-Bas.

(2) Il s'agit de l'équivalent de quatre-vingts jours de fonctionnement à pleine puissance. A l'origine, le réacteur de Superphénix avait un potentiel total de quatre cent cinq jours.

La mort du botaniste René Nozeran

René Nozeran, ancien professeur de botannique à l'université d'Orsay (Paris-XI) et membre du comité central du Parti communiste de 1970 à 1982, vient de mourir des suites d'un grave accident de voiture survenu il y a phusicurs semaines. Il était agé de soixante-huit ans.

[Né le 28 mai 1920 à Saint-Geniez-d'Oit (Aveyroa), René Nozeran était spécialiste de la morphogEnèse expéri-mentale des végétaux, c'est-à-dire de l'étude des lois et des processus grâces auxmeis les végétaux accordinate auxqueis les végétaux acquièrent leurs formes et leurs structures. Il s'est intéressé, en particulier, à l'hévéa, à la patate douce, à la pomme de terre, ai manioc, etc., ce qui lui a permis d'aboutir à des applications avantageuses pour divers pays, notamment du tiers-monde.

René Nozeran avait adhéré en 1936 messes communistes et, en 1945, 4 25 : ;

3.8%

-11 to

PAIRE

ing in a security

1 1 Sept.

The second

⁷7 3 4 3 3 5 3 4 The state of the same otto teles over a

No. of the Burn.

et major.

Culture

Le limogeage de Daniel Barenboïm

Redéfinir l'Opéra

(Suite de la première page.)

emcléaire dans le con

W. S. E. M

The same

& Superphenix

A propos de Boulez : « C'est dommage pour moi de voir que l'une des deux plus grandes personnalités musicales françaises n'est pas à mes côtés, mais qu'y puis-je?

Dans la matinée de ce même vendredi, onze personnalités de renommée internationale avaient adressé um message aux plus hantes auto-ntés de l'Etat, exprimant leur soli-darité avec Barcobolm; il s'agit de Boulez, Giulini, Karajan, Softi, Jes-sye Norman, Chéreau, Kupfer, Peter Stein, Dohnanyi, Mehta et Peduzzi. Ils indiquaient que les conditions de leur participation (à la programmation établie par Barenbolm) seraient remises en cause • si « Barenboim n'était pas maintenu dans ses fonctions ». M. de La Palice aurait sûrement approuvé cette formule, mais non pas Carlo Maria Giulini qui, à Milan, inter-rogé au téléphone par Maurice Fleu-ret, ce jour-là à 14 heures, affirmait qu'il n'était pas au courant et que personne ne l'avait appelé.

Au cours de cette conférence de presse, M. Pierre Bergé a encore confirmé la nomination de Rudolf Nourcev comme directeur artistique du palais Garnier ; la direction générale a été offerte ces jours derniers à M. Jean-Albert Cartier qui n'a pas encore donné sa réponse.

Des comptes fantastíques

Enfin, à propos du départ de Henri Oechslin, directeur de la scène à l'Opéra-Bastille, il a indiqué que cette décision intervenait à la demande de René Gonzalez (le nouveau directeur) « qui ne pouvait pas travailler avec lui ». Sans donte, ce l brillant technicien, venn de la Monnaie de Bruxelles, ne voyait pas comment faire coexister les répéti-tions d'un Stein ou d'un Chéreau avec un théâtre qui joue tous les soirs; conception qui était la

négation même du projet de l'Opéra-Bastille!

On se retrouve là au point de départ, ou au pied du mur si l'on présère. Le pari de l'Opéra-Bastille est de jouer souvent (deux cent vingt soirs environ) avec une excellente qualité artistique, comme les Opéras de Berlin, Londres, Franc-fort ou Leningrad. La conception de Barenboum, Chéreau et Boulez est de fabriquer à n'importe quel prix un petit nombre de spectacles, donnés en peu de soirées, mais surpassant ceux de Bayreuth et de Salzbourg (ce qui n'est pas toujours dif-ficile).

Pour le projet de l'Opéra-Bastille, l'Etat français s'est engagé depuis 1982, mais il refuse le superfestival qui nous relancerait dans l'enfer des comptes fantastiques et mettrait en danger tout ce qui reste de la politi-que musicale. Qu'on demande aux conservatoires, Orchestres et Opéras de province ce qu'ils pensent des conceptions de Barenboim sur l'Opéra-Bastille. Après cette crise d'une extrême

violence, il faut maintenant s'appliquer à construire solidement l'édifice pyramidal des Théâtres de l'Opéra de Paris : rendre un statut et un - destin > à la salle Favart (à laquelle Pierre Bergé s'est dit très attaché) avec l'aide de partenaires privés; rassurer le personnel du palais Garnier, qui ne sait toujours pas ce qu'il va devenir à la fin mai quand le théâtre fermera pour travaux; préparer la séparation et la formation des personnels des deux Théâtres; mettre en route les procédures techniques, artistiques et commerciales du nouvel édifice; établir enfin une programmation brillante, mais rationnelle, largement ouverte, pour les premières saisons.

On sonhaite à l'Opéra-Bastille de travailler dans le calme et le silence, de découvrir peu à peu les merveillenses qualités de sa maison, jusqu'à l'ouverture du 13 juillet prochain.

JACQUES LONCHAMPT.

L'ascension d'un chef

Lorsque Daniel Barenboim fut nommé à la tête de l'Orchestre de Paris, en 1975, sa cote d'amour était au beau fixe. Cet ancien élève d'Edwin Fischer (pour le pieno), de Nadia Boulanger et d'Igor Marke-vitch (pour la direction d'orchestre), incamait, mieux qu'aucun de ses confrères de la même génération, l'idée que l'on se faisait alors du musicien : présent sur tous les musicari : present sui tous les fronts avec un égal bonheur, le jeune planiste enthousiasme par l'absence de préméditation, le natu-rel de ses interprétations. Qu'il joue seul, avec orchestre, ou au sein du formidable trio qu'il avait fondé avec sa femme Jacqueline Dupré et le violoniste Pinchas Zukerman, il s'attache les faveurs du public, des musiciens, de la critique (pour une fois réunis en une belle unanimité). Quelques années auparavant, sa venue à Paris avec l'English Cham-ber Orchestra pour donner l'intégrale des concertos de Mozart reste même dans les mémoires comme l'un des événements musicaux de ces vingt demières années. Paris fétait Barenboim comme Annur Rubinstein avant-guerre. N'altions-nous pas jusqu'à l'appeler «Dany»?

De l'action au pouvoir Accueilli donc comme le Messie

par un Orchestre de Paris encore sous le choc de la disparition pré-maturée de Charles Munch, des passages éclairs de Karajan et de Solti, Daniel Barenboim tout jeune alors (il n'a que trente-trois ans) prend sa mission à cœur. Présent, attentif, ouvert au dialogue, il remodèle peu à peu l'orchestre, l'ouvrant davantage au répertoire classique, post-romantique allemand et contemporain. S'appuyant sur une politique d'invitation prestigieuse, sur une programmation inventive, il années, cependant, quelques coups redonne confiance aux musiciens. Ses efforts sont couronnés de succès. Au point qu'on peut affirmer que, grâce à Daniel Barenboim – et à lui seul, – Paris a retrouvé sa ace parmi les grandes capitales de le musique. Au bout de quelques



de canif dans le contrat se traduisent par des remous dans un ensemble qui n'est plus unanime. Hier tout occupé à remodeler l'orchestre, Daniel Barenboim quitte le terrain de l'action pour

grognent de voir qu'ils ne servent bien souvent que de faire-valoir à leur patron. En tournée, l'orchestre n'emmène jamais de soliste (Barenboim cumulé ces deux fonctions); lors d'un voyage au Japon, ils acceptent difficilement toute la place sur l'affiche et qu'il ose donner un bis au piano à l'issue d'un concert. D'autres supportent mai que l'Orchestre de Paris serve aux répétitions pour Bayreuth. D'autres, enfin, aimeraient que leur chef enregistre avec eux les grandes couvres du répertoire qu'il grave généralement avec des orchestres plus en vue.

De coups de gueule en humiliations, les relations entre Daniel Barenboim et ses musiciens se crispent. Les concerts deviennent de moins en moins bons (l'orchestre se faisant un devoir de jouer de mieux en mieux avec les chefs invités...). Sagement, Daniel Barenboim decide de laisser la place à Semyon Bichkov pour prendre la Bastille. On

connaît la suite et son dénouement. Pour être juste, il faut bien dire que cette sinistre affaire n'est pas de la seule responsabilité de Daniel Barenboim. Il s'est tout de même trouvé un premier ministre (Jacques Chirac), un ministre de la culture budget (Alain Juppé), pour accéder aux demandes du chef d'orchestre. Pour couronner le tout, il s'est trouvé un président de la République (aidé de quelques conseillers) pour lancer un projet – un deuxième Opéra (1) – dont l'impé-rieuse nécessité ne se faisait (et ne se fait toujours pas) sentir. En fait, cette affaire prouve une fois de plus l'incapacité congénitale du politique en France à gérer le musical, il fau-dra bien un jour évaluer objectivement les effets profonds de la réforme de Marcel Landowski et cesser de tuer le veau gras pour ment-exilé-en-1966 et dont on sait que son action n'a pas été sans effets sur le déroulement cahotique de l'affaire de la Bastille.

ALAIN LOMPECH.

(1) Qu'arriverait-il si un gouverne-ment italien annonçait l'édification à Milan d'un Opéra destiné à remplacer la Scala désormais vonce au ballet? Il tomberait en vingt-quatre heures... Mais l'Italie a une culture musicale.

Une histoire mouvementée

6 mail

C'est le 9 mars 1982 que M. François Mitterrand, président de la République, prit la décision de créer à Paris, place de la Bastille, un nouvel Opéra, avec en particulier une grande construction a été menée à bien depuis 1985, sur les plans de l'architecte canadien Carlos Ott, et le bâtiment devrait être livré au personnel artistique en avril

Après le refus de Gérard Mortier, directeur de la Monnaie de Bruxelles, pressenti comme directeur en 1985, une période de grand trouble a débuté lors des élections législatives de 1986, car le gouvernement de M. Jacques Chirac a hésité ensuite sur la destination à donner à cet édifice.

A la suite du rapport établi par M. Raymond Souble en

mai 1987, M. François Léctard, ministre de la culture, rendait à la Bastille sa vocation première. Le 30 juillet, Daniel Barenboim était nommé directeur musical et artistique, et Pierre Vozlinsky Tous deux présentaient le 31 mars 1988 le programme de leurs trois premières salsons, lequel éveillait d'emblée de tortes incuiétudes sur la conformité avec le projet initial. Et Pierre Vozlinsky démissionnait le

Le 31 août, M. Pierre Bergé, patron d'Yves Saint Laurent, était nommé président de l'Association des théâtres de l'Opéra de Paris et marquait, dès sa prise de fonctions, la différence de ses conceptions avec celles de Daniel Barenboim. Quatre mois après. on assiste au dénouement.

Le communiqué de M. Pierre Bergé

Voici le texte du communiqué publié par M. Pierre Bergé, président de l'Association des Théâtres de l'Opéra de Paris (ATOP), le 13 jan-

- Le 5 mai 1988, à quelques jours de l'élection présidentielle, M. Daniel Barenboim avait signé avec l'Association pour la préfigura-tion de l'Opéra Bastille un document destiné à régir sa situation de directeur musical et artistique de l'Opéra Bastille.

» Après une étude juridique sérieuse sur la forme et sur le fond, il nous est apparu que ce document n'était pas valable, car il n'était pas conforme aux statuts de l'association, notamment en ce aui concerna les pouvoirs conférés à M. Daniel Barenboim

» Dès ma nomination à la présidence de l'ATOP, je me suis rappro-ché de M. Daniel Barenboim et je lui ai proposé de signer un contrat en

bonne et due sorme. De nombreuses négociations eurent lieu et, finale-ment, nous avons fait à M. Daniel Barenboim les propositions suivanies:

» 1) Rémunération annuelle : -3600000 F comprenant son salaire de directeur musical et trente

représentations lyriques ou concerts symphoniques; plus 80 000 F pour les représentations supplémentaires. qui étaient fixées au nombre de cinq (soit une garantie de 4 millions par an), c'est-à-dire environ la moitié de la rémunération prévue initialement pour une présence effective de quatre

» 2) Pouvoirs:

cas, nous proposions de réduire son

» Deux propositions ont été faites à M. Daniel Barenbolm: - - soit il conservait la direction artistique qu'il exigeait et, dans ce

teur musical, d'établir la programmation et de choisir les metteurs en scène, et, de son côté, le directeur musical était chargé de choisir les chefs d'orchestre invités et la distri-

contrat à deux années, et nous lui demandions d'être présent à Paris

plus longtemps que les quatre mois

» – soit il tenait à un contrat de

opositions étaient les sulvantes : le

quatre années et, dans ce cas, nos

directeur de la Bastille était chargé,

en étroite concertation avec le direc-

- M. Daniel Barenboim a répondu non à toutes ces propositions. Comme il avait été convenu, les négociations se sont terminées ce jour, vendredi 13 janvier 1989, à

- En conséquence, je déclare vacant le poste de directeur musical M. Pierre Bergé confirme la nomination de M. Dominique Meyer comme directeur général de l'Association des Théâtres de l'Opéra de Paris, en remplacement de M. Alain Pichon, démissionnaire (le Monde du 13 janvier), M. Jean-Philippe Saint-Geours demeurant directeur général du Théâtre national de l'Opéra de

Dans le même communiqué.

Dominique Meyer, trente-trois ans, a été chargé de mission au ministère de l'industrie de 1980 à 1984, conseiller technique au ministère de la culture, charge des industries culturelles et du cinéma (1984conturelles et du cinema (1964-1986), conseiller auprès du président de l'Etablissement public et du prési-dent de l'Association de préfigura-tion de l'Opéra Bastille (1986-1988); depuis mai dernier, il était à nouveau conseiller technique au cabinet du ministre de la culture, chargé de l'audiovisuel et du cinéma.

BICENTENAIRE

Un quotidien pour 89

Créé à l'initiative de Nicolas Cree à l'initiative de Micolas Miguet, qui s'est jusqu'à présent spécialisé dans la presse boursière et financière, animé par Benoît Rayski et Dominique Jamet, respectivement ancien rédacteur en chef du Matin et du Quotidien de Paris, un Quotidien de 89 verra le jour à parur du 16 janvier.

Selon ses responsables, ce quoti-dien, de diffusion nationale, devrait à la fois évoquer et commenter l'actualité d'il y a deux cents ans, notamment par le recours à la publi-cation en fac-similé de journaux de l'époque, rendre compte de l'actua-lité du Bicentenaire et établir chaque fois que l'opportunité le suggé-rera un lieu entre l'actualité et

Carrier in the second

l'histoire. De format demi-tabloid, le Quoti-De format demi-tablold, le Quoti-dien de 89, qui comprendra huit pages et sera vendu 3 francs, a d'ores et déjà reçu, ont indiqué lundi 9 janvier ses promoteurs, le patro-nage des historiens François Furet, Jean Tulard et Emmanuel Le Roy Ladurie, Plusieurs historieus spécia-lieux d'assecte variés de la période listes d'aspects variés de la période révolutionnaire devraient aussi apporter leur concours à cette publi-cation, qui fera place aussi, selon M. Rayski, à « l'humeur » ct « éventuellement (...) à la passion ».

Le tirage du premier numéro du Quotidien de 89, dont la diffusion sera assurée par les Nouvelles messageries de la presse parisienne, devrait atteindre 200 000 exemplaires. M. Miguet, qui escompte un tirage moyen compris entre 30 000 et 50 000 exemplaires, situe le seuil

d'équilibre de cette publication entre 10 000 et 11 000 exemplaires vendus en kiosque ou par abonnement et évalue le risque financier maximal de son entreprise, dans l'hypothèse la plus défavorable, à 1,5 ou 2 millions de francs.

L'une des huit pages du Quotidien de 89 sera ouverte à la publicité. M. Mignet se propose de récompenser les initiatives les plus

créatives qui pourraient être prises en ce domaine par les publicitaires. Aux yeux de ses responsables, ce quotidien de complément . devrait avoir vocation, en cas de succès, à devenir ultérieurement le

Quotidien de 90, puis de 91...

★ Le Quotidien de 89, 18, rue des Ecoles, 75005 Paris.

« Freaks » et la suite aux Bouffes du Nord

THÉATRE

A partir du 17 janvier, les Bouffes du Nord accueillent Freaks, d'après le film de Tod Browning, spectacle de Geneviève de Kermabon créé l'été dernier à Montpellier et à Avignou. C'est, dans un climat surréel, une intrigue romantique, et Geneviève de Kermabon donne à ses interprètes une aura de poésie.

A partir du 22 février, c'est le cinéaste Jacques Rivette qui aborde la scène avec trois classiques interprétés par de jeunes comédiens : Tite et Bérénice (Corneille), Bajazet (Racine), le Prince travesti (Marivaux). Les trois pièces doivent se donner jusqu'au 10 juin, avec une interruption au mois d'avril pour recevoir la Royal Shakespeare Company, qui jouera Titus Andronicus, dans la mise en scène de Deborah Warner spectacle dur, drôle, percutant, avec un Titus magnifique, Brian Cox.

Peter Brook reviendra à la mise en scèpe en 1990. Auparavant, il célébrera les droits de l'homme en invitant des troupes d'Afrique du Sud, découvertes en cherchant des acteurs noirs pour la version anglaise du Mahabharata.

de l'Opéra Bastille. » La pianiste Martha Argerich

à la salle Gaveau

Martha Argerich est une artiste qui refuse (comme Sviatoslav Richter, son alter ego) les lois du show-biz classique. Elle pourrait se « contenter » d'apparaître sur les plus grandes scènes, avec les chefs et les orchestres les plus en vue. Elle pourrait jouer les stars. Mais cette femme inquiète, timide, est indifférente à cette carrière qui en fait courir tant d'autres. affolés à l'idée de perdre du ter-

Depuis quelques années, « Martita » ne donne plus de récital, préfère s'adonner aux joies de la musique de chambre. Attention! pas comme certains de ses confrères qui jouent les grands généreux, mais qui se réservent le gros du cachet et créent des sociétés en Suisse. Martha Argerich ne triche iamais. Ni dans la vie ni au biano.

Les 17 et 18 janvier, elle investira la salle Gaveau avec une bande d'amis nour deux soirées exceptionnelles, réitérant l'expérience (réussie) qu'elle avait tentée l'été demier au Festival de La Roque d'Anthéron. Des œuvres de Messiaen, Ravel, Rabinovitch, Beethoven, Rachmaninov. Schnitke, Schubert, Bartok, Strauss et Reger seront jouées par Mantha Argerich ellemēme, les pianistes Nelson Freire (l'un des grands pianistes de notre temps), Alexandre Rabinovitch et Valery Afanassiev, le violoniste Philippe Hirshorn, le vio-loncelliste Mischa Maïsky et les percussionnistes Gaston Sylvestre et Jean-Claude François. Les concerts de la semaine. A n'en pas douter.

★ Salle Gaveau, les 17 et 18 jan-vier, 20 h 30.

Un universitaire niçois découvre une nouvelle source de « la Marseillaise »

MARSEILLE de notre correspondant régional

Le Chant de guerre pour l'armée du Rhin, écrit, dans la nuit du 25 au 26 avril 1792, à Strasbourg, par An avru 1794, a strasbourg, par Rouget de Lisle et qui devint, plus tard, la Marseillaise, ne comportait, à l'origine, que six couplets. Dès juil-let 1792, l'abbé l'essonneaux, un prêtre jureur qui enseignait dans un collège de Vienne (Isère), en ajouta un septième qui passa à la postérité et fut appris dans toutes les écoles de la République.

Si quelques chercheurs avaient établi ce fait, on ignorait encore que l'auteur s'était inspiré de la Lettre à d'Alembert sur les spectacles, écrite en 1758 par Jean-Jacques Rousseau. Cette découverte revient à un universitaire niçois, M. Michel Launay,

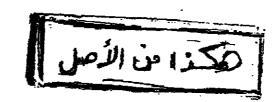
professeur de littérature française et spécialiste de Rousseau, qui a rap-proché le texte du couplet supplémentaire du conseil donné à la fin de son ouvrage par l'écrivain aux républicains genevois.

Rousseau cite un exemple tiré de Plutarque sur les Fêtes spartiates illustrant l'engagement de toutes les générations à mourir pour la patrie. Or l'abbé Pessonneaux a manifestement repris ce thème dans ses vers devenus célèbres : Nous entrerons dans la carrière

quand nos aînés n'y seront plus Nous y trouverous leur poussière et la trace de leurs vertus... qui ont transformé l'hymne de guerre de Rouget de Lisle en hymne national impliquent toutes les géné-

VILIAGE SUISSE **150 ANTIQUAIRES**

78, AVENUE DE SUFFREN 54, AVENUE DE LA MOTTE-PILQUET 75015 PARIS ON VERT DE 10 H A 19 B. LES JEUDI, VENDREDI, SAMEDI, DIMANCHE ET LA NDI.



théâtre

LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

SEUL EN CHAINE. Café de la Gare (42-78-52-51) sam. 22 h. LA TERREUR. Le bateau (42-08-68-99) sam. 21 h.

DE L'ORTHOGRAPHE ET AUTRES OISEAUX RARES. Tour-tour (48-87-82-48) sam. 19 h. ENORME CHANGEMENT DE DERNIÈRE MINUTE. Tristan-Bernard (45-22-08-40) sam. 17 h et

IL DIT QU'IL EST NIJINSKY. Théa-tre Rezand-Barrault (42-56-60-70), Petite salle, sam. 18 h 30.

PIERROT GARDIEN DE L'ORDRE. Marie-Stuart (45-08-17-80) sam. 20 h 30. LE JOUR DE LA LIMACE. Dix-huit théâtre (42-26-47-47) sam. 20 h 30; dim. 16 h.

MONSTRE AIMÉ. Théirre national de la colline (43-66-43-60) sam. 15 h 30 et 21 h; dim. 16 h.

L'ÉCOLE DES FEMMES. Créteil.
Maison des arts (48-99-18-88) sam.
20 h 30; dim. 15 h 30.

SGANARFILE OU LE COCU IMAGINAIRE, LE MARIAGE FORCE.

Cergy. Théâtre des Arts (30-30-33-33) sam. 21 h; dim. 16 h. LES RIDEAUX. Paris Villette (42-02-02-68) sam. 21 h ; dim. 16 h 30. FRÉDÉRIC CHOPIN, OU LE MAL-HEUR DE L'IDÉAL. Gaîté Mont-parnasse (43-22-16-18) sam. 17 h 30 et 21 h; dim. 21 h.

VALLETTI, ÉCRIVAIN DE THÉA-TRE. Cartoucherie. Théâtre de la Tempêta. Salle II (43-28-36-36). Uniquement les samedis à 18 h 30 et les dimanches à 15 h.

ARCANE (43-38-19-70). Bandelaire 20 h 30, dim. 17 h.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Le Timide au palais : 20 h 30, dim. 16 h. ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bërard. Le Terrier : 20 h 30. Salle Louis Jouvet. Mademoi-selle Julie : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Une absence: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Les Deux Jumeaux vénit 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Après Magritte: 20 h 30.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Le jour se lève. Léopold : 20 h 30, dim. 17 h. Salle IL Valletti, écrivain de théâtre : 18 h 30,

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah! Ca rira, ça rira, ça rira !... : CHAPITEAU CHAUFFÉ (CIRQUE AR-

CHAOS) (43-67-56-56). Le Chapitean de cordes : 20 h 30. CHATELET THÉATRE MUSICAL DE

PARIS (40-28-28-40). Dim. L'Incorona-zione di Poppea: 15 h. CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le vio-

lon du temps qui passe : 15 h 30, dim. CIRQUE D'HIVER (48-78-75-00). Astérix: 14 h, 17 h 30 et 21 h, mer., dim. 14 h et 17 h 30.

Mise en scène: Jacques Lassalle

da 6 janvier au 12 février 1989 au Théâtre de l'Est Parisies

En hommage à lacques Lasalle dont le TEP accueille la mise en soène d'AMPRETE TOU de Moillère. Guy RETORE organise les 14 et 15 janvier LES JOURNÉES MOLIÈRE dont le programme sera le suivant :

Renseignements et réservations: 43-64-89-80.
TEP, 159, AVENUE GAMBETTA, 75020 - PARIS (Mª Pellepot - St-Fargest)

Samedi, 10 h 30: Moltère, film d'Ariane Mnouchkine (1º partie).
Samedi, 14 heures: Autour de Mollère, débat conduit par Robert ABIRACHED.
Samedi, 17 heures: Philippe AVRON: quarante-cinq minutes avec Dom Juan.
Samedi, 20 h 30: Amphitryon: mise en scène de Jacques Lassalle.
Dimanche, 11 heures: Molfère, film d'Ariane Mnouchkine (2º partie).
Dimanche, 15 heures: Amphitryon, mise en scène de Jacques Lassalle.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (45-89-38-69). La Galerie. Zaire, on le Fanastisme religioux : 20 h 30. La Resserre. John Gahriel Bork-

man: 20 h 30.
CTTHÉA (47-90-50-37). Les Cruchot, Premiers Adieux: 21 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Une femme sans histoire: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22).

COMEDIE TALLENNE (43-21-22-22).
Les Délices du baiser : 20 h 30.
COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).
Salle Richelieu. Nicomède : 14 h, dim.
14 h, lun. 20 h 30. La Cagnotte : 20 h 30.
D Dim. Hommage à Molière : 14 h et
20 h 30. Fin de partie : 20 h 30.

DÉJAZET-T.L.P. (42-74-20-50), Le Tour du monde en quatre vingts jours : 20 h 30, mer., dim. 15 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François : 15 h 30 et 21 h, dins. 15 h 30.

DIX-HUIT THÊATRE (42-26-47-47). Le Jour de la limace : 20 h 30, dim. 16 h. EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous

Carles: 20 h 15. Nous on hart ou on hous dit de faire: 23 h.

ELDORADO (42-49-60-27). Rêve de Vienne: 14 h 30 et 20 h 30, dian. 14 h 30 et 18 h. ESPACE ACNAV (SALLE DU PUTTS QUI PARLE) (43-36-68-56). Tout est comédie : 20 h 30, dim. (dernière) 14 h 30.

FONTAINE (48-74-74-40). Quelle Fa-mille !.. : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30. GATTE-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Frédéric Chopin, ou Le Malheur de Fidéal : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Adieu Agutha: 20 h 30.

HOTEL DES NATIONS (43-26-45-24). La Dernière Bande : 20 h 30, dim. 16 h. JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). La Nuit les chais: 16 h et 21 h
L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68).
Adieu Monsieur Tchekhov: 15 h et
22 h 15. La Face cachée d'Orion:

LE BATEAU (42-08-68-99). La Terreur:

LE BOURVIL (43-73-47-84). Ce soir, on enlève tout : 20 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09).

Existe en trois tailles : 18 h et 20 h 15.

Bien dégagé autour des creilles, s'il vous plaft : 22 h.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Et si en faisait le noir juste une minute ?: 18 h 45 et 21 h, dim. (dernière) 15 h. LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Eanarbeck: 20 h 30, dim. 17 h.

LIERRE-THÉATRE (45-86-55-83). Le Procès d'Oreste : 20 h 30, dim. 16 h. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
Théiltre noir. Le Petit Prince : 18 h 45.
Renaud et Armide : 20 h. Le Crépuscule
des paons : 21 h 30. Théiltre rouge.
Coutes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. Quant an diable, n'en parkons pas : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). La Foin d'empoigne : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. MARAIS (42-78-03-53). Une vie boulever-MARIE STUART (45-08-17-80). Pierrot gardien de l'ordre : 20 h 30.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). La Vraie Vie: 17 h et 21 h, dim. 15 h 30. NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Le Horià : 18 h. Théodore le Grondeur : 20 h 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing: 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

Samedi 14 - Dimanche 15 janvier

CRÉTEIL (MAISON DES ARTS) (48-99-18-88). Grande saile. L'Ecole des Femmes : 20 h 30, dim. 15 h 30.

EVRY (AGORA) (64-97-30-31). Inven-

FONTENAY-SOUS-BOIS (SALLE JAC-

QUES BREL) (48-75-44-88). Tremble-ment de terre très doux... Festival Futur-Musiques: 20 h 30.

GARCHES (CENTRE SIDNEY BE-CHET) (47-41-39-32). La Feste de Chantilly: 20 h 30.

GENNEVILLERS (THÉATRE DE GENNEVILLIERS) (47-93-26-30). Salle II. Troilns et Cressida : 20 h 30,

178Y (THÉATRE DTVRY) (46-72-37-43). Les Moments houreux d'une ré-volution : 20 h 30, dim. 16 h.

LONGJUMEAU (THÉATRE ADOL-PHE ADAM) (69-09-40-77). Dim. La Menteuse: 15 h. NANTERRE (THÉATRE DES AMAN-

DIERS) (47-21-18-81). Grande saile. Hamlet: 20 h. dim. 15 h 30. Saile poly-

valente. La Journée des chaussares : 20 h 30, dim. 16 h. NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). Si bleu, si calme : 20 h 30.

NOISY-LE-GRAND (SALLE GÉRARD PHILIPÉ) (45-92-75-32). Trente Aus :

SAINT-CLOUD (CENTRE CULTUREL DES TROIS PIERROTS) (46-02-70-40). ▷ Dim. Baccins: 15 h.

SAINT-CYR (ESPACE GÉRARD-PHILIPE) (30-58-45-75). Liberté ché-

SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (ROND-POINT LIBERTÉ) (48-89-99-10). Bac-

VERSAILES (THÉATRE MONTAN-SIER) (39-50-71-18). Le Secret : 21 b. VILLEJUIF (THÉATRE ROMAIN ROLLAND) (47-26-15-02). L'Ange gar-dien : 20 b 30.

VILLEPARISIS (CENTRE CULTUREL JACQUES PRÉVENT) (64-27-94-99). Il fast qu'un ours : 21 h.

VINCENNES (THEATRE DANIEL SO-RANO) (48-08-60-83). Dim. Treize à

ÉGLISE DES DOMINICAINS (45-63-

63-04). G. Guillard. 16 h 30. dim. Dir. chœur, orchestre et solistes. Œuvres de Corelli, Charpentier.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.

Les trompettes de Versaillea. Jusqu'an 28 janvier. 21 h, sam. Œuvres de Bach, Vivaldi, Purcell. Téléphone location : 42-62-40-65.

FONDATION DEUTSCH - DE - LA-

MEURTHE Pace Muse. Insqu'au 15 jan-vier. 21 h, sam., dim. (dernière). Mise en schee François Runcillac. Œavres de Jusé Augusto Mannis, Serge de Laubier, Rémi Dury.

SALLE GAVEAU (45-63-20-30). Domini-que Merlet. 20 h 30, sam. Pisno. Œuvres

Debussy.

SALLE PLEYFL (45-63-88-73). Orchestre de Paris, 16 h 30, sam. Dir. Daniel Barenbolm. H. Behrens (soprano), W. Meier (mezzo), G. Lakes, T. Dran (ténor), J. Tomlinson (basse). «Tristan» (acte II), de Wagner.

Concerts Pasdeloup, 20 h 30, sam. Dir. Michel Quéval. M. Marchesini (cello), P. Hofer (violon), Cuvres de Rossim, Dvorak. Borodine.

Concerts Lamoureux. 17 h 45, dim. Dir.
Peter Guth. Œuvres de Strauss.

THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES

Orchestre national de France, 20 h 30, dim. Dir. Loria Mazel. « Roméo et

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-03-80). Aurèle Nicolet, Heinz Bolli-ges, Eduard Brunner. 11 h. dim. Fifte, henthois, clarinette. E. Schmid (clar.), K. Thunemann (basson), R. Vlathovic (cor). Œuvres de Bach, Reichs, Jans-cek.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77) L. Subramaniam. 18 h 30, sam., 20 h 30, dim. Violon. K. Sekar (tavil), P.-V. Sri-nivasan (mridangam), Sushama Umni-krishnan (tampura). Musique de l'Inde du Sud.

PATACHOU

Chantal DELSAUX

Paul VECCHIALI

Poussières

Paul VECCHIALI

17 JANV.

(47-20-36-37). Nouvel orchestre philhar-monique. 20 h 30, sam. Dir. Marek Janowski. T. Zylis-Gara (soprano), N. Starojev (basse). Œnvres de Beetho-ven, Chostakovitch.

Dyorak, Borodine.

Juliette», de Berlioz,

#C93

de Beethoven, Brahms, Ducasse,

rie: 21 h.

Concerts

CEUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport: 20 h 45, dim. 15 h. PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90). La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre : 15 h et 20 h 30, dim. 14 h et 18 h.

PALAIS DES GLACES (PETIT PA-LAIS) (48-03-11-36). Les Vamps : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le PALAIS RUYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue! Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Les Rideaux : 21 h, dim. 16 h 30.

POCHE-MONIPARNASSE (45-48-92-97). Salle L Le Plus Heureux des trois : 21 h, dim. 15 h.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Ténor: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. POTINIÈRE (42-61-44-16). La Fronze : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). A ta santé, Dorothée : 20 h 45, dim. (der-nière) 15 h 30. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Marat Drama : 20 h 30, dim. (dernière) 16 h 30.

lo n 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-68-21-93). L'Ex-Femme de ma vie : 20 h 30. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). Albertine en cinq temps : 20 h 30, dim. 15 h.

TAC STUDIO (43-73-74-47). Dim. La Vérité sur l'amour baroque: 16 h.

THÉATRE 13 (45-88-16-30). Les Sincères, et l'Epreuve: 20 h 30, din. 15 h.

THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Amphityon: 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE MARIGNY (42-56-04-41) sem. 21 h; dim. 16 h: Starmania. THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle II. The Canterville Ghost!: 16 h. Animal Farm: 19 h.

THÉATRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). Moi, Cagliostro, antichrist et messie un collier pour une révolution : 20 h 30, dim. 17 h. THÉATRE DU BEL AIR (43-46-91-93). Une chemise de nuit de Flanelle : 20 h 30, Une chemis dim. 17 h.

THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Nana: 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COL LINE (43-66-43-60). Petite salle. Monstre aimé: 15 h 30 et 21 h, dim. 16 h. THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). La Vie singulière d'Albert Nobbs: 21 h. dim. 15 h. Grande saile. Le Retour au désert : 17 h et 20 h 30, dim. 17 h. M.LT... Harcamone : 21 h. Petite saile. Il dit qu'il est Nijinsky : 18 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). La Tim-bale: 15 h 30. Barthélémy: 19 h. Hélas, tant mieux!: 20 h 15. Les majorettes se cachent pour mourir: 21 h 30 et 22 h 45. OURTOUR (48-87-82-48). De Forthographe et autres oiseaux rares : 19 h. Ged Marion : 20 h 30. Demain, j'arrête! : 22 b 15.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Enorme changement de dernière minute : 17 h et 21 h. Dim. Toi et moi... et Paris : VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Présidente : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

Région parisienne

AUBERVILLIERS (THÉATRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67), L'Etrange Intermède: 20 h, dim. 15 h.

BAGNEUX (THÉATRE VICTOR
HUGO) (46-63-10-54). La Vie est un
songe: 20 h 30, dim. 15 h. CERGY (THEATRE DES ARTS) (30-30-33-33). Sganarelle ou le cocu imaginaire, le Mariago forcé : 21 h, dim. 16 h. CLICHY (THÉATRE RUTERCUF) (47-39-28-58). Une femme à la mer :

COMBS-IA-VILLE (LA COUPOLE) (64-88-69-11). L'ivrogne dans le brousse: 20 h 45.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) SAMEDI Fille d'Amour (1953), de Vittorio Cotta-favi, 15 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britannique: Quarre heures du matia (1965, v.o.), d'Anthony Simmons, 17 h; Ipcress, danger mamédiat (1965, v.o.), de Sidney J. Furie, 19 h; les Deux Orphelines (1922), de D.W. Griffith, 21 h.

DIMANCHE L'Eté en pente douce (1987), de Gérard Krawczyk, 15 h; Découverte et Sanve-garde du cinéma britannique: Blow up (1967, v.o.), de Michelangelo Antonion, 17 h; M 15 demande protection (1965, v.o.), de Sidney Lumet, 19 h; Napoleon (1927), d'Abel Gance, 21 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

SAMEDI SAMEDI

Le Cinéma géorgien: Géorgie... il est un cinéma enchanteur (1988), de Patrick Cazals, il était une fois un merle chanteur (1970, v.o. s.t.f.), d'Otar Iosseliani, 14 h 30; Niko Pirosmanachvili, peintre (1988), de Patrick Cazals, Pirosmani (1972, v.o. s.t.f.), de Goegorgine Chengnelia, 17 h 30; la Marâtre Samanichvili (1927, v.o. s.t.f.), de K. Mardjanichvili et Z. Berichvilli, le Sei de Svanétie (1930, v.o. russe -tradu, simultanée), de Mikhail Kalatogichvill, 20 h 30.

russe -tradu. simuli tozichvili, 20 h 30.

DOMANI, DOMANI. Film italien de Daniele Luchetti, v.a.: Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6* (42-22-87-23); UGC Rotonde, 6* (45-74-94-94); Les Trus Balzac, 8*

LA FEMME DE MES AMOURS. Film franco-italien AMOURS. Film Franco-manen de Gianfranco Mingozzi: Ciné Beanbourg. 3º (42-71-52-36); UGC Montparnasse, 6º (45-74-94-94); UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); UGC Bizrritz, 8º (45-62-20-40); UGC Opéra, 9º (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); Convention Saint-Charles, 15

L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE. Film américain de Buddy van Horn, v.o.: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); UGC Danton, 6" (42-25-10-30); UGC Normandie, 8" (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2" (42-36-83-93): UGC Montparrasse. 36-83-93); UGC Montparmasse, 6 (45-74-94-94); UGC Opera, 9 (45-74-95-40); UGC Lyon Hastille, 12" (43-43-01-59); UGC Lyon Bastille, 12" (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13" (43-36-23-44); Mistral, 14" (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14" (43-20-12-06); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Images, 15" (45-23-43-04); Trans Secréticos, 15" (45-43-04); Trans Secreticos, 15" (45

18 (45-22-47-94); Trois Secrétan, 19 (42-06-79-79); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96). LE MOINE NOIR. Film soviétiLe Cinéma géorgies: la Grande Vallée verte (1967, v.o. x.l.l.), de Morab Kokon-chachvili. 14 h 30; l'Exposition extraordinaire (1968, v.o. resse -trad. simultanée), d'Eldar Chenguelaira. 17 h 30; Noutsa (1971, v.o. x.l.l.), d'Alexandre Rekhviachvili. Chronique géorgiesne de XIXe sibele (1979, v.o. x.l.l.), d'Alexandre Rekhviachvili. 20 h 30.

DEMANCHE

(1979, v.o. 2.1.), a Alexandre Rekreischvili, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARS
(48-26-34-36)

SAMEDI

Paris-Polars: Matins blèmes: Matines
(1980) de Marianne Lamour, Frantie
(1987) de Roman Polarski, 14 h 30:
Plememi public nº 1 (1953) d'Heuri Verneull: Bande annouse: Peur sur la vilie
(1974) d'Heuri Verneull, Mestine (1983)
d'Hervé Palad, 16 h 30; Nouvelle Vague:
Ascemser pour Féchafaud (1957) de Louis
Malle, A bout de souffle (1959) de JeanLuc Godard, 18 h 30; Meartre à la une:
Bande annouse: meurtre à Montmartre
(1956) de Gilles Grangier, 125, rue Montmartre (1959) de Gilles Grangier, 20 h 30.

DUMANCHE

martre (1959) de Gilles Grangier, 20 h 30. DilhdanCHE

Paris-Polars: Fantomas: Fantomo le dernier justicier (1971) de lan Lenica, Fantomas (1932) de Paul Fejos, 14 h 30; Des jeunes mbenet Fenquête: Sois belle et taisini (1958) de Marc Allégret, 16 h 30; Bilier joue les seconds rôles: le Cave se rebiffe (1961) de Gilles Grangier, les Tontons flingueurs (1963) de Georges Lautner, 18 h 30; Politico-polar: Bande sanousc: la Java des ombres (1983) de Romain Goupil, l'Attentat (1972) d'Yves Boisset, 20 h 30.

LES FILMS NOUVEAUX

(45-61-10-60); Lz Bestille, 11° (43-54-07-76); 14 Juillet Beau-grenelle, 15° (45-75-79-79).

(45-79-33-00); Images, 18- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20-(46-36-10-96).

que de Ivan Dikhovitchni, v.o.: Cosmos, 6 (45-44-28-80); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).

LE PASSEUR. Film norvégien de Nis Gann, v.o.: Forum Arcen-Ciel, 1st (42-97-53-74); Pathé Impérial, 2st (47-42-72-52); Pathé Hautefeuile, 6st (46-33-79-38); Publicis Champs-Klysées, 3st (47-20-76-23); Sept Parnassiens, 14st (43-20-32-20). Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

TUCKER. Film sméricain de Francis Coppola, v.o.: Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Bretagne, 6* (42-22-57-97); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 3* (43-59-19-08); Max Linder Panorama, 9* (48-24-88-88); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Page-

9 (48-24-88-88); 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); Escarial, 13° (47-07-28-04); Ganmont Alésia, 14° (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79); v.f.: Ganmont Opéra, 2° (47-42-60-33); Fanwette, 13° (43-31-56-86); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18° (45-22-46-01).

(45-22-46-01).

VAMPIRE, VOUS AVEZ DIT

VAMPIRE? II. (*) Film américain de Tommy Lee Wallace,
v.o.: Forum Horizon, 1= (45-0857-57); George V, 3* (45-6241-46); Pathé MarignanConcorde, 3* (43-59-92-82);
v.f.: Paramoust Opéra, 9* (4742-56-31); Fauvette Bis, 13* (4331-60-74); Les Montparnos, 14* 31-60-74); Les Montparace, 14-(43-27-52-37); Convention Saint-Charles, 15- (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01); Le Gambetta, 20-(46-36-10-96).

CONTRACTOR SECTION

والمعالية

300

-5, or go

Marks.

San Control of Man Services

No. of the second

A Military

43.002

LA VOUIVRE. Film français de LA VOUIVRE Film français de Georges Wilson: Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14° (43-35-30-40); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27).

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 15 JANVIER « Exposition : le symbolisme », 10 h 30, Petit Palais, entrée de l'exposition (P.-Y. Jaslet).

«Ateliers et cités d'artistes à Montmar-tre », 10 h 30, métro Abbesses (M. Banas-«Cour Carrée, pyramide et apparte-ments royaux da Louvre», 11 heures, mêtro Louvre, sortie (D. Bouchard). « Une heure au Père-Lachaise », 11 heurs ; « Tombes célèbres du Père-Lachaise », 14 h 30, porte principale, bou-levard de Mémbrontant (V. de Lan-

«La civilisation pharaonique an Lou-we », 11 heures, porte Denon (C. Merle). «La Mosquée. Histoire de l'islam », 14 h 30, eutrée, place du Puits-de-l'Ermite (M-C. Lasnier). « David au Louvre », 11 heures, entrée, porte Denon (M. Pohyer).

L'ancien coilège de Navarre et l'abbaye Sainte Geneviève », 15 heures, 23, rue Cloris (L Hauller). «Le Musée Camondo», 15 heures, 63, rue de Monceau (E. Romana). «L'hôtel de Lamoignon, su Marsis», 15 heures, 24, rue Pavée (Tourisme cultu-«Le vieux quartier de la tour de Nesie

mocais historiques « La Comédie française », 10 h 30, porte de l'administration, place Colette. **CONFÉRENCES**

et la rue Visconti », 15 heures, métro Pont-Neuf, sortie (Résurrection du passé).

18, rue de Varenne, 14 heures : « Japon, s chemins du sacré » ; 16 heures : « Áfri-

zonic », films-conférences présentés par J.-1, rae des Proeveires, 15 heures : « Pré-dictions mondiales », par Jacques et

62, rue Saint-Antoine, 16 h 30 : « Cycle Révolution, l'architecture des Lumières. Le rôle des architectes dans la rénovation

de la société. Œuvre construite. Œuvre rêvée», par M= Meyniel (Monament

L'hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue

« L'abbaye Sainte-Geneviève, anjourd'hui lycée Henri-IV», 15 henres, 23, rue Clovis. LUNDI 16 JANVIER «Dessins de Rembrandt et de son école» (demière visite), 11 heures, Lou-vre, pavillon de Flore, caurée sur le quai (G. Marbrean-Caneri).

«L'Opéra», 13 h 15, hail d'entrée (E. Romann).

«Le Val-de-Grâce», 14 h 15, entrée de l'église (Ars conférences).
«Portes ouvertes à l'hôtel de Beauvais » (entrée gratuite), de 14 h 30 à 17 heures, 68, rue François-Miron (Paris Instorique).

68, rue François-Miron (Paris historique).

« Mystérieuse Egypte au Louvre »,
14 h 30, métro Louvre, sortie (L. Hauller).

« Le quartier Breteuil-Suffren, avec
visite de l'UNESCO », 14 h 30, métro
Saint-François-Xaviar (V. de Langlade).

« Hôtels et jurdim du Marais, place des
Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie
(Résurrection du passé).

« Le Palais de justice en activité »,
14 h 30, devant les grilles (M. Pohyer).

« Appartements royans du Louvre et

Appartements royaux du Louvre et vie quotidienne des rois et reines de France », 14 h 45, métro Palais-Royal, sortie rue de Rivoli (M. Banassat).

« Saint-Philippe du Prome : Pinvention d'un nouveau modèle d'égisse », 15 heures, 154, rue du fanbourg Saint-Honoré (Mossuments historiques).

DIMANCHE 15 JANVIER

as chemins on sacre »; 10 heures : « Affi-que interdita »; 17 h 30 : « Bréail de tous les rêves », films présentés par C. Cousin. Saile des Ingénieurs, 9 his, avenue d'léna, 14 h 30 : « Chine, de Pékin an Sin-Kiang » ; 17 h 15 : « Pérou, fêtes indicunes à Cuzzo. Besuté des Andes. Vic en Anna-

3, rue Rousselet, 10 h 30 : « Art contemporain après 1945, le retour à la figuration des aumées 30 »; 14 h 30 : « La religion étypicane, Ouris et la religion funtraire » : 19 heures : « L'Egypte, des Prolémées aux conquérants arabes » (Arcus).

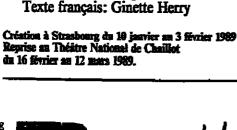
LUNDI 16 JANVIER

Vernières le Buisson, salle des fêtes, 14 h 15 : «Rescontre avec Shakespeare», par C. Perenchio-Haudry (les landis de Vernières).

28, avenue George-V, 14 h 45: « Malie, de la publistoire aux chevalieus », par D. Zujovic (L'Age d'or de France).

35, rue des France-Bourgeois, 18 h 30: « Le Portugal et son histoire », par A. Bourdon (Maison de PEurope).

78, boulevand Malenherbes, 20 h 30: « La régression du point de vue thérapestique », par H. Adlan (L'Houvre et la committance).



de Carlo Goldoni

Mise en scène: Jacques Lassalle

Théâtre National de Strasbourg-Direction: Jacques Lassalle

Emmanuelle Riva, Eric Doye, Philippe Demarle, Claire Aveline, Suzel Goffre, Isabelle Habiague, Hélène Alexandridis, Maïa Simon, Patrice Thoméré, Michel Peyrelon

avec:

Jean Pennec, Michel Bompoil,

Nelly Alard, Thierry Lubert,

Philippe Polet, Hélène Schwaller,

Agnès Galan, Jean Lacornerie,

Jean Jacquemond, Denis May,

Noureddine El Ati, Arsène Altmeyer

TEP chaillet! TNS 88/





SITUATION LE 14 JANVIER 1989 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 16 JANVIER 1989 A 12 HEURES TU

MÉTÉOROLOGIE

- Marie COURTIN et Bernard FABRY,

Gabriel. le 28 décembre 1988.

Ville Charlotte, 2, rue de l'Hôpital,

M. Fernand Berrebi,
 Et son fils Alain,
 Les familles Boukhobza et Roumi,

M= Eliane BERREBL

Les obsèques auront lieu le mardi 17 janvier 1989, rendez-vous à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 9 heures.

M= Madeleine Garofalo,

M. et M= Bertrand Warnier. es beau-frère et sœur, Mª Perrine Warnier,

ont le profond chagrin de faire part du de

Jean-Paul GAROFALO,

le 12 janvier 1989.

88, rue Raynouard, 75016 Paris.

M. et M= François Hinault, Et leurs famille ont la douleur de faire part du décès de

M= Jean HINAULT, née Jeannine Armand

survena dans sa soixante-cinquième amée, au terme d'une longue maladie

L'inhumation a en lieu à Montpellier, le 6 janvier 1989, dans l'intimité fami-

Cet avis tient lieu de faire-part. - M= Ung-No Lee, Et tonte sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de M. Ung-No LEE.

de l'Académie de pointure orientale, survenu le 10 janvier 1989, dans si quatre-vingt-cinquième année, à Paris.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans le cavean de famille, le lundi 16 janvier, à 12 heures.

. . . . -

- 11 n -- 2

... 1 12

تعنور

son mari, Mathieu et Thomas,

ses enfants, Sa famille Et ses nombreux amis,

out eu la douleur de perdre Danièle OLLIVIER,

décédée brutalement à l'âge de quarante-huit ans.

L'inhumation a eu lieu le vendredi 13 janvier 1989, dans l'intimité fami-

6, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.

M= René Varaine,

son épouse, M. et Ma Claude Varaine, M. et Mas Jean-Pierre Varaine,

Valérie et François

Sophie, Karine, Edwige, ses pents-enfants, Pauline,

son arrière-petite-fille, ont la douleur de faire part du décès de

M. René VARAINE,

survenn le 12 janvier 1989, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

L'inhumation aura lieu le lundi 16 janvier, à 16 h 30, an cimetière pari-sien de Pantia.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, avenue de la Résistance, 60200 Compiègne.

Anniversaires

_ flyacinqans

Ali HACENE

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont cours, estimé et aimé.

De la part de Son épouse Et de ses enfants.

- Familles Saumitou, Fleckinger,

Il y a vingt-sept ans disparaissait Joseph SAUMITOU

le dimanche 13 janvier.

In Freundschaft

MOTS CROISÉS

On certains ont

vu lenrs efforts

bien récom-

pensés. Peuvent

engendrer la mé-lancolie. - V. Cercle privé. Conjonction.

Avec lui, certains

ne font que pas-ser. - VL Etait

bien entourée. Tape dans les chevilles. A maintes fois levé

les yeux an ciel. Source de repré-

Reste souvent en

carafe. Coupure de courant. Note.

Mettre en man-vais état. - IX. Indéfini. Est idéal

pour étaler. A l'intérieur duquel on peut trouver un atlas. - X. Passa et

repassa. Visibles sur certains fous.

Bon ou mai dans une expression. -XI. Se complaît à ne rien faire.

Remplissent des caisses. Elément d'un appareil. - XII. Un perroquet

peut y avoir sa place. Un qui se

retrouve sur le sable. Nombreux

sont ceux qui viennent à marcher à

ses côtés. - XIII. Des femmes dont

le travail donne lieu à de brillants

résultats. Faire quelque chose qui

peut conduire à serrer la vis. -

XIV. Préfixe. Se dresse facilement.

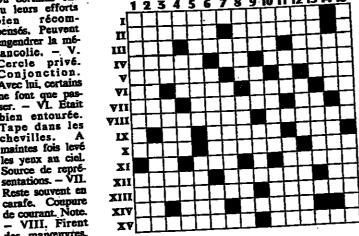
Se montre très dure. - XV. Endroit

où on lève souvent le siège. Fait

PROBLÈME Nº 4918

HORIZONTALEMENT

I. Hommes de garde. — II. Permet de rassembler des feuilles. Propre à apporter du nouveau. — III. Un tron à boucher. Partie inférieure d'une bobine. Plutôt pesant. — IV. Avec lui, ça se bouscule souvent au portillon.



VERTICALEMENT

1. Où ce n'est pas an gâteau que l'on peut avoir part. Ne sut pas éviter le pire. - 2. N'est pas en manvaise situation quand il est dans les choux. Vol pouvant être effectué par de drôles d'oiseaux. — 3. Enlève le haut. Espèce de rapace. - 4. Partie de bésigue. A un cœur de pierre. Source de lumières. Qui n'acco gne donc pas des salades. - 5. Officir moins de résistance. Est sortie pour faire ressortir. - 6. Défavorisée par le sort. Appréciait certains divertis-sements. Homme d'honneur. Qui n'a donc pas à se serrer la ceinture. Est usée parce qu'ayant trop servi. - 8. Se met à l'ouvrage. Vient souvent après « moi ». Qui ne saurait revenir à tout propos.

9. Aimait les grandes étendues.

S'exprime très vite. Ne se déplaçait pas pour rien. - 10. Donnent à entendre. Reaseigne clairement sur conduite à adopter. Tendent à s'étendre. - 11. Pronom. On ne mange pas à sa table. Il était préférable que ce qu'elle avait à dire ombe dans l'oreille d'un sourd. -12. Est bordée par l'Atlantique. Machin ou machine. Lieux de prémachin ou machine. Lieux de pre-parations. — 13. Séparés du trou-peau. Fait grandir. — 14. Est entré dans la légende. A peut-être pris le raureau par les cornes. — 15. Sert à exprimer. Susceptible d'être bien

Solution da problème nº 4917

Horizontalement I Perchiste. - II. Anerie. Oc. III. In. Urne. - IV. Lue. Oasis. V. Limon. S.O.S. - VI. Ondéc. VII. Séide. Sm. - VIII. Sn. Ils. En.
- IX. Enlaidi. - X. Nérée. Noé. XI. Essence.

Verticalement

1. Paillassons. - 2. Ennui. Eu. - 3. Ré. Emoi. Ere. - 4. Cru. Ondines. - 5. Hirondelles. - 6. Iéna. Sa. - 7. Esses. Inn. - 8. To. Io. Médoc. - 9. Ecosse. Niée.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 13 janvier 1989: UN DÉCRET

 Nº 89-17 du 11 janvier 1989 modifiant le décret nº 66-866 du 18 novembre 1966 modifié portant réorganisation du Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux.

UN ARRÊTÉ • Du 11 janvier 1989 portant répartition des affaires entre les sections administratives du Conseil

Radio-télévision

Le « Rappel du week-end », qui était régulièrement publié en page 4 de notre supplément hebdomadaire « Radio-télévision », paraîtra désormais dans le quotidien du même jour daté dimanche-lundi.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche lundi. Signification des symboles : De Signalé dans « le Monde radio-télévision »

Film à éviter se On peut voir se n'es manquer se se la Chef-d'œuvre on chassique.

Samedi 14 janvier

l'onverture.

20.40 Variétés : Cocoparadise. 22.29 Magazine : Ushuala. 23.15 Feuilleton : Mont Royal. 0.10 Journal et Météo. 0.30 Série : br. 1.20 Sécie : Drôles d'histoires. 1.45 Femilieton : Cogne et gagne. 2.30 Documentaire : Histoire des 2.30 Documentaire : Histoire des inventions. 3.20 Femilieton : Symphories. 3.40 Documentaire : Histoires saturelles. 4.35 Musique. 4.55 Documentaire : Histoires saturelles. 5.25 Femilieton : Cités à la dérive. 6.15 Série : Drôles d'histoires.

20.40 Variétés : Champs-Riysées. 22.25 Série : Médeclas de anit. 23.20 Journal et Météo. 23.35 Maga-zine : Lanettes noires pour moits bian-

20.30 Samdynamite. 21.50 Journal et Métée. 22.15 Magazine : Le divan. Invitée : Madeleine Renaud. 22.35 Magazine : Musicales. 23.35 Magazine : Sports 3.

CANAL PLUS

> 20.30 Série: Les japons de la Révolution. 22.05 Les superstars du catch. 22.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma: le Monstre du train s 0.35 Cinéma: Poker si 1.55 Cinéma: Police story a 3.20 Cinéma: la Vértié sur Béhé Donge si s.20 Téléfian: Mode d'emploi pour un montre.

20.30 Téléfilm : Soirées galantes. 22.15 Série : La belle et la bête.

23.15 Denx flics à Miami. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Amicalement vôtre. 1.15 Les enquêtes du commissaire Mai-gret. 3.35 Journal de la mit. 3.40 Bou-reed et comments. 4.00 Voicin. unicina. vard et compagnie. 4.00 Voisin, 5.00 Dominique. 5.20 Voisin, vo

22.10 Telefilm : Multrip. 23.40 Six missites d'informations. 23.50 Musi-: Boulevard des clips. que : Boulevard des clips. 2.00 Variétés : Carabine FM. 2.30 Musique : Boulevard des clips. 3.20 Variétés : Carabine FM.

3.50 Musique : Boulevard des clips. 4.30 Variétés : Carabine FM. 5.00 Musique : Boulevard des clips.

Un puissant anticyclone s'installera sur la France. A cette époque de l'année, cela signifie souvent grisaille. Bronillards et nuages bas prédomineront le matin, excepté près de la Méditerra-née et en montagne.

Evolution probable du temps en France entre le samedi 14 janvier à 0 heure UTC et le dimanche 15 janvier 1989

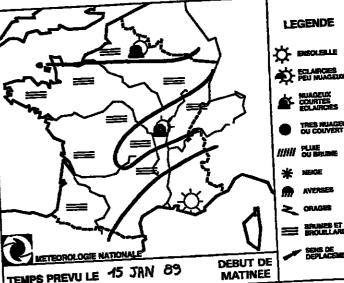
Un puissant anticyclone s'installers

Dimanche : brouillards général en matinée, excepté sur le Sud-Est. Sur la piupart des régions, les brouil-lards seront nombreux et parfois denses dans la matinée. Ce sont plutôt les nuages qui occasionneront un temps gris sur l'extrême nord ainsi que de l'Alsace à la Franche-Comté et à la Bourgogne.

Ces formations bru dront souvent à se déchirer. De belles dront souvent à se décliner. Le vai de éclaireies se développeront. Le vai de Loire et la carrent des banes de brouillards jusqu'au soir.

Sculs le Languedoc-Roussillon, la Provence, les Alpes, la Côte d'Azur et la Corse sont assurés de connaître un temps très ensoleillé dès le lever du jour. Les températures minimales seront

Les températures minimales seront comprises entre 3 et — 2 degrés dans l'intérieur, entre 3 et 6 degrés sur les côtes. Les maximales atteindront 6 à 9 degrés en général, mais ne dépasseront pas les 2 degrés sur les régions où le soleil ne parviendra pas à percer la grisaille. En bordure de la Méditerranée, il fera plus dout, 12 à 14 degrés.



TEMPS P	EMPS PREVULE 13 57/11 5 MATINEE								
TEMPÉ			maxima es relevées en es la 14-1-19	itte		t temp	s obser 4-1-1989	vé	
ALACCIO BLARRITZ BORDEALIX BORDEALIX BORDEALIX BORDEALIX BORDEALIX BORDEALIX BORDEALIX BORDEALIX CAEN GREBOURG CLEBROURG RASSELLE LYON MARSELLE LYON MARSELLE RASSMONT PAU PERFGRAM BERMANS	ANCE	5 D A D P D A A C D P A A C D P A A C D P A A C D P D A A C D P D A A C D P D D D D D D D D D D D D D D D D D	TOURS	8 15 17 14 16 17 17 17 17 17 17 17 17 18	4 A A D A A D A D A C A C D D D C A C D D D	VENUSE	5 6 15 - 17 23 9 4 29 8 19 2 20 13 23 16 13 23 16 23 15 25 13 25 15 25 15 25 25 15 2	4 1 1 D D A A B D A N D P D D T D - N C C C D B D - 28 6 9 0 - 1 0 - 1 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	
2151EM	G 1	, .	D LONDRES.	11 N	8 P	VIENE	T	*	

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Dimanche 15 janvier

TF 1
6.43 Météo. 6.45 Bonjour la France, bonjour l'Europe. 7.50 Magazine: Bonjour monsieur le maire. 8.00 Jardinez avec Nicolas. De 8.15 à 10.30 Dorothée dimenche. 10.30 Magazine: Les animent de monde. 11.00 Magazine: Auto-moto. 11.30 Magazine: Tôléski. 12.35 Jen : Le juste prix. 12.55 Météo. 13.00 Journal. 12.55 Météo. 13.00 Journal. 13.20 Série: Texas Police. 14.15 Mondo Dingo. 14.45 Série: Rick Hunter, inspecteur choc. 15.30 Tiercé à Vincennes. 15.40 Série: Columbo. 17.15 Série: Pour Pamour du risque. 18.05 Série: Douce France. 18.30 Série: Vivement lundi. 19.00 Magazine: 7 sur 7. Invité: Joan-Denis Bredin, avocat et écrivain. 19.50 Leto sportif. 20.00 Journal. Météo et Tapis vert. 20.40 Chéma: Guerre et Passion II 22.30 Magazine: Sport dimanche. 23.20 Journal et Météo. 23.40 Documentaire: Eclats Sport dimanche. 23.20 Journal et Méréo. 23.40 Documentaire : Eclats noirs du samba. 0.40 Musique : Concert. 1.20 Série : Drôtes d'histoires. Concert. 1.20 Série : Droies a mistoires.
1.40 Femilieton : Cogne et gagne.
2.35 Documentaire : Histoire des
inventions. 3.25 Femilieton : Symphorien. 3.50 Documentaire : Histoires
maturelles. 4.40 Manique. 4.45 Documentaire : Histoires anturelles.
5.15 Feuilleton : Cités à la dérive.
6.00 Sèrie : Drôles d'histoires.

8.30 Magazine : Câlin-matin. 9.00 Emissions religieuses. 8.30 Magazine: Câlin-matin.
9.00 Emissions religieuses.
12.05 Dimanche Martin. 13.80 Journal
et Mitté. 13.25 Dimanche Martin.
15.00 Série: Magnum. 15.50 L'école
des fans. 16.40 Fesillaton: Des grives
aux loups. 17.40 Documentaire:
L'odyssée sous-marine du commandant
Cousten. 18.30 Magazine: Stade 2.
19.30 Série: Magny. 20.00 Journal et
Météo. 20.40 Série: Les cinq dernières
minutes. 22.05 Magazine: Cinéma,
cinémas. 23.20 Journal et Météo.

23.45 Magazine : Apos. 0.00 Docu-mestaire : L'odyssée sous-marine du commandant Cousteau (rediff.).

FR 3
8.00 Magazine: Sports 3 (rediff.).
8.00 Amuse 3. 9.00 Magazine: Ensemble. 10.30 Magazine: Latitudes.
11.30 RFO hebdo. 12.00 Musicales (rediff.). 12.57 Flash d'informations.
13.05 Magazine: D'un solell à l'antre.
13.30 Forum RMC-FR 3.
14.30 Expression directe. 14.50 Magazine: Sports loisirs. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Magazine: Montagne. 17.30 Amuse 3. 19.00 Série: Les swemmes de Sherlock Holmes.
19.55 Flash d'informations.
20.00 Série: Remy Hill. 20.30 Documentaire: Au cœur du dragon.
21.30 Magazine: Océaniques. 21.30 Magazine : Océaniques. 22.05 Journal et Météo. 22.30 Cinéma : Lilion na 0.25 Mosi-CANAL PLUS En ciair jusqu'à 7.50. 7.00 Top 50. 7.50 Cabou carin. 8.50 Cinéma : la Vie

7.50 Cahou cadin. 3.50 Cinéma : la Vie en menve a 10.30 Cinéma : Les diamants sont éternels un Es clair jasqu'à 14.00. 12.30 Magazine : Avance sur image. 13.00 Flash d'informations. 13.05 Magazine : Mon zénith à moi. 14.00 Série : Palace. 15.10 Série : Obara. 16.00 Documentaire : Baka. 17.00 Football américain. 17.55 Sport flash. 18.00 Téléfinn : Stradivarius. En clair jusqu'à 20.30. 19.40 Flash d'informations. 19.45 Desgins animés : Ça cartoon. 19.40 Firsh d'informations. 19.43 Des-sins animés : Ça cartoon. 20.30 Cinéma : la Couleur de Pargent B 22.25 Fiash d'informations. > 22.30 Billard : Snooker. 0.15 Cinéma : Priomme à la Buick D 1.50 Cinéma : Orient X press D

6.30 Journal permanent. De 7.30 à 11.00 Desains animés. 11.00 Série :

Matthew Star. 12.00 Série : K 2000.
13.00 Journal. 13.25 Téléfilm : Double identité. 15.00 Téléfilm : Infidélité.
16.40 Magazine : Ciné Cinq.
16.50 Magazine : Télé-matches.
17.55 Série : Génération pub.
18.55 Journal images. 19.60 Série : 200 dollars plus les frais. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Recherche Sasan, désespérément n n 22.30 Cinéma : Enter voit des mains partout
10.00 Journal de missuit. 0.05 Cinéma : Retour à la bien-aimée n 1.42 Cinéma : Docten justice
3.30 Voisin, voisine (rediff.).
4.30 Fesilleton : Dominique. 4.55 Voisin, voisine (rediff.). 8.40 Dessin animé : La lucarne d'Amilcar. 9.00 Jeu : Clip dédicace. 11.00 Revenez quand vous voulez. 11.55 Infoconsommation, 12.00 Infor-

mations: M6 express. 12.05 Magazine: Claé 6. 12.30 Série: La petite rise: Clot 6. 12.30 Série: La petite
rise: Clot 6. 12.30 Série: La petite
maison dans in prairie. 13.20 Téléfilm:
Unité d'élite. 14.30 Téléfilm: Chasse
tragique. 15.40 Série: Polene de fer et
séduction. 16.05 Série: L'aventurier.
16.25 Hit, hit, hit, hourra!
16.35 Magazine: Destination sauté.
17.30 Magazine: La glaive et la
balance. 18.00 Informations: M 6
expresa. 18.05 Série: Brigade de mit.
19.00 Série: Espion modèle. 19.54 Skr
minutes d'informations. 20.00 Série:
Cher oncle Bill. 20.35 Cinéma: le Prix
du danger 1 22.15 Skr minutes d'inford
danger 1 22.15 Skr minutes d'informations. de danger | 22.15 Six minutes d'infor-mations. 22.25 Capital (rediff). 22.36 Cinéma : Maciste en enfer ma 23.55 Revenez quand vous voulez 23.55 Revenez quanti volución (cidiff.). 0.50 Musique: Boudevard des (cidiff.). 0.50 Musique: Boudevard des (cidiff.). 0.50 Musique: Boudevard des (cidiff.). 2.25 Magazine: Quand la science mèse l'esquête. 3.15 Variétés: Carabine FM. 3.40 Magazine: Destination santé (rediff.). 4.30 Variétés: Canabine FM. 4.55 Les saintes chéries Carabine FM. 4.55 Les saintes chêries (rediff.). 5.20 Musique : Boslevard des

ETRANGER

- 1". MEXIQUE: La cérémonie d'investiture du président Carlos Salinas de Gortari, élu le 6 juillet. est perturbée par l'opposition (du 1º
- 1". OMS: Une journée mondiale sur le SIDA est organisée alors que le nombre des malades, officiellement d'environ cent trente mille. devrait dépasser le million à la fin de 1991 (1°, 2 et 3). 15. - PAKISTAN: Mme Bena-
- zir Bhutto est nommée premier ministre. L'Assemblée nationale, élue le 16 novembre, lui accorde sa confiance, le 12, par 148 voix contre 55. Le 12 également, lors de l'élection présidentielle indirecte. M. Ghulam Ishaq Khan est consirmé à la tête de l'Etat (du 2 au
- CHINE-URSS: M. Qian Qichen se rend à Moscou pour la première visite d'un ministre chinois des affaires étrangères depuis trente ans, afin de préparer un sommet soviéto-chinois en 1989 (du 2 au 6).
- 2. GRANDE-BRETAGNE: La privatisation du groupe sidérur-gique British Steel, nationalisé en 1949, remporte un vil succès auprès du public (4-5 et 6).
- 2-3. CEE: Lors du conseil européen de Rhodes, les divergences sur la mise en œuvre du marché unique ne sont pas abordées. M. Mitterrand obtient l'approbation des Douze pour son projet d'« Eurêka » audiovisuel (du 2 au 6).
- 2-6. ARGENTINE: Une nouvelle rébellion de militaires témoigne du profond malaise de l'armée (du 3 au 12, 14, 17, 21, 22 et 23).
- 2-6. ESPACE: La navette soatiale américaine Atlantis met en orbite un satellite militaire de surveillance du territoire soviétique (4-
- 3. ISRAËL-URSS: Les autorités israéliennes acceptent d'extra-der vers l'URSS cinq pirates de l'air qui avaient détourné vers Tel-Aviv. le 2, un Ilyouchine-76 des lignes intérieures soviétiques (du 3 au 6).
- 3-4. AFGHANISTAN: M. Youli Vorontsov, vice-ministre soviétique des affaires étrangères nommé, le 13 octobre, ambassadeur à Kaboul, s'entretient à Taëf, en Arabie saoudite, avec des représenrecherche d'une solution politique au conflit afghan, il rencontre, à Rome, le 24. Zaher Shah, l'ex-roi d'Afghanistan (du le au 10, 13, 15, 18-19, 25-26, 27, 29 et 30/XII, 1e-2
- 4. VENEZUELA: M. Carlos Andres Perez, candidat du parti au pouvoir, l'Action démocratique (social-démocrate), et ancien chef de l'Etat de 1974 à 1979, remporte l'élection présidentielle (du 4 au 8).
- 5-9. COMMERCE INTER-NATIONAL : La conférence ministérielle du GATT, réunie à Montréal à mi-parcours des négociations multilatérales de l'Uruguay Round ouvertes en 1986, s'achève sur un échec, les Etais-Unis ayant exigé que la CEE renonce à ses subventions aux exportations agricoles (2 et du 6 au 12).
- 7. EST-OUEST : M. Gorbatchev, arrivé le 6 à New-York, annonce, devant l'Assemblée géné-

Le 2, l'Assemblée générale

des Nations unies décide, par

154 voix contre 2 (Etats-Unis et

Israēl), de se réunir à Genève du

13 au 15, après le refus de

M. Yasser Arafat, chef de l'OLP.

en chef d'Etat à Stockholm, où il

rencontre cinq personnalités

juives américaines. La déclara-

tion publiée à l'issue de la réu-

nion affirme que l'OLP « a

accepté l'existence d'Israël ».

Les jours suivants, la médiation

suédoise entre l'OLP et

territoires occupés par Israel,

entre dans sa deuxième année.

31 Palestiniens sont encore tués

en décembre lors de nouveaux

affrontements, en particulier les

16 et 18 a Naplouse. A la fin du

mois. le bilan s'élève au total à

près de 350 morts, dont

14 Israéliens, et 7 000 blessés. Environ 15 000 Palestiniens ont

été arrêtés et 10 000 restent

Le 13, M. Arafat s'adresse à

l'Assemblée générale de l'ONU à

Genève. Il propose une « initia-

tive de paix » en trois temos, qui

est rejetée par Israēl et Washing-

Le 14, les Etats-Unis accep-

tent l'ouverture d'un « dialogue

substantiel avec des représen-

tants de l'OLP ». Trois heures

auparavant, M. Arafat, précisant

Le 9, l'intifada, c'est-à-dire le

Washington est activée.

Les 6 et 7. M. Arafat est recu

rale des Nations unies, la réduction unilatérale de 500 000 hommes (10 %) des forces militaires de l'URSS ainsi que le retrait d'Europe de dix mille chars, le tout avant 1991. Concernant l'Afghanistan, il propose un cessez-le-feu à partir du le janvier et l'envoi de forces de paix de l'ONU, mais ces offres sont rejetées par la résistance. Après avoir rencontré MM. Reagan et

- Bush, il décide, le 8, d'écourter son séjour aux Etats-Unis et d'ajourner sa visite à Cuba et en Grande-Bretagne pour se rendre en Arménie après le séisme (du 7 au 12, 16, 20 7. - URSS: Un violent séisme,
- qui ravage le nord de l'Arménie, en particulier les villes de Spitak et de Leninakan, fait officiellement au moins 55 000 morts et 500 000 sans abri. L'ampleur de la catastrophe est en partie due à la mauvaise qualité des constructions. Les secours affluent du monde entier, mais leur efficacité est amoindrie par l'inadaptation des movens locaux et le manque de coordination, ainsi que par le froid et la neige. A partir du 12, des dizaines de militants nationalistes arméniens sont arrêtés et leur action dénoncée par le pouvoir, tandis que les tensions interethniques restent vives en Arménie et surtout en Azerbaïdjan. Le 29. les autorités révisent en baisse le bilan du séisme, affirmant qu'il ne dépasserait pas les 25 000 morts (du 8 au
- 29 et 31/XII, 14-2/I). 8-9. - FRANCE - TCHÈ-COSLOVAQUIE: M. Mitterrand, effectuant en Tchécoslovaquie la première visite officielle d'un chef d'Etat français, insiste sur le nécessaire rapprochement entre les deux Europes (2 et du 8 au 12).
- 10. CHINE: La répression d'une manifestation antichinoise à Lhassa (Tibet) fait officiellement un mort, mais de deux à douze morts selon des témoins occidentaux (8, du 11 au 14 et 20/XII, 3/I).
- 10. ESPACE: Ariane-4, pour son premier lancement commercial, met en orbite un satellite britannique de télécommunications militaire et le satellite luxembourgeois de télévision Astra, qui comprend seize canaux (du 9 au 13).
- 12. GRANDE-BRETAGNE: Trente-six personnes sont tuées dans une collision ferroviaire près de Londres (13 et 14).
- 13. IRAN: Amnesty International dénonce une « vague d'exécutions politiques :, engagée depuis plusieurs semaines et visant des prisonniers membres de partis de gauche (2, 7, 14, 21 et 31). 14. - ESPAGNE : Une grève
- générale est très largement suivie à l'appel des deux principaux syndi-cats, l'UGT (socialiste) et les Commissions ouvrières (communiste). M. Felipe Gonzalez, premier ministre socialiste, annonce des concessions, le 21, devant les députés, avant de rencontrer, le 26, les dirigeants syndicaux (1°, 14, 15, 16, 18-19, 23, 25-26 et 28).
- 14. FINANCES MON-DIALES: Un relèvement général et concerté des taux d'intérêt est annoncé en Europe, sur l'initiative sées inflationnistes. Le taux d'inter-

dans une conférence de presse à

Genève les termes de son dis-

cours de la veille, avait claire-

ment reconnu le droit d'Israël à

vivre « en paix et en sécurité ».

avant de déclarer « renonces

totalement » au terrorisme. La

décision américaine reçoit une

large approbation, sauf en Israë

où elle suscite une très vive

déception des autorités, tandis

que des groupes palestiniens

radicaux dénoncent le « trahi-

Carthage (Tunisie). Qualifiée de

« franche et constructive », elle

met fin à la quarantaine diploma-

tique imposée à l'OLP depuis

Le 20, M. Itzhak Shamir

(Likoud) et M. Shimon Pérès (tra-

vailliste) parviennent, sept

semaines après les législatives, à

s'entendre pour reconduire leur

coalition. L'accord de gouverne-

ment, entériné le 21 par leus

parts, prévoit de nouvelles

implantations juives dans les ter-

ritoires occupés, s'oppose à la

création d'un Etat palestinien et

exclut toute négociation avec

l'OLP. M. Shamir, qui reste pre-

mier ministre pour la durée de la

législature, présente le 22 son

gouvernement : M. Pérès aban-

donne les affaires étrangères à

M. Moshe Arens (Likoud) et

prend les finances; M. Itzhak

défense (du 2/XII au 3/I).

Rabin (travailliste) conserve la

1975 par Washington.

Le 16, une première rencontre

son » de M. Arafat.

Israël et l'ouverture d'un dialogue

entre les Etats-Unis et l'OLP

Décembre 1988 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

- vention de la Banque de France est relevé de 7.25 % à 7,75 %. Le dollar se raffermit, franchissant, le 16 à Paris, la barre des 6 F au-dessous de laquelle il se maintenait depuis un mois (4-5, 11-12, 16, 18-19 et 25-26/XII, 1#-2/I).
- 14-16. FRANCE-AFRIQUE: Le quinzième sommet franco-africain est réuni à Casablanca (Maroc), ce qui permet au roi Hassan II de renouer avec ses pairs africains (du 15 au 19 et 21).
- 18. ÉTATS-UNIS : Le groupe alimentaire Pillsbury accepte, après avoir tenté en vain de s'y opposer. l'OPA lancée le 4 octobre par le conglomérat britannique Grand Metropolitan (2, 13, 14 et 20/XII.
- 18. VANUATU: M. Walter Lini, premier ministre, fait arrêter les dirigeants de l'opposition, puis, le 21, le chef de l'Etat, qui avaient tenté, le 16, de l'évincer (18-19, 20
- 19. SRI-LANKA: M. Ranasinghe Premadasa, premier ministre depuis 1978, remporte l'élection pré-sidentielle, organisée dans un climat de violence terroriste (13, 15, 18-19. 21, 22 et 23).
- 19-23. CHINE-INDE : La visite officielle de M. Rajiv Gandhi en Chine consacre le rapprochement sino-indien après trente ans de guerre froide (3, 17, 20, 21 et 23).
- 20. LIBAN: La Croix-Rouge internationale décide de quitter le Liban après de « graves menaces « contre ses membres. Le 21, l'ambassadeur suisse à Beyrouth est rappelé dans son pays (4-5, 18-19, 22 et 23).
- 21. CAMBODGE : Hanor annonce la fin du retrait de la moitié de son corps expéditionnaire et affirme qu'il ne reste plus que cin-quante mille soldats vietnamiens au Cambodge (3, 10, 15, 16, 18-19, 20,
- 21. ESPACE: Soyouz ramène sur Terre le cosmonaute français Jean-Loup Chrétien, parti le 26 novembre, et les deux Soviétiques, Vladimir Titov et Moussa Manarov, qui établissent, avec 365 jours, un nouveau record de durée dans l'espace (10, 11-12, 15, du 20 au 23 et 31).
- 21. ÉTATS-UNIS-LIBYE : Le président Reagan n'exclut pas une intervention militaire américaine contre une usine libyenne de produits chimiques. Washington affirme que l'usine de Rabta est destinée à la fabrication d'armes chimiques, alors que Tripoli soutient qu'elle doit produire des - médicaents - (du 23 au 28 et 30/XII, 1=-
- 2 et 3/1). 21. - GRANDE-BRETAGNE: Un Boeing-747 de la Pan Am explose en vol, avant de tomber sur la ville de Lockerbie, en Ecosse. Les 259 personnes à bord ainsi que 11 habitants de Lockerbie sont tués. L'enquête détermine, le 28, qu'il s'agit d'un attentat et les soupçons se portent sur des groupes pro-iraniens ou sur des organisations palestiniennes opposées à l'e initiative de paix - de M. Arafat (à partir
- POLOGNE 21. M. Rakowski, premier ministre, présente M. Walesa comme un - homme de compromis - et offre

6. - Mort du peintre Jean Degot-

8. - Tête d'or, la première pièce

de Paul Claudel, est mise en scène à

l'Odéon par Aurélien Recoing, qui

Pompidou organise une rétrospec-

tive de l'œuvre du sculpteur suisse

8. - Le prix Louis-Delluc est attribué à la Lectrice, film de

13. - M. Jacques Chirac inau-

gure un centre consacré à l'urba-nisme et à l'architecture de Paris

dans le pavillon de l'Arsenal, après

la réhabilitation de cet ancien entre-

pôt du XIXº siècle aux structures

Botta présente le projet qu'il a réa-lisé pour la cathédrale d'Evry

(Essonne), la première qui sera

construite en France depuis un siè-

15. - L'architecte suisse Mario

métalliques (15 et 18-19).

8. - Le Centre Georges-

interprète le rôle-titre (17).

Jean Tinguely (7).

Michel Deville (10).

CULTURE

tex (9).

- de reprendre les discussions sur le - rétablissement - du - pluralisme - syndical, à l'issue d'un plénum du comité central du parti qui approuve la promotion de partisans de l'ouverture (9, 13, 14, 15, 20 et du 23 au 26).
- 22. AFRIQUE AUSTRALE: L'Afrique du Sud. l'Angola et Cuba signent, au siège des Nations unies à New-York, deux traités qui prévoient, l'un, le retrait d'Angola des cinquante mille soldats cubains entre le 1º avril 1989 et le 1º juillet 1991, et l'autre, l'accession de la Namibie à l'indépendance au début de 1990 après l'organisation d'élections libres sous l'égide de l'ONU (du 2 au 6, 8, 13,14, 15, 22, 23, 24, 28 et 29).
- 22. ALGÉRIE: Le président Chadli Bendjedid est réélu pour un troisième mandat de cinq ans, avec 81,17 % des suffrages exprimés (7, 16, 23, 24 et 28).
- 22. BRÉSIL: L'écologiste Francisco Mendes, qui avait pris la tête du combat pour la défense de la forêt amazonienne, est assassiné (25-26, 27 et 30).
- 22. FRANCE-GRANDE-BRETAGNE: Les groupes français CGE et britannique GEC signent un accord de principe pour fusionner leurs activités dans l'électromécanique et constituer le second groupe européen du secteur en regroupant Alsthom et la division Power System de GEC (24).
- 23. ESPAGNE: La firme française Alsthom prend le contrôle de l'industrie ferroviaire, qui va être chargée de construire les vingtquatre trains à grande vitesse commandés à Aisthom et l'essentiel des soixante-quinze locomotives compar la firme allemande Siemens (25-
- 24. JAPON: La réforme fiscale est définitivement votée, alors que le scandale politico-boursier Recruit-Cosmos atteint plusieurs membres du gouvernement (2, 10, 13, 15, 27, 28, 30 et 31).
- 27. CEE-ÉTATS-UNIS: Washington menace la CEE de représailles commerciales si elle maintient son projet d'interdire, à partir du la janvier, l'importation de riande de bœuf traité aux hormones (29, 30 et 31).
- 28. SOUDAN: Le Parti unioste démocratique (PUD) se retire de la coalition gouvernementale après le refus du premier ministre, M. Sadek El Mahdi, d'appliquer l'accord conclu le 16 novembre entre le PUD et la rébellion sudiste (3, 8, du 21 au 24 et du 29/XII au
- 29-31. INDE-PAKISTAN: M. Rajiv Gandhi se rend au Pakistan, pour la première visite d'un premier ministre indien depuis 1960. Mme Bhutto et M. Gandhi signent, le 31, un accord de non-agression nucléaire (30/XII et 3/1).
- 30. YOUGOSLAVIE : M. Branko Mikulic, premier ministre depuis le 16 mai 1986, présente après le refus du Parlement d'approuver son programme pour faire face à la crise économique (du 28/XII au 2/I).

17. - Le Châtelet, rénové par son

propriétaire, la Ville de Paris, rouvre

ses portes avec une série de onze

récitals de Charles Trenet (8, 15,

19. - Création française du

Concerto pour hautbois d'Elliotz

Carter par son dédicataire, Heinz

Holliger, et l'Ensemble Intercon-

temporain dirigé par Pierre Boulez

23. - Le célèbre ténor Luciano

Pavarotti assure pour la première fois la mise en scène d'un opéra, la

Favorite, de Donizetti, avec Shirley

Verrett, au Théâtre de la Fenice de

25. - Mort de l'écrivain japonais

29. - Mort de l'architecte Emile

30. - Mort du poète soviétique

30. - Mort du sculpteur améri-

Youli Daniel (du 1 au 5/1).

cain Isamu Noguchi (14-2/1)

18-19 et 20).

Venise (20 et 27).

Shohei Oka (27).

Aillaud (31).

FRANCE

- 1". Des mesures d'assouplissement de la loi Méhaignerie sont votées par les députés afin de limiter les hausses de loyer. L'UDF, le RPR et l'UDC s'abstienment ; le PC vote contre. La loi portant diverses mesures d'ordre social est définitivement adoptée le 20 (du 1 au 6. 15, 17. 21 et 22).
- 2. Le gouvernement lève l'embargo sur le pétrole iranien décidé en août 1987 (3).
- 4. La Nouvelle Gauche est créée par les délégués des anciens comités de soutien à la candidature de M. Pierre Juquin à la présidentielle. Le PSU envisage le 18 de fucionner avec ce nouveau parti (3. 6, 18-19 et 20).
- 7. A la RATP, les syndicats. sauf la CGT, acceptent les proposi-tions salariales de la direction. Les jours suivants, le trafic redevient normal pour les autobus, s'améliore dans le RER, mais se dégrade dans le métro en raison de la poursuite de la grève des ateliers d'entretien. Les perturbations ne commencent à s'atténuer qu'à partir du 19 (du 2 au
- La motion de censure déposée par le RPR ne recueille que 259 des 286 voix requises. Quatre députés centristes ne la votent pas, dont M. Raymond Barre, qui refuse d' exploiter la situation sociale -. Lors du débat, le 9, M. Michel Rocard annonce un plan pour le - renouveau du service public - ca trois étapes d'une durée totale de trente mois (1ª, 3 et du 7 au 12).
- 10. M. François Mitterrand célèbre au Palais de Chaillot à Paris quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, avec la participation de M. Javier Perez de Cuellar et en présence de M. Andreī Sakharov, de retour des Etats-Unis, où il a passé un mois pour son premier séjour à l'étranger, et de M. Lech Walesa, autorisé à quitter son pays pour la première fois depuis sept ans (du 3 au 6 et du 9 au 14).
- 11. Trois élections législatives partielles sont marquées par un recul du PS: un député RPR est élu le 11, ainsi qu'un autre RPR et un
- 11. M. Yves Galland succède à M. André Rossinot à la présidence du Parti radical (du 10 au 14).
- 12. Le GAN, compagnie d'assurances nationalisée, recoit l'aval du gouvernement pour porter de 34 % à 51 % sa participation dans le CIC, groupe bancaire nationalisé (13, 14 et 15).
- 13. M. Pierre Rosenberg, chef du département des peintures du Musée du Louvre, est inculpé de recel par M. Jean-Pierre Bernard, juge d'instruction à Toulon, chargé depuis juin 1987 d'une affaire de captation d'héritage. Le Louvre avait acheté, en 1985; un tableau de Murillo vendu par Joëlle Pesnel, principale inculpée et écrouée depuis six mois, alors qu'il apparte-nait en réalité à Suzanne de Canson, décédée en 1986. Me Paul Lombard. célèbre avocat marseillais, est à son tour inculpé le 21 (1°, 2, 3, 7, 10, 11-12, du 14 au 24 et 28/XIL, 1°-
- 16. Le gouvernement ne rend pas obligatoires les tests de contamination par le virus du SIDA, mais incite au dépistage systématique
- 17. Le comité central du RPR approuve une réforme des statuts du mouvement et réaffirme ses convictions européennes, au moment où les centristes envisagent la constitution d'une liste autonome pour les élections européennes de juin 1989 (6, 15 et du 17 an 26).
- 17-18. Une Déclaration des droits des immigrés en Europe est adoptée par les premiers Etats généraux européens de la jeunesse pour l'égalité, réunis à Paris par SOS-Racisme (20).
- 18. M. Rocard , invité de 7 sur 7 » sur TF1, assirme qu'il saut · déverrouiller la France -. Il annonce son intention de déposer au primemps un projet de loi, après concertation avec les syndicats, pour instaurer un service minimum dans le service public (du 8 au 24 et 30/XII, 3/I).
- 19. Un attentat fait un mort dans un foyer de travailleurs immigrés à Cagnes-sur-Mer. Il est suivi de condamnations unanimes du racisme (du 20 au 23, 29 et 30).
- 19. La loi créant et réglementant un nouveau produit financier, les fonds communs de créances, est définitivement votée par le Parlement (15 et 21)
- 19. Peugeot et Fiat annoncent pour 1994 la création de trois mille

- emplois dans une usine d'assemblage de véhicules utilitaires légers près de Valenciennes (20, 21 et 24).
- 21. Le budget pour 1989 est définitivement voté, ainsi que, le 22. la loi renforçant la lutte contre la fraude électorale (du 3 au 16, 21, 23 et 25-26).
- 21. A la suite des opérations boursières sur le capital de la Société générale, le Sénat crée une commission de contrôle de l'action des organismes publics sur le capital des sociétés privatisées (2, 3, 6, 9, 10, 17, 18-19, 22, 24 et 25-26).

A. F. B. C. C.

g. ;; ·

g - 1250

275

- 21. L'INSEE annonce la poursuite d'une croissance forte en 1989. après une progression de 3.5 % en 1988, la plus élevée depuis 1976
- 21 La conclusion d'un accord national n'est plus exclue à l'issue d'une nouvelle rencontre entre le PS et le PCF sur la préparation des municipales de mars 1969 (7, 9, 13. 14, 16, 21 et 23/XIL, 1=-2/1).
- 22. La loi sur l'audiovisuel est considérée comme définitivement adoptée. Pour les senles fois de la session, le gouvernement, qui ne dispose que d'une majorité relative à l'Assemblée nationale, a du engager sa responsabilité le 15 pais le 21. sans que l'opposition, hostile à ce texte, ne dénose de motion de censure. Les autres textes votés l'ont été après des débats approfondis, souvent grâce à des compromis, soit munistes (3, 7, 8, 9, on 14 an 19, 23
- 22. En novembre, le nombre des chômeurs a diminué de 1.2 %. après un recui de 0,8 % en octobre. le délicit du commerce extérieur a été de 3.7 milliards de francs et les prix ont augmenté de 0.1 % (16, 24, 28 et 30).
- 29. Libération des deux petites filles de Jacqueline Valente, détenues depuis novembre 1987 avec leur mère et cinq autres otages par le groupe palestinien d'Abou Nidal. Remises par les autorités libyennes à un diplomate français, elles regagnent la France, venant de Tripoli (18-19, 24 et du 27 au 31).
- allégée de 12 milliards de francs par le gouvernement, malgré l'opposition de la Commission europ (17, 23 et 31/XII, i~2/I).
- 30. L'indice CAC de la Bourse de Paris termine l'année à 415,6, en hausse de 65,4 % en onze mois. A Tokyo, l'indice Nikkel a battu son record, le 28, à 30 159 (+ 40 % en un an), mais à New-York (+ 12 %) et à Londres (+6%), la hausse pour l'année a été plus modeste (le-2 ct 3/1).
- 31. M. Mitterrand présente de Strasbourg ses vœux aux Français. afin d'affirmer le rôle européen de la ville face à Bruxelles. Il sonhaite que soit révisée la « loi Pasqua » de 1986 sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, estimant que certaines de ses dispositions ne ont *e ni équitables ni justifiées* -(30/XII et à partir du 14/I).

Un choix d'enquêtes et de reportages

- FRANCE : Une grande bibliothè que informatisée à Paris (1º), JAPON : La force et la richesse (9). LIVRES D'ÉTRENNES : Le plaisir des images (13). VILLE AU FUTUR : Reims (15).
- ALGÉRIE : Le pays en ébulition (15, 16, 17 et 18-19). FRANCE: Mayotte, un territoire en quête de statut (16). AFFAIRES: Des entreprises où il fait bon vivre (17). Madere (20). EDE PORTUGAL
- SUÈDE : Plein emploi et redressement économique (21). FRANCE: L'Etat et les siens (21, 22, 23, 24 et 25-26). ENQUETE L'extravagant M. Kashoggi (22). GUATEMALA : Noël orphelin
- (25-26). FRANCE : Des projets de barrages contestés sur la Loire (27).
- ITALIE : La Calabre tachée de seng (27). SCIENCES : Planète en danger (28). FRANCE : La « générosité » des

Français et les organisations humanitaires (29).

en « Folio »

A la mi-février, les douze chronologies mensuelles de 1988 paraîtront en livre, comme l'année demière, chez Gallimard, dans la collection de poche ∢ Folio-Actuel », avec une pré-face d'André Fontaine et aug-mentées d'un index détailé.

The state of the s - 🕹 🙀 44 Y TE

No.

Marian .

Marie Marie 15 .

-

● 納入ホー

4

La mise en place du revenu minimum d'insertion s'accélère

guichets d'accueil et des demandes d'allocation, je deuxième volet du revenu minimum d'insertion (RMI), la mécanique qui doit aider à l'insertion des bénéficiaires va commencer à se mettre en place. La composition des commissions locales et départementales va être fixée par des décrets à paraître prochainement, et surtout des moyens en hommes et en crédits vont déià leur être attribués suite à un télex adressé aux préfets vendredi 13 janvier. Une première réponse sera ainsi apportée aux inquiétudes de l'ANPE, qui avait décidé de se tenir sur la réserve en attendant les moyens ad hoc (le Monde daté 8-9 janvier).

Le délai prévu pour l'établissement des contrats d'insertion et la montée en charge plutôt rapide des demandes, même si elle est très inégale selon les départements et les villes (1), obligent à aller vite. Une course de vitesse est engagée. Or la définition des moyens est délicate : la prudence de l'ANPE n'est qu'un signe des difficultés rencontrées. Les programmes d'insertion et les outils à utiliser dépendent des besoins des bénéficiaires. Tout le monde pense à l'insertion professionnelle, alors que la lutte contre la pauvreté comporte d'autres volets : santé, logement, formation générale, action sociale, etc.

Parmi les nouvelles institutions, les commissions locales d'insertion (CLI) auront un rôle particulière-ment important. Elles devront servir d'appui, de conseil technique nour les travailleurs sociaux, les associations, les centres communaux d'action sociale qui vont préparer les contrats d'insertion, mais en même temps elles devront mobiliser associations et institutions économiques et sociales, et pas seulement les ser-vices publics, à la manière des mis-sions locales pour l'emploi des

Pour assurer le fonctionnement de ces nouvelles institutions, les premiers moyens vont être accordés. L'Etat, vers qui tous les regards se tournent, va donner l'exemple. Pour animer les commissions départementales, préparer les programmes,

Un mois après Pouverture des locales et leur fournir un appui technichets d'accueil et des emandes d'allocation, le le budget de la solidarité alin de recruter des chargés de mis-sion départementaux, fonctionnaires ou contractuels de haut niveau; pour sa part, l'ANPE va pouvoir mettre une centaine de personnes à disposition (one par département), avec l'assurance de pouvoir les rem-placer. Enfin, des crédits vont être délégnés aux préfets pour la gestion administrative, le secrétariat et les équipes techniques des CL1. Un pro-mier contingent de 70 millions de francs est prévu pour assurer les dépenses de secrétariat des commis-

> Mais la somme risque fort d'être insuffisante (cent vingt heures de vacation reviennent à 50 000 F ou 60 000 F par an) pour assurer le fonctionnement des cellules techni-ques des commissions locales, qui doivent être composées de spé listes connaissant hien l'éventail des offres de formation et des aides. Le montant des crédits nécessaires fait l'objet de vives discussions avec le ministère du budget, comme on peut s'en douter. On a donc demandé aux préfets de préciser l'organisation qu'ils prévoient et les dépenses qu'elle entraîne. Au vu de ces demandes, le gouvernement devrait, fin février, pouvoir annoncer les modalités de participation des ser-vices publics et les conditions de remplacement des personnels mis à disposition des commissions locales.

Le rôle des conseils généraux

Mais les conseils généraux vont anssi évidemment devoir mettre la main à la poche. Ils devraient d'abord consacrer à ce dispositif administratif 10 % de leurs dépenses d'insertion (fixées elles-mêmes par la loi à 20 % du montant des allocations versées dans le département). D'autre part, ils devraient dépenser an moins 20 F par habitant pour des actions d'insertion sociale nouvelles destinées aux bénéficiaires du RMI (à l'exclusion de la reprise on de l'adaptation des programmes actuels d'action sociale ou de la rémunération des assistantes sociales). L'organisation et le financement de ces actions seront précisés dans des président du conseil général et les mentier (M^m Dupin), 145, avenue organismes chargés de l'exécution Parmentier, 75010 Paris. Tél. : 42-

Deux décrets fixant la composi-tion des nouvelles instances vont être examinés par le Conseil d'Etat le mardi 17 janvier et devraient être publiés avant la fin de la même semaine. Le nombre de leurs membres sera laissé au choix des préfets, mais aucun des différents collèges prévus (élus, représentants de l'Etat, des associations, des entreprises et des institutions économiques et sociales) ne doit détenir la majorité. Des indications plus détaillées seront données dans une circulaire publiée à la fin du mois. Celleci sera présentée aux préfets jeudi 19 janvier et aux secrétaires géné-

raux et directeurs de l'action sociale le 24 ianvier. Cette circulaire fixera queiques règles sur la dimension et le nombre des commissions locales d'inscrtion : il s'agit d'éviter que celles-ci ne soient un simple calque des circons-criptions d'action sociale actuelles. mêmes repeintes à neuf, et qu'elles tiennent compte des bassins d'emploi et de population. Chacune pourrait réunir des ensembles de 100 000 à 120 000 habitants. Le texte invitera aussi les préfets à y nommer autant que possible des « personnes-ressources » choisies parmi les partenaires sociaux, les

associations gestionnaires de ser-vices et pas soulement les associations caritatives. **GUY HERZLICH.**

 Selon le ministère des affaires sociales, 110 000 personnes avaient déposé une demande, 90 000 dossiers avaient été transmis des la lin de la semaine dernière aux organismes payeurs, et 15000 personnes avaient détà recu des avances.

Journées d'information sur le RML - A l'initiative de la direction générale des affaires sanitaires et sociales, l'Institut Parmentier (centre de formation de travailleurs sociaux de Paris) organise, en colleboration avec l'Institut familial et le Centre régional de formation de l'éducation surveillée, quatre journées d'informa-tion sur ce thème les 17, 24, 26 janvier et 6 février, de 9 h 30 à heures. La première journée (17 janvier) aura lieu à : Accueil Association Reille (auditorium), 32-34, avenue Reille, 75014 Paris. L'entrée est libre mais il est recomconventions signées par le préfet, le mandé de s'inscrire à l'Institut Par-03-08-31.

AFFAIRES

Nouveau rebondissement dans l'électronique

GEC conclut trois accords avec General Electric

Spectaculaire renversement d'alliance dans le feuilleton qui secone depuis deux mois l'électronique britamique : l'américain General Electric (250 milliards de francs de chiffre d'affaires), oupçonné en début de semaine d'avoir des visées bostiles à l'encontre de son homonyme anglais,

GEC (General Electric Company), s'avère être, en fait, un allié. Vendredi 13 janvier, les deux groupes ont annoncé qu'ils allaient fusionner leurs activités européennes dans trois métiers : l'électronique médicale, l'électroménager et la distribution électrique.

filiale Picker, au néerlandais Philips. Pour comprendre ce nouvel épisode, il faut reprendre la génèse de la bataille qui se déroule outre-Néanmoins, Siemens restait réservé sur les chances d'un accord, souli-Manche dans les industries électriques et électroniques. A la mignant qu'il faudrait auparavant obtenir le feu vert des autorités antinovembre, GEC (60 milliards de trust aux Etats-Unis. chissre d'assaires), numéro un bri-tannique dans le secteur s'alliait à Un tacticien Siemens (200 milliards de ventes) pour lancer une offre publique d'achat hostile contre son conci-Une première fois, lord Weinsoyen, Plessey. L'opération dans tock, le patron de GEC, créait la laquelle s'engageaient les deux géants européens représentait la somme de 18 milliards de francs! surprise en annonçant, à la veille de

Noël, qu'il regroupait ses activités dans le gros matériel électrique (y compris le ferroviaire) avec le français Alsthom (le Monde du Mais elle permettait, entre autre à l'allemand de prendre pied dans le téléphone britannique et à l'anglais de rentrer discrètement dans l'élec-24 décembre). Une alliance qui aurait aussi bien pu se faire entre GEC et Siemens, ou entre Alsthom tronique de défense outre-Rhin. Dans l'esprit de Siemens, qui avait appris à connaître GEC depuis quel-ques mois à l'occasion d'une coopéet Siemens... Si l'allemand ne manifestait aucune amertume à propos de cet accord franco-britannique, ration dans le secteur des lampes, il nombreux étaient pourtant les observateurs qui estimaient qu'il se trou-vait isolé sur l'échiquier mondial de s'agissait manifestement d'une amorce de coopération avec le l'électromécanique (en particulier dans le ferroviaire), après ces fian-çailles, et le mariage du suédois groupe britannique, même si on prêchait à Munich le pragmatisme. «Tout est possible à l'avenir, à condition d'avoir un sens», nous Asea et du Suisse Brown Bovery. En tout cas, lord Weinstock évitait ainsi déclarait M. Karlbeinz Kaske, le patron de Siemens (le Monde du 13 décembre). Le domaine le plus de tomber sous la coupe de Siemens. généralement cité pour une coopéra-

L'accord dévoilé vendredi 13 un jour symbolique? - révèle des qualités de tacticiens encore plus subtiles que prévu chez le patron de GEC : car la General Electric américaine à laquelle il s'allie maintenant figurait, semble-t-il, parmi les groupes internationaux qui se préparaient à lancer une méga-OPA (77 milliards de francs) contre sot

entreprise (le Monde du 10 janvier). Lord Weinstock a-t-il paye ce prix pour désamorcer l'OPA qui se tramait contre son groupe? Il a affirmé vendredi que les négocia-tions duraient depuis 1988... l'accord permettra en tout cas au grand américain de renforcer sa pré-sence dans l'électronique médicale sur le Vieux Continent, dix-huit mois après le rachat de la filiale du français Thomson dans ce secteur (la Compagnie générale de radiologie). Dans l'électroménager, GEC fusionnera à 50/50 les filiales de sa très rentable entreprise Hotpoint avec celles de l'américain (les lampes, déjà mariées à Siemens, res-tent en dehors) et gardera la gestion du total. Dans les équipements de distribution électrique, les deux groupes rapprocheront leurs filiales belge et italienne. Enfin, dans l'équipement électrique, fiancé avant Noël à Alsthom, une collaboration est prévue sur les turbines à gaz...

Le projet d'OPA contre GEC qui devait s'accompagner du dépeçage de ce groupe est-il définitivement enterré? Si tel était le cas, cela ne ferait pas l'affaire de Plessey qui aurait, du même coup, été sauvé des appétits de GEC et Siemens. Mais, est vrai que l'entreprise attaquée à aujourd'hui un peu plus de temps pour trouver une riposte, puisque la commission britannique des monopoles dispose de trois mois avant de donner son seu vert à l'OPA (le Monde du 14 janvier).

FRANÇOISE VAYSSE.

PÊCHE

Le gouvernement fixe unilatéralement les quotas de morue au large de Saint-Pierre-et-Miquelon

tion future était celui de l'électroni-

que médicale : d'une part, Siemens y fait porter tous ses efforts et a réussi

à s'imposer comme naméro deux aux Etats-Unis (derrière l'améri-cain... General Electric). D'autre

part, GEC avait tenté - sans succès - de marier, il y a deux ans, sa

Les négociations organisées à Paris depuis une semaine, sous l'égide des ministères des DOM-TOM et de la mer, entre les entreprises françaises de pêche pour se répartir les quotas de morue au large de l'archipel de Saint-Pierreet-Miquelon ont échoué. Il s'agissait - en marge du conflit francocanadien toujours ouvert d'essayer de mettre d'accord les pêcheurs de Saint-Pierreet-Miquelon (qui estiment avoir une certaine priorité pour pécher les morues au large de leurs côtes) et ceux de Saint-Malo, à travers la société Comapêche, qui exploite traditionnellement trois navires congélateurs de gros tonnage dans ces parages, dénommés le « secteur 3PS ».

En l'absence d'entente des professionnels, le gouvernement a fixé les quotas de capture autorisés en 1989, à titre conservatoire. Sur un total de 26 000 tonnes, les pêcheurs de Saint-Majo auront droit à 5 500 tonnes, au lieu de 9330 l'an dernier, et les Saint-Pierrais à 20 500 tonnes, au lien de 16 660.

De plus, le gouvernement 2 décidé, dans le cadre du développement économique de l'archivel (6000 habitants), de constituer une société d'économie mixte pour l'étude de l'extension du port de Saint-Pierre et de la construction d'un atelier de réparation navale qui associera notamment des collectivités et établissements publics et un établissement financier.

ETRANGER

Etats-Unis

Forte hausse des ventes au détail et des prix de gros en 1988

Les dernières statistiques du bles de l'accalmie du seul mois de département du commerce sur les décembre. Autant dire que les écoprix de gros et les ventes de détail aux Etats-Unis ont semé la perturbation, vendredi 13 janvier, sur les marchés des changes. Considérées ricains. comme un bon indicateur de ten dance sur la consommation, les ventes de détail ont en effet progressé de 0,2 % seulement en décembre contre 0,9 % en novembre, suggérant une accalmie de la conjoncture outre-Atlantique et éloignant la possibilité d'un relèvement des taux d'intérêt par la réserve fédérale.

La déception momentanée des cambistes (voir page 15), ne peut pourtant faire oublier qu'au total les ventes de détail ont augmenté, sur l'ensemble de 1988, de 6,7 %, leur plus forte poussée depuis 1984. Ce sont en grande partie les ventes automobiles qui sont à l'origine de ce bond, comme elles sont responsa-

nomistes appellent à la plus grande prudence avant de conclure à une moindre boulimie d'achats des Amé-

Ils s'inquiètent en revanche, des signes de résurgence de l'inflation contenus dans les statistiques sur les prix de gros. Ces derniers ont augmenté de 0,4 % en décembre, un rythme annuel de 4,5 % et de 4 % en moyenne en 1988. Ce dernier taux est le plus rapide depuis sept ans. Toujours sur l'ensemble de 1988, les prix des produits alimentaires, renchéris il est vrai par la sécheresse de l'été dernier, ont augmenté de 5,7 % et les produits finis de 4,3 % à la production. La baisse, de 3.4 % des prix énergétiques ne constitue guère un sujet de soulagement pour l'avenir. La consommation énergétique reste forte aux Etats-Unis et les cours du pétrole remontent actuellement.

Trêve pour la dette vénézuélienne

Le comité de coordination représentant les banques engagées au Venezuela a accepté la demande de Caracas de suspendre le paiement sur le capital de sa dette entre le 17 janvier et le 30 mars prochain, a déclaré vendredi 13 janvier Dominique Clavel, vice-président de la Chase Manhattan et responsable du comité. Cette trêve permettra au Venezuela de gagner du temps, en dépit de la sorte diminution des réserves de change du pays, afin de négocier de nouveaux crédits avec le répons Fonds monétaire international et de rable.

reprendre les discussions sur la restructuration de sa dette. Cette dernière, évaluée à 35 milliards de doilars (210 milliards de francs), est constituée, pour 21 milliards, de prêts contractés auprès des banques. Dans l'espoir d'obtenir lui aussi un ballon d'oxygène financier, le Brésil a, selon le Financial Times du 14 janvier, demandé aux Etats-Unis un crédit-relais de 3 milliards de dollars du type de celui accordé en novembre au Mexique. La première réponse américaine aurait été favo-

en bref

• Que faire de l'armement naval SNCF?. - Le ministre des transports, M. Michel Delebarre, et son ministre délégué chargé de la mer, M. Jacques Mellick, ont confié à M. Pierre Léonard, président du Conseil supérieur de la marine marchande, une mission d'étude concernant l'avenir de l'armement naval de la SNCF. D'ici au mois d'avril. M. Léonard devra proposer des solutions pour les canq ferries dont la SNCF souhaite se défaire dans la perspective de l'ouverture du tunnel sous la Manche en 1993.

• M. Joseph Ballé est nommé président de la CFCA. - M. Joseph Ballé a été nommé président de la Confédération française de la coopération agricole (CFCA) par le conseil d'administration, en remolacement de M. Albert Duchslais. M. Ballé, âgé de quarante-neuf ans, est président de la coopérative La Noëlle, à Ancenis (Loire-Atlantique), et membre du bureau de la Fédération nationale des coopératives laitières.

Précision. - A la suite de notre article sur la « guerre du sucre » la BRED (le Monde du 24 décembre), dans lequel nous avions indiqué, à partir d'informations syndicales, que la CFDT et le SNB-CGC représen-taient 70 % du personnel, la section CFTC de la BRED a contesté ce pourcentage. Selon la CFTC, e la CFDT et le SNB ne représentent pas 70 % du personnel, mais environ 50 % ».

Aux élections au conseil de discipline, le 19 octobre 1988, la CFDT et le SNB-CGC avaient totalisé 54,14 % des voix (la CFTC 17,76 %). Aux élections de délégués du personnel

en juin 1988, CFDT et SNB-CGC aient 54.77 % et la CFTC

· Les libraires assignent les Centres Leclerc en référé. - La Fédération française des syndicats de libraires (FFSL) a assigné les Centres Leclerc en référé, réclamant le paiement de près de 3 millions de frances devant le tribunal de grande instance de Paris, sur la vente de livres à prix cassés. Elle s'appuie sur un arrêt de la cour d'appel de Paris, du 10 février 1988, qui avait interdit aux Centres Leciero de vendre des livres à un prix non conforme à la loi du 10 août 1981 (loi Lang), sous astreinte de 1 000 F par infraction. La FFSL fait valoir que, depuis cette date, elle a fait relever près de trois mille infrac-

LOGEMENT

in that I was

F' II TEL

La clôture des premières rencontres internationales sur la qualité urbaine

M. Mitterrand: priorité à l'habitat social

Chenôve de notre envoyée spéciale

M. François Mitterrand a clôturé, vendredi 13 janvier, à Chenôve (Côte-d'Or), les premières Rencon-tres internationales sur la qualité urbaine, qui avaient réuni pendant deux jours de nombreux élus et des responsables de collectivités locales. Accompagné de MM. Maurice Faure ministre de l'équipement et du logement, Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur et président de l'Association des maires de grandes villes, Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du terri-

«changer la vie», proclamée en 1981, passait par une étape : «Changer la ville. »

Accordant la priorité au logement social, M. Mitterrand a souhaité que, d'ici à la fin du septennat, « ce type de problèmes soient réglés ». Il vaut mieux dépenser là qu'ailleurs -, a-t-il observé, en se déclarant favorable à « un plan de cinq ans » qui permettrait la construction d'un million de logements.

Rappelant le vote de la loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI) « qui devrait toucher 400 000 à 500 000 personnes », le président de la République a souhaité un « réexamen du mécanisme d'attribution» des logements sociaux « pour celles

toire et de la reconversion, le chef de et ceux qui n'ont pas de logement, l'Etat a déclaré que l'ambition de pas parce qu'il en manque mais parce qu'ils ne peuvent pas payer ». M. Mitterrand a également rendu hommage à Gaston Defferre, auteur

> plus grandes lois du siècle », – qui donnent davantage de moyens aux Enfin, alors que la campagne pour les élections municipales des 12 et 19 mars prochain a déjà commencé, M. Mitterrand s'est félicité de ce type de rencontres qui permet-

des lois de décentralisation - « les

tent « de ne pas se disperser dans des querelles souvent inutiles, souvent artificielles . . Mais, que voulez-vous, a ajouté le président de la République, il faut bien entrete-nir le fond de commerce!

PASCALE ROBERT-DIARD.

Conflits sur les loyers

Les commissions de conciliation ne concilient pas...

La commission départementale de conciliation de Paris, chargée par la loi Méhaignerie de tenter de mettre d'accord propriétaires et loca-taires, a traité 4 248 dossiers en 1988. La plupart de ces dossiers portaient sur des renouvellements de baux et loyers libres (art. 21 de la la Méhaignerie), 281 concernant des sorties de la loi de 1948 (art. 31). Ces commissions sont-elles bien nommées ? 690 dossiers sculement ont abouti à un accord entre propriétaire et locataire, soit un taux de conciliation de 16,2 % : dans moins d'un cas sur six.

Sur la France entière, il est trop tôt pour connaître le bilan de l'activité de toutes les commissions départementales. Au cours des trois premiers trimestres, le nombre de dossiers traités s'est élevé à 8 132, avec un taux de conciliation de 29.2 %. Mais la situation est ures variable d'un département à l'autre. Dans 42 départements, les commis-

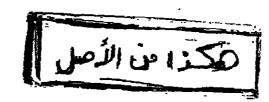
sions ont eu à traiter de 1 à 10 dos-siers en neuf mois, 9 départements n'ayant reçu aucun dossier. Les départements de l'Île-de-France, y compris Paris, représentent 70 % de l'activité nationale, avec deux champions toutes catégories, Paris, 3 006 dossiers (37 % du total), et les Hauts-de-Seine (14 %). Au fil des trimestres, le taux de conciliation ne cesse de se dégrader à Paris et dans l'Ile-de-France, à part dans les Yvelines où le taux de conciliation atteint 85 % (324 accords sur 380 dossiers traités); sans prendre en compte Paris, ce taux est tombé de 37,1 % au premier trimestre à 21,1 % au troisième.

Deux autres agglomérations bénéficient, outre Paris, de la prolonga-tion jusqu'en 1995 des dispositions transitoires de la loi Méhaignerie : Lyon et Marseille. Il est intéressant de constater que, dans le Rhône, qui vient au troisième rang pour l'impor-

tance du nombre de dossiers traités, avec 433 cas, l'accord s'est manifesté dans plus d'un cas sur trois (35 %). Les Bouches-du-Rhône arrivent au huitième rang, avec 225 dossiers et un taux de conciliation de 46%

Dans la région parisienne, l'activité des commissions s'est considérablement intensifiée, puisque, sans qu'on puisse dire qu'elle ont atteint leur régime de croisière, la propor-tion des affaires traitées prouve à l'évidence que c'est dans la capitale et dans sa banlieue que le marché du logement locatif est le plus tendu. On ne sait pas combien de dossiers iront en justice, mais, déjà, les tribunaux se plaignent de la surcharge qui leur est imposée. Et on est incapable de dénombrer ceux qui, faute d'information ou de combativité, auront choisi d'accepter une hausse excessive ou de déménager.

JOSÉE DOYÈRE.



100 TEL 500 1

an 🍅 🖦 💐

Andrew Control

......

🦺 د 🌉 - پروهندوز دو د

aran a fina 🎉

NEW YORK DESC

BOURSE DE PARIS

TENDREDI 13 n'aura pas porté malheur au marché comme le redoutaient certains superstitieux. Tout au plus aura-t-il contribué à un ralentissement de au plus aura-t-il contribué à un raientissement de l'activité, ce qui n'a pas empêché, pour la quatrième fois consécutive, d'avoir une semaine qui se soide sur un gain appréciable. La progression pour ces cinq séances est de 1,7 % contre successivement depuis la mi-décembre 3,5 %, 2 % et 4,3 %. Cette performance a permis à l'indice CAC de se rapprocher lentement, mais sûrement, affirment les optimistes, de son record historique de 460,4 établi voici presque deux ans le 26 mars 1987. Veudredi, en clôtmant à 441,3, il n'en était distant que de 4 %. Le baromètre de la place parisienne atteignait également ce jour-là son plus hant niveau depuis le krach d'octobre. Ainsi s'achève une semaine mouvementée où se sont succédé pas moins de cinq OPA ou OPE, une flambée des cours des valeurs pétrolières, et une effervescence autour du numéro un pétrolières, et une effervescence autour du numéro un mondial du luxe Moët-Hennessy-Louis Vuitton (LVMH). Le tout sur fond d'agitation sociale, sans oublier les rumeurs de redressement fiscal visant la Société des Bourses françaises (SBF). Aussi le marché a-t-il oscillé entre le désir et la nécessité de marquer une pause, après les gains exceptionnels depuis près d'un mois, et celui de poursuivre son ascension. La perspective d'un conflit social rue Vivienne plaidait en faveur d'un ralentissement de l'activité, mais l'aiguillon de Wall Street où le Dow Jones franchissait enfin la parre des 2 200 stimulait les opérateurs. Ainsi, les trois premiers jours furent consacrés aux prises de bénéfices et se terminaient régulièrement sur une note légèrement négative. Jeudi, n'y tenant plus, le marché connaissait une vigourense reprise réalisant sa meilleure performance (+ 1,52 %), avant de retomber vendredi.

Le volume d'activité est cependant resté à un nivean exceptionnellement élevé variant entre 2,5 et 3 milliards de francs traités quotidiennement sur le marché à règlement mensuel. Preuve s'il en faut de la vitalité de la place qui pendant une grande partie de l'année dernière n'avait jamais réussi à franchir les 2 milliards. Ce dynamisme est attribué aux résultats encourageants des entreprises attendus par la plupart des cabinets d'analystes tant francais qu'étrangers. La plapart recommandent d'investir à Paris essentiellement pour deux raisons : la progression des bénéfices des firmes pour 1989 qui devrait avoisiner les 13%, et le mouvement de restructurations industrielles qui n'est certainement pas achevé. D'où de nombreux rachats à venir qui pourraient, comme l'an dernier, dynamiser la

La semaine a, sur ce plan, été riche avec cinq OPA ou OPE (offre publique d'achat ou d'échange). Lundi, la Compagnie française d'Afrique occidentale (CFAO) « endossait l'armure du Chevalier blanc » pour se porter au secours de La Ruche méridionale (LRM). Ce groupe de distribution est en effet victime depuis les derniers jours de

Alimentation

FACOM ...

Marine Wet Penhoët . . Peugeot SA

La hausse malgré tout

décembre d'un raid inamical lancé par un de ses concur-rents, Rallye. LRM appelait alors la CFAO à la resconsse. Cette société centenaire de commerce international faisait monter les enchères en proposant, eu réponse à Poffre de Rallye sur 60 % du capital de LRM, au prix de 1 900 F Paction, de represdre 100 % des titres au même prix nominal avec pour possibilité d'échanger chaque action coutre une obligation convertible CFAO 6,25 % de 1 500 F nominal plus un versement de 200 F en espèces. L'offre approche ainsi le milliard de francs contre 580 millions pour Rallye. Quelle sera la réaction de l'attaquant, s'engagerat-il dans une bataille boursière ? En fin de semaine, per-sonne ne pouvait prédire l'évolution de la situation.

Dumenil-Leblé et CERUS créaient la surprise mercredi en décidant de fusionner, devesant ainsi le quatrième holding financier français (voir encadré). Parallèlement, le groupe de presse Expansion, par l'intermédiaire de sa filiale AGEFI Developpement, lançait une OPE sur DAFSA. Cette firme, dont l'actionnaire principal est CERUS, est spécialisée dans la fourniture d'informations cières à l'intention de professionnels. Les parités d'échange retenues sont de quatre actions AGEFI Deve-loppement à créer plus un bon de souscription, contre cinq titres DAFSA.

On attendait depuis plusieurs mois l'entrée de la société Torras Hostench, filiale du groupe koweitien Klo, et c'est la firme américaine International Paper qui a décidé finalement de lancer une offensive sur le groupe Aussedat-Rey. Les modalités de l'opération de rachat du Ausseull-Rey. Les modantes de l'operation de la photo-leader européen de la production de papier pour la photo-copie et la bureautique devraient être commes dans les pro-chains jours. L'OPA sur l'intégralité du capital, sous réserve de l'autorisation des pouvoirs publics, pourrait se faire à un prix compris entre 670 et 680 F, ce qui porterait le montant de l'acquisition à 2 milliards de francs. Si qua-tre de ces OPA-OPE se sont déroulées à Paris, la cinquième se situe à Nancy et prend la forme d'un RES (rachat de l'entreprise par ses salariés). Les employés de l'imprimerie et librairie Berger-Levrault ont ainsi déposé une offre d'achat estimée à près de 80 millions de francs.

« Ca fait désordre »

A côté de toutes ces restructurations, le nouvel épisode du feuilleton LVMH n'a pas comm de baisse d'audience. An contraire. La bataille pour la direction du numéro un mondial du luxe a dominé la semaine, et notamment la

Semaine du 9 au 13 janvier 1989

journée de mardi. Ce jour-là, le volume des échanges sur ce titre a dépassé le militard de francs, représentant à lui seul près de la moitié de celui traité sur le marché à règlement suel. Jeudi, M. Alain Chevalier démissionnait de ses fonctions pour laisser le place au président de la Finan-cière Agache, M. Bernard Arnault. Vendredi, le britanni-que Guinness, alié d'Agache, déclarait avoir renforcé sa participation dans LVMH pour préserver l'intégrité du groupe. (A suivre.)

Tous ces évésements poussent les investisseurs à s'inté-resser de plus près aux « opéables », ces valeurs dont le capital serait mai contrôlé. Et ce n'est pas un hasard si l'attention se concentrait sur Facom, Arjomarie ou encore rattennon se concemirant sur racom, Arjoniarie ou encere le Club Méditerranée. Toutefois, en fin de semaine. Pévé-nement aura aussi été la hausse des pétrolières encouragée par les déclarations de M. François Xavier Ortoli, prési-dent de Total, sur les gains très importants réalisés entre juillet et décembre dans le raffinage.

La perspective d'une grère des quelque six mile sala-ries de la Bourse décidée pour lundi 16 janvier a momenta-nément pesé sur la tendance. Mais sans plus. Cette déci-sion d'arrêt de travail a été prise mardi au cours d'une assemblée générale et a pour objectif de protester contre les suppressions d'emplois (six cents selon les syndicats) et la diminution drastique des primes dans les rémunérations annuelles. Dirigeants de sociétés de Bourse et syndicalistes s'interrogeaient durant le week-end sur la portée de ce mouvement et sur la capacité des grévistes à empêcher le déroulement des cotations assistées en continu et effectuées par ordinateur...

Si elle n'a pas affecté véritablement la ses on ene n'a pas ariecte vernamement la semanne, la rumeur d'un redressement fiscal important dont fera l'objet la SBF a quand même choqué la plupart des intervenants. L'organisme chargé du fonctionnement des marchés boursiers a subi un contrôle fiscal portant sur ses trois exercices 1985-1986-1987. Les investigations auraient alors permis de déceler de graves erreurs dans la comptabialors permis de déceler de graves erreurs dans la comptabi-lité de l'ex-Compagnie des agents de charge, devenue depuis SBF. Elles proviennent d'une mauvaise interpréta-tion de ses statuts, où sont confondus le caractère privé et celui d'établissement à but non lucratif. Les enquêtes auraient permis d'établir que le redressement fiscal dépas-serait la centaine de millions de francs. Certains même parlent de plus de 500 millions de francs, et d'autres nette-ment plus. L'examen du dossier va à présent commencer, et les négociations devraient débuter entre les dirigeants de la SBF et le fire sur un « éventuel commence de . Il navan. la SBF et le fisc sur un « éventuel compromis ». Un arrangement pourrait être trouvé permettant de réduire la mote... Voire de l'anualer pour épargner cette institution déjà blen attelate. Il n'empêche, quel que soit le résultat final, que « ça fait désordre ».

Mines d'or, diamants

.

Filatures, textiles, magasins

1 745

518

55,40 +

13-1-89

414 360 277

2 249

87,98 690 82

Anglo-American ... Amgold Buf. Gold M.

Harmony
Randfontein
Saint-Helena

Agache (Fin.) BHV CFAO

La Redoute
Nouvelles Galeries
Printemps
Roudier
SCOA

SCOA

Pétroles

Raffinage

Indice OMF 50.

3,90

Diff.

87 5,90 4 1,50 3,05 0,09

13-I-89 Diff.

104,50 + 4,70 410,50 + 2,50 75,50 + 4 70,88 + 5,30 54,30 + 1,30 101 + 7 136 + 1,50 34,90 inch. 385 + 0,50 45,65 + 1,60 170 + 7,50

- *7*3

+ 18 - 25 - 100 + 13 + 25 + 55 + 21 + 35

4,45

Diff.

+ 22 + 40 + 5,50

- 101 7,90 15 9

+ 25

Valenza

Monlinez ... UFB Locabail

Total Fise Petr.

1,50

DOMINIQUE GALLOIS,

e Pièce française (10 fr.) Pièce suitee (20 fr.) Pièce letine (20 fr.)

50 pages 20 maries . . .

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

80 900 81 600 80 600 81 700

573 485 314

O Cos pièces d'or ne sont cotées car'à la

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valent

+ 18.2 Aux. Entrepr. + 16.8 LVMH

+ 16,3 Sempiquet ... + 14,9 Aisthorn

Lab. Bellos 12.2 Carmend SA 11.4 UIF 10.9 Leroy-Somer

Leroy-Somer Min Pro Sal. Charg. SA Olida Par. Off. Media-Geria

579 485 315

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Au-dessus des 2 200

Wall Street a atteint son ples hans nivean depuis le krach, bien que les prises de bénéfices sient contens son élan sur un marché nerveux et pos acuif. Après plusieurs tentatives infractseuses depuis le 5 janvier, l'indice Dow-lones 2 depuis le 5 janvier, l'indice Dow-lones a passé la barre des 2 200 pour terminer la semaine avec des gains de 31,78 points par rapport à la cièture du vendredi 6. Bien que l'intensité des programmes informatiques des investisseurs institutionnels ait diminaté, ils out néaumoires dominé l'activité boursière,

Les statistiques économiques publiées vendredi, fournissent des signes diver-gents sur l'évolution de l'inflation, out entraîné une certaine confusion et temp les investisseurs à l'écart du marché. Il ne s'échangeait que 133 millions de titres contre 183 millions la veille.

	Cours 6 janv.	Com £3 jaz
Alcos ATT Boeing Chase Man. Bank Du Post de Nemours Eastman Kodak Exxos Ford General Blectric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Off Pfiner Schlamberger Texaco UAL Corp. (en-Allegia) Usion Carbide USX Westinghouse Xerox Corp	515/4 421/4 421/4 511/4 511/4 511/4 511/4 511/4 511/4 51/7 51/7 51/7 51/7 51/7 51/7 51/7 51/7	995 291 611 921 947 445 45 45 47 521 521 521 521 521 521 521 521 521 521

LONDRES Dominée par GEC-Pleasey

La semaine a été dominés par un ntense activité sur les valeurs opéables qui ont dopé la cote. La saga GEC-Piessey a été an centre de toutes les convensations, rébondissant chaque jour sur un élément nouveau. Vendredi, c'était l'annonce d'un accord de fusion entre certaines activités de GEC avec celle de l'américain General Electric. Dans le même temps, GEC, associé à l'Allemand Siemess, portait sa partici-pation dans Plessey à 14,4 % après que devant la commission des monopoles. Sur le front des rachats d'entreprises, à noter celle inamicale du médois Pricorun montant de 63 millions de livres (640 millions de francs).

Indices «FT» du 13 janvier : 100 valeurs, 1 862.1 (contre 1 811.3); 30 valeurs, 1 519.7 (contre 1 481.3); fonds d'Etat, 87.01 (contre 86.70) et mines d'or 163,9 (contre 163,1).

. . .

HES PREMIÈRES

Barrell Contract

STEEL SETTING AND THE

The state of the state of the

765 - g

THE ROOM THE

141

State .

249

.. 1 2

· · · · · · ·

And the second

4 From 1

1. Sec. 15.

\$: ..._{2.2}

Effervescence s

(*) En dollars.

FRANCFORT Répit

La fermeté a régné à la Bourse, où don les observateurs le marché surévalué s'est accordé un répit sous forme de prises de bénéfices. De plus, la peur d'une hausse des taux a resurgi. Indice de la Commerzbank du 13 jan-jer : 1 694 7 (contre 1 699 8)

101:1094,7 (COMITE 1 089,8).							
	Cours 6 janv.	Cours 13 janv.					
AEG ASF leyer Jonumerzbenk Jonumerzbenk	281 289,30 308,60 242,50 577 305,20 411,50 211,50 552,50 353,50	198,50 287,30 307,30 249,80 574 305,70 427 211,50 545,50 345					
	Table						

TOKYO Nouveau record

Le Kabuto Cho a euregistré une forte hausse et l'indice Nikkel a été propulsé vers des sommets jamais atteints. La morosité du début de la semaine, à la suite du décès de l'empereur Hirohim, s'est vite estompée et le marché retrou-rait son dynamisme très rapidement. Indices du 13 janvier : Nīkkel 11298,38 (contre 30209,54), général 2457,58 (contre 2 366,91).

	Cours 6 jaar.	Contra 13 jan
uji Bank londa Motors fatsushita Electric fitsubishi Eleavy ony Corp.	648 1 389 1 510 3 630 2 089 2 539 1 979 7 368 2 579	1 420 1 550 3 800 2 170 2 610 1 180 7 429 2 630

OPE de CERUS sur 100 % du capital de Dumenil-Leblé

CERUS, holding français de l'homme d'affaires italien Carlo De Benedetti, présidé par banque d'affaires devenue groupe financier, dirigée par M. Jacques Letertre, ont fait approuver le 13 janvier leur projet de rapprochement (le Monde du 13 janvier) par leurs conseils d'administration respectifs. CERUS qui détient 26,8 % de Dumenil et 30,4 % avec Cir, holding italien de M. De Benedetti, lance des offres publiques d'échange (OPE) sur les actions et les bons Dumenil-Leblé pour porter sa participation à 100 %. Pour deux actions Dumenil apportées à l'offre, il sera remis cinq actions CERUS et une soulte de 40 francs, qui prend en compte le fait que les action-naires de Dumenil qui apporteront leurs titres ne percevront pas de dividende au titre de 1988. Pour chaque bon Dumenil apporté, il sera remis un bon de souscription CERUS permettant de souscrire à un nombre d'actions CERUS résultant de la même parité. La nouvelle société, qui

deviendra le quatrième holding français derrière Suez, Paribas e Axa-Midi, sera présidée par M. Carlo De Benedetti, M. Alain Minc en deviendra le viceprésident directeur général et Jacques Letertre le directeur

 SEB : forte progression des ventes en 1988. – Le chiffre d'affaires consolidé du groupe SEB (petit électro-ménager) a augmenté de 37,5 % pour atteindre 5.1 milliards de francs. Cette progression est due en grande partie à l'acquisition le 1º juillet dernier de son concur-rent Rowenta. A structure comparable, les ventes ont augmenté de 7 %, passant de plus de 3,7 à 4 milliards de francs. Les ventes en France ont augmenté de 13.3 % tandis que les ventes à l'étranger ont progressé de 66,3 %. Les résultats définitifs seront publiés fin mars.

 CBC et Générale des Eaux à Londres. — La Compa-gnie générale de bâtiment et de construction (CBC, filiale de la SGE (groupe Générale des Eaux), a décidé de créer, à Londres, une société de management et de conduite de projets » — c'està-dire de maîtrise d'ouvrage délécuée notamment dans les travaux publics et la construction - qui s'appellera Forward Enterprising Building Construction (FEBC). CBC et la Générale des Eaux, ensemble, seront majoritaires dans le nouvelle société britannique, le reste du capital étant détenu par l'architecte anglais Charles Chevasco.

Matériel électrique services publics 13-1-89 Diff.

		_			_		
Béghin-Say Bongrain	600 3 144	+	6 32		13-1-89		Diff.
BSN (1)	714	+	56	Alcatel	2 705	-	75
Carrefour	3 425	 +	90	Alsthorq	450	! —	21.9
Casino	210]+	15,50	CGE	421	1+	4,5
Euromarché	2 671	I -	31	Crouzet ,	469,90	ļ+	3,9
Guyenne et Gasc	852	+	51	CSEE (ex-Signaux)	630	+	15
Lesieur	2 420	 -	_5	Générale des Eaux	1 615	 -	50
Moët-Hennessy	3 719	1-	901	IBM	769	+	17
Nestlé	29 960	+	160	Intertechnique	1611	+	96
Occid. (Gle)	863	+	15	ITT	326,50	+	8
Olida-Caby	406	I–	8	Legrand	3 629	 	90
Pernod-Ricard	1 329	 -	5	Leroy-Somer	1 311	 - -	57
Promodès	2 750	+	170	Lyonnaise des Eaux.	1 585	 -	8
St-Louis-Bouchon .	1 295	+	37	Matra	265	 _	2,50
Source Perrier	1 606	-	39	Merlin-Gérin	3 650	_	60
***	1 1 1 1 1 1 1 1	_		Moulinex	125,80	+	24,30
(1) Compte tenu (de 12 0172510	m p	ar 10.	PM Cabinal	892	-	19
Dandar ali	- -			Radiotechnique	642	+	8
Produits chin	uques			Schlumberger	217,50	+	10,40
	==	_		SEB	890	+	45
	13-1-89	ı	Diff.	Siemens	1888	-	2
		-		Thomson-CSF	236.50	14	0.50

			I BODISON-C.Str	ווכבסנג ו	
Inst. Mérieux Labo. Bell. Roussel Uc BASF	1 660 1 450	+ 250 - 50 + 15 + 15	Bâtiment, trav		1. 4.
Bayer	1 061	+ 7		13-1-89	Diff.
Imp. Chemic	118.50	+ 5 + 8,60	Auxil. d'entr	975 629	147 5 + 30
Valeurs à reve	nu fixe		Ciments Français Dumez GTM	1 270 838 899	+ 30 + 3 + 14
ou indexé		•	J. Lefebvre Lafarge	1 150 1 565	- 34 + 70
	12 1 90	Diff	Maisons Phénix	72	+ 0.

651 731 182 103,30 - 0,03 125,90 - 0,90 103 + 0,60 PME 10.6 % 1976 ... SGE-SB

r weurs awers	<u>es</u>			ŻCi	2,27	Ŧ			
Valeurs divers				Métaleurop	93 51	ļŢ			
CNI 5 000 F	102,27	+	0,14	Michelin	195	-			
CNB Suez 5 000 F .	102,84	+	6,01	Imétal	312	l-			
CNB Paribas 5 000 F	102,94	_	0,06	Géophysique	613	l+			
CNB bg. 5 000 F	102.27	+	9.14		13-1-07	Ĺ.			
	3 670	۱.	35		13-1-89	Т			
15.75 % 1982	104.57	l _	0,18						
16 % 1982	109,80	<u> -</u> ا	0.10	outre-mer					
16,20 % 1982	107,50		0.03						
10.80 % 1979	106	ΙŦ	0.80	Mines, caoutchouc,					
9 % 1979	101.15		0.40	3.51					
9,80 % 1978	102,55	_	0,40	(1) Coupon 5 F.					

	13-1-89	Diff.	D		
Accor	612	+ 7	Banques, assui	ances	
Arjomari Bic Bis	2 540 856 421	+ 121 + 27 + 30	sociétés d'inve	stissem	ent
CGIP Club Méditerranée	1 470	+ 80		13-1-89	Diff.
Essilor	579 3 625	+ 11 - 95	Bail Équipement	305	+ 2
	1 700 3 376	+ 60 - 24	Bancaire (Cie)	675	+ 5 + 52
Hachette	315 727	+ 18,30 - 13	CFF	881 490	- 9 + 1
L'Air liquide L'Oréal	612 4 360	+ 7	Chargeurs SA	1 238 1 765	- 19 + 17
Navigation Mixte	1 200	+ 20	Hénin (La) Imm. PlMoncean	595 325	+ 5
Saint-Gobain	144 612	+ 5,10 + 1	Locafrance	453,89	+ 8,90

Essilor	3 625	- 95	Bail Equipement Bancaire (Cie)	305 570	‡ ‡	2 5
Europe)	3 376	+ 60 - 24	Cetelem	675	Ŧ	5 2
Hachette	315	+ 18,30	CFF	881	-	9
HAVAS L'Air liquide	727 612	- 13 + 7	CFI SA	490 1 238	<u> </u>	1 19
L'Oréal	4 360	_ 24	Eurafrance	1 765	+	1 7
Navigation Mixte	1 200	+ 20	Hénin (La) Imm. PlMonceau	595 325	+	5
Nord-Est	144 612	+ 5.10	Locafrance	355 453,80	-	5 8,9
Senofi	802	+ 38	Locindus	880	i-	21
Skis Rossignol	1 160	÷ 39	Midi Midland Bank	I 660 196	=	25
Métallurgie	-		OFP	1 432	Ξ	3,9 18
			Paris, de réese	453	÷	23
construction m	écanic	nie	Prétabail	1 149 653	+	16 11
			Société générale	523	_	*3
	13-1-89	Diff.	Suez (Cle Fin.)	324	+	2
Alspi	332	- 8	UCB	187,90	_	2,
Avious Dassault-B	650	+ 8	SOME DIT	TDÉC	٥.	

	332								
sault-B	650 1 710 1 342	- 8 + 8 + 80 + 190	BONS DU TRÉSOR						
ndel	222.50 452	+ 2,50 + 22	Sé	ance	đu	13-1-	89		
irillon	398 1 437 1 625 283,30	- 37 - 3 - 20 + 3,30 + 115	Echéances	Pins Iona	Plus tes	Compas- sation	Variati (juar/vei en pts		
			Mars 39		=	92,34			
	314	+ 33.50	Juin 89.			97.07			

Notiona	el 10 :	%. – C	otatio		TIF	ta a	e du 13 jas	wid	r 1989	
Nombre	de cont	trats : 8	0 000 es	imés.		_				
COURS	COURS ÉCHÉANCES							IJ.		
		Ma	rs 89	J	vin 89		Sept. 89	Г	Déc. 89	11
Premier	•••				_	┪	_			H
+ hant	••••	10	8,88	1	08,24	108.20		┝		Ħ
+ bas		10	8,18	1	07,40	_	107,80	Ι-		11
Dernier		10	8,56	1	07,90	Ι	107.82	\vdash		
Compensation	••••	10	8,56	1	07,90	┝┈	107,90	_	107,52	
						<u> </u>				1
LE VOLU	ME [DES T	RANS	SAC	TIONS	(eı	n milliers	d	e francs)	
		10V.	10 ja		11 janv	_	12 janv.	Ī	13 janv.	-
RM Comptant	3 3:	50717	2504	152	-		3 097 419	1	2 995 280	
R. et obl Actions		36 402 30 097	10391 117	642 248			9 363 101 741 178		11 385 629 930 279	
Total		57216	13013		~		13 201 698		153[1]88	
INDICE	SQU	OLD	IENS (INSI	Œ başe 1	00.	30 décem	hine	1982)	 1
r rançaises.	IŲ	4,/	104,4		103,9	i	105.4	ï		:
Étrangères.	102	2,8	BC	- (103,3		103,9	1	_	Н,
SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES								11.		
(Dase 100, 30 décembre 1988)										
Tendance .	103	3,9	103,		103		104,6	1	104,5	:
(base 100, 31 décembre 1981)										
Indice gén. l	438	3 1	436,	4 i	434,1	i	•	J	441,3	1

(base 1000, 31 décembre 1987)

ladice CAC 40 | 1 629,84 | 1 631,73 | 1 619,35 | 1 647,40 | 1 643,23

OMF (base 100, 31 décembre 1981)

454,17 | 453,88 | 449,89 | 457,84 |

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Attrait persistant pour les coupons élevés

Giobalement, le volume considérable de nouveaux euro-emprunts offerts depuis le début de l'année semble s'absorber sans difficulté majeure, parfois même avec aisance. La clientèle des particuliers a été assez rapide à répondre aux propositions qui s'adressaient directement à elle; principalement dans le domaine des coupons élevés, comme par exemple ceux qui sont attachés aux obligations en dollars australiens. Dans les puissants établisse ments bancaires, chez qui s'approvisionne cette clientèle, on estime que le nombre de leurs souscriptions s'est multiplié par douze environ par rapport à la situation qui prévalait

BOURSE

ETRANSON

En même temps, la demande d'origine institutionnelle demeure soutenue, ce qui a notamment permis au compartiment de l'euro-dollar canadien de poursuivre son développement spectaculaire. L'important succès remporté la semaine précédente par la Province d'Alberta a été confirmé sans peine par de nouvelles eurotransactions, la plupart pour le compte de débiteurs

Dès lundi, il a été possible d'allonger les durées jusqu'à dix ans, et le plus bel exemple d'une telle évolution a été fourni par Hydro Quebec, le géant de l'énergie. Par le truchement de la banque Merrill Lynch International, ce débiteur a pu lever en une seule opération 500 millions de dollars canadiens à dix ans en proposant un coupon de 11 % sur la base d'un prix d'émission de 101,125 % du pair. Ce même compartiment, encore fort sollicité les jours suivants, a vu une opération d'un genre inhabituel pour lui. La Société pour l'expansion des exportations du Canada a en effet émis des titres dont le remboursement dans sept ans tiendra compte de l'absence de coupons d'intérêt. Offerts à 50,52 %, ils seront remboursés an nair. C'est Wood Gundy qui dirige cet emprunt.

Mais l'événement de la semaine passée a été en fait la réouverture du compartiment du dollar des Etats-Unis, où les débiteurs étaient attirés par la possibilité de servir des rendements i long terme inférieurs aux taux du Libor. Dès lundi dernier, la Banque mondiale se présentait pour un montant de 500 millions de doliars à dix ans, la rémunération faciale des titres étant de 9,625 % et le prix d'émission 101,375 du pair. Dirigée par Deutsche Bank Capital Markets, cette opération devait être rapidement snivie d'un euroemprunt de 200 millions de dollars lancé pour la compagnie aérienne scandinave SAS sous la direction des CSFB. Le coupon annuel est de 10 % tout rond pour un prix d'émission de 101,25 %.

D'autres marchés ont rouvert leurs portes avec succès. Cela a été le cas de la peseta espagnole avec deux émissions nouvelles, de la catégorie de celles que l'on appelle matadors », et deux emprunts enro-obligataires en francs français. Les « matadors » sont des emornots en pesetas lancés pour le compte des débiteurs étrangers, dont, lorsqu'il auxquels appartient l'Espagne, les intérêts ne sont soumis à aucune retenue à la source. Le Conseil de l'Europe (pour 12.5 milliards de pesetas d'obligations 11,375 % à cinq ans émises à 101,50 %) s'est présenté sons la direction de la banespagnole de Bankers Trust. Eurofima, la société européenne pour le financement de matériel ferroviaire, un débiteur de la plus haute qualité qui soit et particulièrement prisé en Allemagne et en Suisse, a fait la proposition suivante par le truchement de J.-P. Morgan Espana: 10 milliards d'obligations à dix ans émises au pair et munies de coupons de 11,375 %.

Eurofima a d'ailleurs été le premier emprunteur étranger de

Parmi les éléments qui ont favorisé le bon accueil de la plupart des euro-emprunts lancés depuis le début de l'année, la sagesse des débiteurs baucaires a joué un rôle déterminant. Les banques des grands pays industrialisés représenteront certainement un des contingents les plus importants sur les marchés obligataires internationaux

dettes subordonnées, sans doute plus abondantes encore que l'an passé. Le danger d'une saturation existe donc, qui pourrait s'exercer au détriment du marché dans son ensemble. En fair, if y a quelques semaines encore, on redoutait que des janvier les grands établissements bancaires n'envahissent le marché pour leur propre compte en exploitant au mieux les possibilités d'arbitrage qui allaient s'y présenter, sans se soucier qui seraient offerts aux investis

lions à sept ans émis à 101,375 % et rémunérés au taux facial de 8,625 %), Le Crédit commercial de France, le chef de file, s'est attiré bien des éloges pour la façon dont il a su anticiper l'évolution des rendements-titres en francs. Une autre belle opération a suivi rapidement, dirigée par la Banque nationale de Paris, pour la norvégienne Norsk Hydro (500 millions à six ans, émis à 101,25 % pour un coupon de 8,75 %). Aucune des deux émissions en francs n'est swappée alors que celles en pesetas le

Le compartiment de l'eurolire italienne a été rouvert par la Banque mondiale, mais ce sont surtout les investisseurs italiens qui s'intéressent à ce type d'emprunts pour des raisons fiscales. Banco di Roma et Paris s'occupent de cet emprunt.

D'une façon générale, l'intérêt pour les transactions à hauts cou-pons s'est renforcé considérablement de la désaffection brutale dont ont eu à souffrir les obligations en francs suisses. La crainte de la montée du coût de la vie a suscité un sensible resserrement de la politique monétaire en Helvétie et des décotes largement supérieures au total des commissions pour les banques étaient enregistrées la semaine pas-sée sur les derniers emprunts internationanx en francs suisses.

Sagesse des débiteurs bancaires

Ces craintes se sont révélées exagérées. Les débiteurs bancaires ont été nombreux, mais moins qu'on aurait pu le redouter. Ils ont assez bien réparti leurs apparitions à travers les différents compartiments. Surtout, ils ont modéré leurs exigences en matière de swaps, ce qui a permis à leurs emprunts de sorur à des conditions satisfaisantes dans la plupart des cas. Même les signatures les plus prestigieuses ont renoncé à Aux transactions habituelles rivaliser sur ce terrain avec les débidevraient s'ajouter tout un flot de teurs souverains on quasi souverains. Ces derniers demeurent à la recher-

> du Libor. Les banques également tiennent à obtenir une marge négative par rapport à ce taux interbancaire offert sur le marché international, mais elles se contentent dans bien des cas d'une dizzine à une vingtaine de

che - après swap - de fonds à taux

variables à des coûts de l'ordre d'une

cinquantaine de centimes au-dessous

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Des interventions au succès limité

La valse des interventions des banques centrales a repris cette tuation fixée secrètement par les semaine, et l'agitation des devises sur le marché des changes n'est pas pour déplaire aux cambistes. Le dollar serpente tonjours en cifet sur le chemin de la hausse, abordé en début d'année, et les instituts d'émission ont pris à cœur de le surveiller de très près.

Pour l'instant, la hausse du billet vert s'établit à un peu plus de 3 % contre franc depuis le 31 décembre, alors que le cours avait monté de 8 % lors de la flambée de l'été dernier, atteignant 6,50 F. Après avoir été fixée à 6,2720 F à Paris lors de la cotation officielle le 13 janvier, la devise américaine a cédé du terrain par la suite pour clôturer à 6.2 500 F.

Les achats de dollars effectués par la Bundesbank, la Réserve fédérale américaine, la Banque d'Angleterre (pour ne citer que les principales) à plusieurs reprises dans la semaine se sont répétés vendredi sur l'annonce d'une propression des ventes au détail américaines au mois de décembre moins forte que prévue (0,2 %).

Le repli du dollar, accentué par les banques centrales, était pourtant de courte durée. Analysant les propos du ministre allemand des finances, M. Stoltenberg, sur les aniveaux réalistes » du dollar comme un feu vert à la bausse de la devise américaine, les cambistes rachetaient du billet vert. Ce dernier terminait à Wall Street, vendredi, à 1,8440 deutschemark et 127,28 yens. Ces niveaux sont

membres du groupe des Sept, mais estimée sur les marchés à 1.70-1.90 deutschemark

Cependant, la poursuite de la hausse des taux à court terme aux Etats-Unis, à défaut d'un relèvement du taux de l'escompte de la Réserve fédérale, encourage les placements aux Etats-Unis. Comme le souligne un cambiste : Personne ne veut être court en dollars ., ce qui veut dire que personne ne veut le prendre à décou-

En l'absence de nouvelles sur l'orientation de la politique monétaire du Fed, et à la veille d'un long week-end aux Etats-Unis (où le 16 janvier est férié), les marchés semblent attendre la publication des statistiques commerciales américaines du mois de novembre, qui doivent être publiées le 17, et la passation de pouvoirs à la Maison Blanche, le 20, avant d'indiquer la tendance. Il serait en tout cas difficile pour les cambistes de s'appuyer sur les déclarations gouvernementales des derniers jours pour arrêter leur tactique.

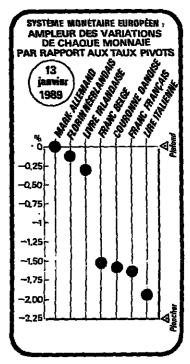
Les Allemands, persuadés que la nouvelle administration sera favorable à un dollar plus ferme, se voient déjà menacés par l'inflation et la bausse des taux d'intérêt américains. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, s'est depuis vigoureusement prononcé contre un affaiblissement. Les Britanniques, qui luttent déjà au corps

conformes à la fourchette de fluc- à corps contre la hausse des prix qui atteindrait actuellement, selon le chancelier de l'Echiquier. M. Nigel Lawson, 7% en rythme annuel, se soucient avant tout de freiner la hausse de la livre. La Banque d'Angleterre est intervenue tour à tour cette semaine en vendant du dollar contre la livre, de la livre contre du deutschemark et du dollar contre du deutschemark. La devise britannique s'échange actuellement à près de 11,10 F.

> Les Japonais et les Français, de leur côté, restent relativement en de hors du duel dollardeutschemark. Les premiers bénéficient d'une bonne tenue du yen, qui est demeuré serme contre le dollar depuis sa forte progression liée à la mort de l'empereur Hirohito. La Banque du Japon n'a donc pas ressenti le besoin de se joindre aux interventions de ses parte-

Les seconds voient avec satisfaction le franc se tenir impeccablement contre le deutschemark. notamment grâce à la conjoncture très savorable enregistrée sur le marché obligataire français (voir ci-dessous). La devise allemande est récemment restée confinée autour de 3,40 F, terminant à Paris le 13 janvier à 3,4105 F.

FRANCOISE LAZARE.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 9 AU 13 JANVIER (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Liste	\$EU.	Franc français	Franc spinte	D. mark	Franc belge	Floria	Lire itelienne
	1,7789		16,0000	64,8615	54,5553	2,6055	48,3558	9,0743
New-York	1,7780	-	16,1551	64,6412	55,1572	2,6362	48,8520	0.0759
	11,3125	6,2500	-	490,38	348,97	16,2845	302,22	4,6433
Patis	11,0658	6.1900		490,13	341,42	16,2889	302,39	4,6541
	27/55	1.5610	24,5762		85.1609	4,8672	75,4836	1,1597
Zerich	2.7586	1,5470	24,9919		85,3282	4,0689	75,5740	1,1632
	3.2590	1,8330	29,3286	117,42		4,7759	88,6363	1,3618
Franciert	3.2235	1.8130	29,2892	117,19	-	4,7685	88.5686	1,3632
	68,2396	38.38	6,1408	24,5868	209,38		18,5590	2,8514
Br uzille t	67,5996	38.02	6,1422	24,5766	209.71	-	18,5735	2,8586
	3,6769	2,8688	33,0864	132,48	112,82	5,3882		1,5364
Amsterden	3,6396	2,0470	33,0695	132,32	11291	5,3890		1,5391
	2393,18	1346	215.36	862.67	73431	35,0703	658,37	
Man		1338	214.86	859.73	733,59	34,9816	649,73	<u> </u>
	274.74	126,40	282,24	80,9737	68,9580	3,2934	61,1218	9,0939
Takyo	226,98	125,80	296,27	83,1117	70,4622	3,3575	62,4963	0,0955

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 13 janvier, 4,9446 F contre 4,8972 F le vendredi 6 janvier.

MATIÈRES PREMIÈRES

Effervescence sur les non-ferreux

Après un parcours remarquable en 1988, les métaux non ferreux entament la nouvelle année dans une effervescence accentuée par les conflits sociaux, les incidents de production et les variations brutales de stocks. Dans ce contexte relativement tendu, certains professionnels n'hésitent pas à manipuler le marché pour profiter des écarts de cours entre le comptant et le terme.

Lundi dernier, les opérateurs du marché du nickel ont eu la désagréable surprise de voir les cours du metal perdre brusquement 1 200 dollars pour clôturer à 16 650 dollars la tonne au comptant. Cet accès de faiblesse provenait d'un gonflement de... 166 % des stocks détenus au London Metal Exchange (LME). L'arrivée en une semaine de 4 224 tonnes de nickel dans les entrepôts du LME a intrigué plus d'un opérateur et les rumeurs les plus diverses out commencé à circuler. Les uns parlaient de livraison de métal soviétique, les

	PRODUITS	COURS DU 13-1				
Cas	re it. g. (Lookes) Trois mois	1 776 (- 1) Livres/tonne				
AB	minium (Ladre) Trois mois	2 345 (- 42) Livres/tonne				
Nic	kel (Londous) Troés mois	15 800 (= 890) Dollars/teams				
Sec	re (Pais) Mars	1 667 (- 23) Francs/tonne				
Cut	(Loodus) Janvier	1 176 (- 117) Livres/tome				
C=	so (New-Yest) Mars	1 350 (- 63) Dollars/toone				
Bié	(Chicago) Mars	441 (~ 7) Cents/boissean				
Ma	is (Chicago) Mars	288 (~ 1) Cents/boissezu				
Soj	a (Chicago) Janvier	263,7 (~ 3,3) Dollars/L courte				
 !!	Le chillre entre parenthèses indique !					

autres du dépôt d'un négociant qui n'avait pas pu conclure une vente avec la Chine populaire. Il est vrai que l'augmentation enregistrée dans les réserves du marché londonien correspondait au tonnage d'un

Les noms du productent canadien Inco, numéro un mondial du nickel, et du courtier Marc Rich, consu pour ses précédentes manipulations des marchés de l'argent et de l'aluminium, revensient également souvent dans les conversations. En fin de semaine, les cours se sont légèrement redressés pour s'établir à 16 725 dollars la tonne, mais les professionnels attendent maintenant avec une certaine anxiété la prochaine publication du niveau des stocks an LME qui doit intervenir

De son côté, le zinc a volé de record en record. Après avoir crevé le piafond des I 630 dollars, la tonne à trois mois, a clôturé la semaine au niveau jamais vu de 1 646 dollars. amisme de la demande et les conflits sociaux qui paralysent l'activité de plusieurs producteurs sont à l'origine de cette performance. Ainsi, les besoins des industries européennes, japonaises et américaines provoquent actuellement une tension sur le marché alors que le métal disponible se fait rare.

En 1988, le Péron, quatrième producteur mondial de mineral de zinc, a extrait 117 600 tonnes de moins qu'en 1987 du fait de la grêve des mineurs. Aujourd'hui, les perspectives de nouveaux conflits sociaux et la menace que représente le mouvement de guérilla du Sentier lumineux inquiètent les professionnels. Le grève, qui a forcé le producteur finlandais Ontokumpu à invoquer la clause de force majeure pour ne pas honorer toutes ses livraisons, contribue également à la nervosité

Les craintes de nouvelles grèves à Centromin, au Pérou, poussent aussi les cours du cuivre à la hausse. D'autant que là encore, le métal physique n'est guère abondant comme en témoigne la contraction régulière des stocks détenus au Comex de New-York. L'annonce d'une explosion dans la mine chilienne de Chuquicamata n'a fait que renforcer une tendance déjà soutenue. Sur le marché de Londres. la tonne à trois mois a terminé à 1 776 livres sterling, retrouvant ainsi les niveaux élevés de la semaine der-

Plus calme mais également soutenu, le marché de l'étain a finalement bien accueilli l'augmentation des quotas annuels à l'exportation décidée par l'Association des pays producteurs d'étain (ATPC). Pour 1988-1989 (mars-février), le nouveau contingent global sera de 106 400 tonnes contre 101 900 tonnes précédemment.

Depuis mars 1987, date de la

mise en place de la première répartition des quotas entre ses sept membres (Australie, Bolivie, Indonésie, Malaisie, Nigéria, Thallande et Zaïre), l'ATPC a réussi à faire fondre les stocks mondiaux. Ces derniers sont en effet passés de 153 000 tonnes an lendemain de l'effondrement du Conseil international de l'étain (ITC) fin 1985 à environ 40 000 tonnes aujourd'hui. Mais le Brésil, qui n'est pas membre de l'association, est devenu en 1988 premier producteur mondial d'étain avec 44 000 tonnes, détrônant ainsi la Malaisie (32 000 tonnes). Ce nouveau numéro un pourrait donc constituer une menace pour ce mécanisme fragile de soutien des cours, même si Brasilia a promis de se limiter à 31 000 tonnes d'exportation en 1989-1990.

Robert Réguer.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Paris baigne dans l'optimisme

Le marché de Paris a commencé l'année avec un démarrage sur les chapeaux de roues, dans un optimisme à tout crin qui reflète l'espoir tenace pour les uns, la quasi-certitude pour les autres, d'une diminution des taux dans le courant de 1989, que ce soit à court terme ou à long terme. Sur le Matif, bon baromètre de la tendance, le cours de l'échéance mars a frôlé les 109 en fin de semaine avant de refluer un peu sur des ventes bénéficiaires.

Sur la marché primaire, celui des émissions, tout s'arrache comme des petits pains. L'emprunt de 1 milliard de francs du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) lancé à 9 % en taux nominal et à 8,62 % sur une tranche un peu plus de 10 %, de l'ensemble s'est littéralement envolé, aspiré par les souscrip-teurs, au point qu'il affichait une commission de placement néga-tive, c'est-à-dire qu'il fallait payer pour en avoir. Les 500 millions de francs du Crédit foncier de France, au rendement réel de 8,45 %, se sont très bien placés. moins follement, toutefois, que le milliard du CEPME, car la rémunération est plus basse. Tous ces rendements sont égaux ou inférieurs à ceux de l'émission d'obligations assimilables au Trésor de la semaine dernière, ce qui donne la mesure de l'enthousiasme.

Cet enthousiasme s'alimente non seulement en France, mais aussi aux Etats-Unis, où les adjudications de bons du Trésor s'effectuent très bien, grâce à la hausse du dollar qui assure les prêteurs, notamment japonais. Ainsi, le rendement de l'emprunt à trente ans du même Trésor est-il revenu au voisinage du pair, c'està-dire à un peu moins de 9 %. Du coup, le camp des pessimistes, celui qui pronostiquent une nouvelle tension des taux outre-Atlantique avant une désescalade dans le courant de 1989 s'est-il affaibli au profit des optimistes, qui pensent que la tension temporaire pourra, elle-même, être évitée.

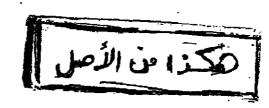
Il y a quelques semaines, nous nous demandions dans ces colonnes, quelle serait la réaction des banques devant le renchérissement du coût d'une partie de leurs ressources à court terme, du fait d'une série de relèvement des taux d'intervention de la Banque de France. En juillet dernier, les établissements avaient ramené de 9,60 % à 9,25 % leur taux de base, après une diminution d'un demipoint, en deux fois, du taux d'intervention de l'Institut d'Emission. A l'automne, ce dernier commencait par annuler cette diminution, remontant de 6 3/4 % aux 7 1/4 % initiaux, avant de porter à 7 3/4 % son taux d'intervention à 8 1/2 % celui de ses pensions à 5-10 jours, tout ceci pour, à la fois, défendre le franc et suivre la montée des taux d'intérêt allemands. Logiquement, les banques françaises auraient dû, elles aussi, relever leur taux de base, d'au moins 0,15 point, soit de 9,25 % à 9,40 %. En Grande-Bretagne. cette mesure aurait été immédiate, l'ajustement sur la variation du taux directeur de la Banque centrale s'effectuant dans l'heure sinon la minute qui suit.

En France, c'est plus compliqué, car les banques dans leurs rapports toujours délicats avec les pouvoirs publics, devraient tenir compte du « cadeau » de 1,4 à 1,5 milliards de francs qui leur est fait à partir du le janvier 1989 grâce à la suppression, dans la loi budgétaire pour 1989, de la taxe sur les encours bancaires. Une telle suppression correspond à peu près à 0.15 point de taux de base. ce qui en gros compense l'élèvation des taux d'intervention de la Banque de France.

Un schéma complique qui avait été concocté vers la sin de l'année consistant à relever de 0.15 point le taux de base bancaire sur l'initiative de la BNP et des Crédit du Nord, pour bien reslêter l'aug-mentation du coût des ressources. Le taux aurait été abaissé d'autant par la suite afin de traduire le « cadeau » représenté par la suppression de la taxe sur les encours. Les banques ont préféré respecter le statu quo en opérant tout de suite la compensation, cela pour éviter les effets sur l'opinion de ces « ajustements », sur-tout celui à la hausse, de leur taux de base. C'est peut-être dommage, dans la mesure où il serait utile, effectivement, d'habituer l'opinion à de tels ajustements, en fonction de l'évolution des taux. En tout cas, la rue de Rivoli est satisfaite. N'est-ce pas l'essentiel par les temps qui courent?

Sur le front des SICAV court terme, dites de trésorerie, le dernier mois de 1988 a été marqué par un recul de 2,7 % de l'en-cours qui revient à 610,9 milliards de francs (- 16,7 milliards de francs). Ce phénomène qui sc produit après une augmentation de 17,8 milliards de francs en novembre, est traditionnel et logi-que. Il reflète les ajustements de fin d'année sur les bilans. qui conduisent les entreprises à rapa-trier des liquidités placées en SICAV monétaire, puis à les replacer en janvier, pour le début du nouvel exercice. Ainsi, cet encours avait-il bondi de 33.5 milliards de francs (+ 7.6 %) en janvier 1988 après un flèchissement à la fin de 1987. Dans le classe-ment des parts de marché. d'une année sur l'autre, le Crédit agricole se maintient à 15.6 %, la BNP se hisse de 11.9 % à 13.3 % le Crédit Lyonnais oscille autour de 8 % et la Société générale perd environ I point pour se retrouver

FRANÇOIS RENARD.





16 Le Monde Dimanche 15-Lundi 16 janvier 1989 •

Le Monde

ÉTRANGER

- 3 L'usine chimique Rabta et le faux pas du chancelier Kohl.
- 4 La rébellion en Somalie.
- La tension belgo-zaîroise. 5 Premier dialogue indirect entre des députés israéliens et des officiels de

POLITIQUE

- 6 7 La polémique sur les affaires de la Société générale et de Pechiney. 7 ¿Livres politiques », par André Laurens.
- Communication: un entre tien avec le vice-présidentdirecteur général d'Eu-

SOCIÉTÉ

8 La réclusion à perpétuité requise contre les assassins de Georges Besse.

- Le redémarrage du surgénérateur de Creys-Sports : le onzième Paris
- 2 DATES : la grippe espa-

- 9 M. Daniel Barenboim ∢ démissionné » de l'Opéra Bastille.
- Bicentenaire : un quotidien pour 89.

ÉCONOMIE

- 13 La mise en place du revenu minimum d'insertion Les reclassements l'électronique.
- 14 Revue des valeurs 15 Crédits, changes, grands

SERVICES

Météorologie11 Mots croisés11 Radio-télévision 11 Spectacles10

TÉLÉMATIQUE

-JOUR 3615 tapez LEMONDE
- Téléphoner aux USA pour 1 Flaminute DIA 3615 tapez LM

Lors des derniers essais d'un téléphérique géant à Vaujany (Isère)

gnole.

Une cabine se décroche : huit techniciens tués

GRENOBLE

de notre correspondant

Huit personnes ont trouvé la mort, vendredi 13 janvier, à 18 h 40, lors de la chute d'un téléphérique situé sur la commune de Vaujany (Isère). La cabine, qui se trouvait à environ 300 mètres de sa gare d'arriée aval, s'est brusquement détachée du chariot qui la reliait aux câbles porteurs et tracteurs et s'est écrasée 250 mètres plus bas, dans les gorges du Flumet. Ses occupants quatre employés saisonniers de la Société des remontées mécaniques de l'Alpe-d'Huez et quatre autres personnes assurant, pour le compte du constructeur de l'appareil, la société grenobloise Pomagalski, des opérations de sous-traitance - procédaient aux ultimes essais sur le téléphérique. Celui-ci devait, en effet, être livré la semaine prochaine à la commune de Vaujany.

Un accident « inquiétant »

Dennis un mois, des tests sur la ligne étaient effectués, jour et nuit, pour permettre aux skieurs d'accéder au domaine skiable de l'Alped'Huez. Selon le maire de Vaujany, M. Raymond Basset, les services administratifs chargés de contrôler les appareils de transport par cábles devalent apposer samedi, « si tout allait bien », leur signature au bas de l'autorisation de fonctionnement

M. Benjamin Rajbaut, juge d'instruction à Toulon depuis 1981, âgé de trente-sept ans, a été officiellement désigné, jeudi 12 janvier, pour prendre la succession de son collè-

gue Jean-Pierre Bernard dans l'ins-

truction de l'affaire Canson. Nommé vice-président du tribunal

de grande instance de Lille, le juge

Bernard n'avait pu obtenir une pro-longation de son séjour à Toulon afin

de terminer son enquête. M. Raj-

baut a finalement été préféré à un

autre magistrat, moins expérimenté,

M. Frank Landou, vingt-neuf ans, qui vient d'être nommé à Toulon et

qui avait été initialement prévu pour

instruire ce dossier complexe, comp-

L'agression contre la chan

teuse Hélène Delavault : trois

jeunes gens inculpés et écroués.

– Trois jeunes gens, Giovanni, Phi-

lippe Casteluccio et Christophe de

Peyrelongue ont été inculpés, ven-

dredi 13 janvier à Paris, de dégrada

tions volontaires, voies de fait et violences avec préméditation après

avoir admis leur participation à

l'agression commise contre la chan-teuse Hélène Delavault le 6 janvier au

Théâtre des Bouffes du Nord lors de

son récital de chansons révolution-

naires. Les trois jeunes gens, qui appartiennent à des milieux roya-

listes, ont été écroués.

et d'exploitation du téléphérique, dont le premier magistrat de la commune attendait la livraison, avec une certaine impatience, depuis le

L'ensemble des essais-tests, notamment le transport de 13 tonnes de charge – lors de l'accident, les personnes transportées représe taient un poids d'environ 600 kilos, - mais aussi la vitesse maximale sur cables - l'appareil peut atteindre 11 mètres par seconde, - n'avaient révélé, selon les techniciens de Pomagalski, aucune anomalie particulière. Ces essais-tests avaient été effectués pendant plus d'une centaine d'heures. Seul le long délai de réception des appareils de ce type, qui peuvent transporter cent soixante personnes, avait retardé sa mise en service, entraînant pour le constructeur une pénalité journalière de 20 000 F.

Les techniciens, gênés par la muit, qui était déjà tombée lorsque s'est produit l'accident, n'ont pu analyser dans le détail les principaux éléments de la cabine fracassée. Mais ils ont constaté que le chariot, pièce. selon eux, « la plus sensible du dispositif », qui roule sur le câble, est resté fixé à celui-ci. L'hypothèse la plus probable est que le bras qui le reliait à la cabine s'est séparé du chariot, à la suite, sans doute, d'une défaillance d'une pièce en acier assurant la liaison. « Un accident de ce type serait inquiétant », a estimé, dans la nuit de vendredi à samedi, le secrétaire général du Syndicat natio-

tant déjà plus de mille procès-

M. Bernard n'en a pas pour autant entièrement terminé l'affaire Canson. La chambre

d'accusation de la cour d'appel de Paris vient en effet d'être désignée

pour instruire deux plaintes de Mme Joëlle Pesnel, déposées le 8 novembre 1988, contre le magis-

trat instructeur. Principale inculpée dans ce dossier, Mme Pesnel repro-

che au juge Bernard d'avoir violé le

secret de l'instruction, lors d'une interview à FR 3-Côte d'Azur le

28 octobre dernier, et l'accuse de « détérioration volontaire d'objets

mobiliers » pour avoir numéroté au

crayon feutre des dessins saisis chez

En visite à Rouen (Seine-

Maritime), à l'occasion de la restau-

ration de l'ancienne grand-chambre

nue salle des assises et détruite lors

des bombardements de 1944, le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, a assuré le juge Bernard de son soutien, en exprimant « un sentiment de très vive émotion et de symmetre de symmetre de symmetre de symmetre de symmetre de service de son soutien.

pathie à l'égard de ce magistrat qui a cherché à faire son devoir ». Le procureur de la République de Lille,

du parlement de Normandie, deve-

elle lors d'une perquisition.

Après la nomination du juge Bernard à Lille

M. Benjamin Rajbaut reprend

l'instruction de l'affaire Canson

Le Monde

LUNDI 16 JANVIER (NUMÉRO DATÉ MARDI 17)

SUPPLÉMENT

SPÉCIAL EMPLOI

22 pages d'annonces

des centaines d'offres d'emploi

pour les cadres

ATTENTION : ce numéro est publié

en cahier séparé. N'oubliez pas

de le demander à votre marchand de journaux

nal des téléphériques, présent sur les lieux, M. Jean-Charles Simiand, qui, compte tenu des circonstances selon lui « exceptionnelles » de la chute du téléphérique, n'écartait aucune hypothèse, pas même celle du « sabotage ».

Le rêve d'un village

Ce téléphérique géant, qui relie en deux tronçons la gare de Vaujany (altitude 1 237 mètres) au dôme Rousses (altitude 2 808 mètres), et qui avale 4 300 mètres de câble en douze minutes, est le plus gros appareil de ce type au monde. Il a coûté à la mune propriétaire 170 millions de francs. Ce téléphérique devait être la fierté des quatre cents habitants de Vaujany et allait permettre de sortir ce village de son anonymat, rève caressé depuis une dizaine

Tout avait commencé en 1979. lorsque Electricité de France décida de capter la rivière l'Eau-Doile et de construire un puissant ouvrage hydroélectrique à 1 700 mètres l'altitude, le barrage de Grand-Maison. Cette gigantesque entre-prise permit à Vaujany « de se réveiller en sursaut au sevil du vingt et unième siècle », explique une habitante. Mais surtout, EDF fit couler sur le village une manne énorme pour ce modeste bourg : 20 millions de francs annuellemen

risant ainsi la commune à se lance dans la conquête de l'« or blauc ».

Vaujany voit grand. Peut-être démesurément grand, en investis-sant pour la saison de ski 1987-1988 80 millions de francs sous forme de télécabines, de télésièges et de téléskis et, pour cet hiver, 170 millions de francs dans son téléphérique ultra moderne et hautement sophis-tiqué. L'appareil devait, à la veille des élections municipales, parache ver l'aménagement du vaste domaine skiable des Grandes-Rousses en réalisant une presti-gieuse jonction avec les pistes de l'Alpe-d'Huez.

La probable défaillance d'une simple pièce métallique risque de compromettre pour de longs mois cet ambitieux projet qui devait créer dans ce village, où a été récemment ronverte une école, quarante

Ce drame, qui survient après la série d'accidents de l'hiver 1986-1987 - six morts et quarante blessés sur le télésiège de Luz-Ardiden (Hautes-Pyrénées), trente-quatre personnes grièvement blessées dans la télécabine des Orres (Hautes-Alpes), - pose à nouveau le pro-blème de la fiabilité d'appareils (plus de trois mille neuf cents) qui ont permis six cents millions de passages en 1988, et dont les constructeurs - principalement français n'ont cessé, ces dernières années d'accroître la capacité et la rapidité.

CLAUDE FRANCILLON.

L'élection municipale de Marseille

avec M. Gaudin

Interrogé, dans Valeurs actuelles du 16 janvier sur une alliance qu'il pourrait passer avec M. Michel Pezet ou M. Jean-Claude Gaudin, au cas où il serait réélu en mars sans qu'une majorité ne se dégage au second tour de scrutin, M. Robert Vigouroux, maire de Marseille et candidat socialiste « dissident ». répond : « Dans le cas de M. Gaudin, j'exclus totalement cette éventualité. M. Gaudin gère le conseil régional avec le Front national. Aux législatives, tout le monde a pu observer les retraits mutuels URC-FN, M. Gaudin ne changera pas: il est pris dans l'engrenage. Dans ces conditions, il est hors de question que je passe quelque accord que ce soit avec lui. Quant à M. Pezet, nous verrons bien. Pour l'instant, mon objectif est d'être le mieux placé possible à l'Issue du premier tour » (1).

A propos de ses relations avec M. Bernard Tapie, candidat à l'élection législative partielle de Mar-seille, M. Vigouroux indique: « D'une certaine manière, nos combats se ressemblent. Son soutien seroit pour moi un atout comme, je crois, mon soutien est pour lui une

(1) NDLR. — Dans une interview publiée par le Figaro du 17 novembre 1988, M. Vigouroux se voyait poser la question suivante: « Si vous observez des points communs entre votre programme municipal et celui de M. Jean-Claude Gaudin, en tirerez-vous les conséquences politiques? » M. Vigouroux répondait: « Il peut effectivement exister des convergences d'idées, et je n'exclus pas leur mise en œuvre commune. Car, ce qui compte avant tout pour moi, ce n'est pas la carrière d'untel ou d'untel, mais l'essor de Marseille, »

sons forme de taxes foncières, auto-

M. Vigouroux : pas de majorité

chance. >

Après le dépôt de deux recours par la CNCL

TF 1 et la Cinq devant le Conseil d'Etat

pour sa part, a confirmé que le véhi-cule du juge Bernard avait bien fait l'objet d'un sabotage mardi 10 jan-Le Conseil d'Etat a examiné, vendredi 13 janvier, deux recours déposés contre TF 1 et la Cinq par la CNCL. Celle-ci avait d'abord saisi la haute juridiction pour faire respecter par la Une, e en 1988 et pour l'avenir », ses quotas de diffusion d'œuvres d'expression originale française (50 %) et d'œuvres d'origine communautaire (70 %). La CNCL demandait en outre que soit enjoint à TF I de ne pas diffuser ces œuvres systématiquement la

Une volonté de tourner la loi

Selou le commissaire du gouvernement, M= Yannick Moreau (qui a pour mission de dire le droit, mais ne représente pas les pouvoirs publics), « l'existence d'un manquement est certaine - (TF 1 n'a diffusé que 35% d'œuvres francaises et 36 % d'œuvres euro-péennes en 1988). Constatant que

Le numéro du « Monde » daté 14 janvier 1989 a été tiré à 515 578 exemplaires

ABCDEFG

80 % des œuvres concernées par ces quotas étaient diffusées de façon - systématique à des heures où l'audience est quasi nulle », le commissaire a estimé que « le comportement de TF 1 traduit une volonté systématique de tourner la

Aussi a-t-elle proposé qu'il soit enjoint à TF1 de se conformer à ses obligations, de façon à ce que les œuvres diffusées la journée (entre 6 h 30 et 1 heure du matin) soient françaises pour 40 % au moins et européennes pour 56 % au moins. Elle a en outre demandé au Conseil d'Etat de fixer des astreintes proportionnelles au manquement et allant de 40 000 à 60 000 F par beure manquante.

La Cinq, de son côté, était accu-sée par la CNCL de dépasser la limite de 10 minutes 48 secondes de publicité par heure qui lui a été imposée. Argument retenu par le commissaire du gouvernement qui proposé qu'il soit enjoint à la Cinq de se conformer à cette obligation jusqu'au 31 juillet, tout dépassement donnant lieu à une astreinte calculée sur la base de 5400 F par seconde.

Le Conseil d'Etat devrait rendre

José Urrutikoetxea avait eu la visite d'un député européen basque espagnol

Avant son arrestation à Bayonne

Après les interpellations opérées à Poitiers et à Bayonne contre Après les interpellations opérées à Poitiers et à Bayonne contre des militants d'ETA (le Monde du 13 janvier), trois jeunes Français, militants à Poitiers de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), out été inculpés pour avoir bébergé des personnes en situation à régulière. Ils ont été laissés en liberté. La LCR, dans un communiqué, déclare que, « totalement opposée à la remise en cause du droit d'asile pour les réfugiés basques, (elle) continuera à béberger ces réfugiés jusqu'à ce que le droit d'asile soit complètement rétabli en France et que l'utilisation de la torture soit bannie des commissariats espagnols ».

Les deux militants basques espagnols interpellés à Poitiers et qui font l'objet de mandats d'arrêt internationaux out, de leur côté, été placés sous écrou extraditionnel. Un autre basque espagnol, Pedro-Maria Goicoechez-Errasquin, interpellé jeudi à Saint-Péesur-Nivelle (Pyrénées-Atlantiques) et qui faisai jeudi à Saint-Péesur-Nivelle (Pyrénées-Atlantiques) et qui faisai jeudi à Saint-Péesur-Nivelle (Pyrénées-Atlantiques) et qui faisai projet d'un arrêté d'expulsion, a pour sa part été expulsé vers l'Espagne

Quant à José Urrutikoetxea et Maria-Elena Beloqui, interpellés à Bayonne, ils devraient être transférés à Paris pour y être

L'arrestation, le 11 janvier, à Bayonne, de José Urrutikoetxea dit Josu Ternera (le Monde du 13 janvier), considéré comme un important dirigeant d'ETA, risque de soulever quelques problèmes au Parlement européen comme au sein du gouverne-ment espagnol. Depuis la découverte, en octobre 1987, dans une maison de Saint-Pée-de-Nivelle, d'importants documents qui avait conduit à une centaine d'interpellations dans les milieux militants basques suivies de plusieurs dizaines d'expulsions de réfu-giés, les policiers de la direction centrale des renseignements généraux étaient dans le siliage de José Urruti-koetxea et de son entourage. Une opération d'infiltration de longue haleine devait finalement permettre de repére une maison, dans la périphérie de Bayonne, où le dirigeant de l'ETA se rendait irrégulièrement. C'est cette maison qui était sous surveillance constante depuis quelques temps.

Or les policiers out pu constater au cours de leur « planque » que l'épouse d'un depute europeen espagnor, est en 1987 sur la liste nationaliste basque Herri Batasuna, M. José Maria Herri Batasuna, M. José Maria Momero-Zabala, était venue, à plusieurs reprises, rencontrer les occupants de la maison. Le jour même de l'arrestation de José Urrutikoettea, le député basque est venu lui-même dans la maison de Bayonne. Les policiers out préféré ne pas l'interpeller.

Au ministère de l'intérieur français, on estime n'avoir « aucun como on estane n'avar a ducui commen-taire » à faire sur cette question. On remarque seulement que José Urrati-koetxea n'est pour le moment l'objet d'aucune demande d'extradition de la part des autorités espagnoles, qui avaient préféré, ces deux dernières années, supprimer les mandats d'arrêt internationaux lancés contre les plus importants fugitifs de FETA. La mesure avait permis au précédent gou-vernement français de contourner les garanties qu'offrent les procèdures judiciaires d'extradition et d'expulser

les nationalistes basques interpellés sons le seul couvert de l'« argence

José Urratikoetzea, qui, iors de son interpellation, portait, sur lai, une gro-nade ainsi qu'un pistolet Zig-Sauer alimenté de quinze canoches dont il s'est servi contre un policier, sans le blesser, devrait être prochamement inculpé, ainsi que sa camarade, Maria-Elena Beloqui, interpellée en même temps que lui. Trois français, desx ignants propriétaires de la maison où a été interpellé le dirigeant de l'ETA, ainsi qu'une jeune femme, pourraient être également poursuivis.

Been a

ويجه _ و عاد المالك ،

M. Karlon Ber Brief

CONTRACT A FRANCE

1 to 1 - 22 1 4

THE ANY ST. LINE LAND

Between the

Production of the

The later of the l

\$ 177. \$7.8 A 4 A 5

Ten v. - 61: 18 4

New York

Trong & Mile

May your and a

TRAIN THE PARTY

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

The second second

Middle and the more

SHE THE THE PROPERTY.

THE REAL PROPERTY.

in some way

Ta demand

· 电子多次表

Selon les premiers résultats de l'autopsie

Anne-Sophie Vandamme et Gilles Nandet ont été tués de trois balles dans la tête

Selon les résultats encore officieux de l'autopsie, pratiquée, jendi 12 janvier, les «disparus de Fontainebleau», Gilles Naudet et Anne-Marie Vandamme, dont les corps out été retrouvés hundi 11 janvier dans ce massif forestier, ont été tués chacun de trois balles de 22 long rifle, tirées dans la tête (nos dernières éditions datées 14 janvier). Leur chien a également été tué de plusieurs balles du même

Apparemment sans histoire, les deux jeunes gens, âgés de vingt-cinq ans, avaient mystérieusement dis-para le 31 octobre, au cours d'une promenade en forêt de Fontaine-bleau. Pour les gendarmes chargés de l'enquête, les mobiles de ce double crime restent mystérieux.

Dans « le Monde diplomatique » de janvier Logiques d'airain

« D'un côté, écrit Claude Julien dans le Monde diplomatique de janvier, de fulgurantes avances de l'esprit humain, dans tous les domaines des sciences et des techniques ; de l'autre la grise médiocrité des décideurs ». Les récents conflits sociaux, en France et en Espagne, ont montré comment des « logiques » qui se voudraient d'airain, comme celle des « grands équilibres », reflètent l'abdication de ces « décideurs » face à un économisme envahissant. Au point, écrit Bernard Cassen de faire des loisirs « une terre de mission de

l'économie marchande ».

« Sa Majesté le libéralisme », pour reprendre la formule de Louis Gill, règne au Canada et y gouverne les relations avec les Etats-Unis, futurs bénéficiaires de l'accord de libre-échange entre les deux pays. Pour ce qui est du Vieux Continent, Jacques Decornoy fait justice de la prétandue « forteresse Europe » en montrant qu'elle n'entend pas davantage constituer une ∢ pas-soire >. Alain Gresh évoque l'absence de stratégie européanne autonome en matière de relations Nord-Sud. Un Sud en piteux état : le Pérou se décompose, écrivent Alain Hertoghe et Alain Labrousse; le président Ratsiraka, lui, croit pouvoir tirer Madagascar du désastre par un retour en force de l'entreprise privée évoqué par Philippe Leymarie; su-delà du populisme, l'Algérie, nous dit Abdelkader Djeghlooul, se dirige vers une société à deux vitesses. Et la désespérance reste le lot des opprimés : encore ∉ une nuit sans visage » des êtres piétinés, écrit Amina Said dans une nouvelle inédite. Rare exception dans le tiers-monde, à part les Etats pétroliers du Golfe Koweit est devenu, selon Frédéric-F. Clairmonte, un grand prédateur financier international - le Laos restaure son économie, cependant que le Vietnam craint de faire les frais de la détente sino-soviétique.

Nations pas mortes? Certainement pas, explique Marc Ferro, en Union soviétique, ni dans la fragile mosaïque des Batkans qui fait l'objet d'un dossier auque ont participé Irène Lagani, Paul-Marie de La Gorce, Eva Toulouze et Christophe Chiclet. Paradoxalement, dans cette Europe qui en a vu naître l'idée, l'Etat-nation risque de se retrouver le plus rapidement en crise, avec pour prototype « l'avenir fugitif de l'identité balge » que décrivent Colette Brackman et Charles Bricman

Amorce de règlement de conflits régionaux, décision soviétique de réduire les armements classiques, tels sont les indices d'un « grand bond en avant des initiatives de paix » qui, selon Antoine Sanguinetti, prennent une fois de plus l'Occident a contrepied. Egalement au sommaire : la conférence sur les armes chimiques, le danger nucléaire en Asie du Sud, etc.



